



Études économiques de l'OCDE HONGRIE

JANVIER 2019 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Hongrie

Études économiques de l'OCDE : Hongrie 2019 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2020), *Études économiques de l'OCDE : Hongrie 2019 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/247ba9ac-fr>.

ISBN 978-92-64-75667-0 (pdf)

Études économiques de l'OCDE

ISSN 0304-3363 (imprimé)

ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Hongrie

ISSN 1995-347X (imprimé)

ISSN 1999-0537 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © Image Source – Fotolia.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Résumé

- *Les perspectives économiques demeurent favorables...*
- *... mais l'économie est exposée à des risques, parmi lesquels une surchauffe du marché du travail*
- *Le stock élevé d'entrées d'IDE a soutenu le PIB, mais des problèmes non résolus subsistent*
- *Assurer une croissance équitable passe par l'amélioration des qualifications, la mobilité et une croissance régionale plus forte*
- *Le vieillissement de la population crée de nouveaux enjeux en termes d'action publique*

RÉSUMÉ

Les perspectives économiques demeurent favorables...

L'économie prospère. La croissance devrait avoir continué de progresser pour atteindre 4½ % en 2018, après avoir enregistré de bonnes performances. La demande intérieure est alimentée par une forte consommation privée, due au niveau élevé des gains de revenu réel et au dynamisme de l'investissement des entreprises et de l'investissement résidentiel. Le taux de chômage a atteint un niveau historiquement bas et des pénuries de main-d'œuvre sont apparues. Ces éléments, associés à des hausses de salaires soutenues et largement partagées, ont contribué à préserver une forte égalité des revenus et relancé la convergence des revenus. L'inflation a atteint 3.6 % à l'automne 2018, en raison notamment d'une hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation (graphique A). La croissance de la productivité s'est accélérée, même si elle reste nettement inférieure à celle des salaires réels et au taux qui prévalait au cours de la décennie antérieure à la crise financière internationale.

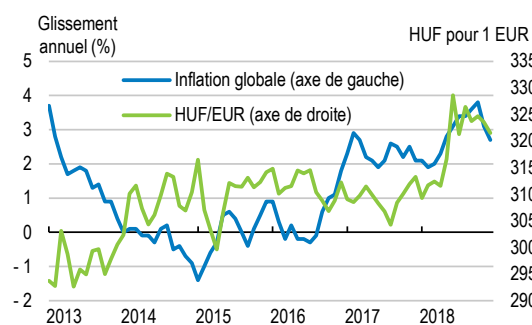
Tableau A. La croissance économique devrait rester vigoureuse

Variation (%)	2018	2019	2020
Produit intérieur brut	4.6	3.9	3.2
Consommation privée	5.6	4.7	4.0
Formation brute de capital fixe	15.7	9.5	4.8
Exportations	8.3	7.5	5.9
Importations	9.6	8.8	6.3
Taux de chômage	3.6	3.2	3.1
Indice des prix à la consommation	3.0	4.0	.0
Balance courante (% du PIB)	1.7	0.9	0.6

La croissance de la production devrait s'essouffler en 2019, les contraintes de capacité se faisant sentir et la demande étant de plus en plus satisfaite par les importations. Quoi qu'il en soit, la demande intérieure continuera de bénéficier de la progression des

salaires et de l'emploi. Ce dernier, de même que la démographie, pèse sur l'offre de main-d'œuvre, faisant ainsi reculer le chômage. L'investissement privé sera soutenu par l'expansion persistante des capacités de production, les fonds de l'UE et la forte demande de logements. Les exportations bénéficieront de nouvelles capacités de production, mais la hausse vigoureuse des importations exercera une pression à la baisse sur l'excédent des paiements courants. L'inflation devrait, selon les prévisions de l'OCDE, continuer de progresser vers la limite supérieure de l'objectif de 3 % défini par la banque centrale, avec une marge de tolérance de +/- 1 %. La politique macroéconomique devrait néanmoins conserver son orientation expansionniste en 2019 : la banque centrale a annoncé qu'elle était s'était préparée à normaliser de manière progressive et prudente la politique monétaire tout en maintenant les taux directeurs, et la politique budgétaire restera expansionniste.

Graphique A. L'inflation repart à la hausse



...mais l'économie est exposée à des risques, parmi lesquels une surchauffe du marché du travail

Les risques sont à la fois extérieurs et intérieurs. La Hongrie est sensible à l'exacerbation des conflits commerciaux internationaux, qui pourrait provoquer un choc pour les exportations, en particulier celles de l'important secteur automobile, et qui ébranlerait la confiance des investisseurs. La poursuite d'une forte hausse des salaires pourrait éroder la

compétitivité des coûts et mettre à mal les anticipations d'inflation, imposant ainsi une brusque réorientation des politiques, ce qui accentuerait l'alternance cyclique de phases de forte expansion et de récession. À l'inverse, des gains de productivité plus élevés que prévu soutiendraient la capacité d'absorption d'une croissance rapide des salaires. En cas de turbulences sur le marché financier international, les banques nationales pourraient être moins disposées à accorder des prêts, ce qui entamerait la croissance.

Le stock élevé d'entrées d'IDE a soutenu le PIB, mais des problèmes non résolus subsistent...

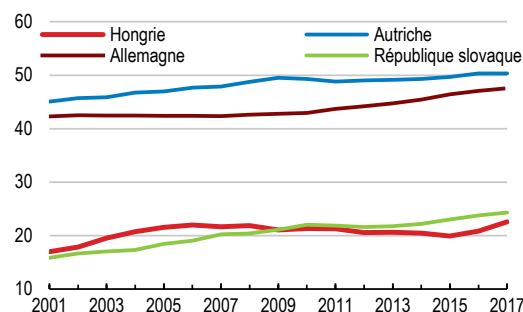
La Hongrie continue d'attirer avec succès des entrées d'IDE substantielles, qui ont permis de développer les capacités de production et stimulé l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce sont les régions occidentales et centrales qui en ont le plus bénéficié, mais le modèle a ses limites : les autres régions n'en ont pas tiré les mêmes avantages, les implantations locales ont été limitées, les salaires augmentent mais restent bas (graphique B), et l'écart entre le PIB et le revenu national net est relativement marqué, comme dans d'autres pays comparables, en raison des rapatriements de bénéfiques (graphique C).

La vigueur des effets d'agglomération et de la demande de services aux entreprises a dopé la croissance dans la région de la capitale. De nombreuses régions rurales pauvres, au contraire, ont été laissées pour compte, parce que leur activité économique est concentrée autour d'exploitation agricoles de petite taille ou bien caractérisée par des industries lourdes et extractives archaïques, si bien que leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement locales ou nationales est faible. Les différences de revenus ont été encore accentuées par l'émigration des jeunes travailleurs qualifiés, qui laissent derrière eux les moins qualifiés et les plus âgés, qui pour nombre d'entre eux n'ont guère de perspectives sur le marché du travail local. La principale mesure prise par le gouvernement pour remédier à ces problèmes a concerné des programmes de

travaux d'intérêt public, qui ont permis de réduire la pauvreté. Ces programmes ont néanmoins des effets limités sur l'employabilité, les taux de sortie restant peu élevés.

Graphique B. Les salaires ont commencé à converger

En milliers USD, à prix constants et PPA, 2017

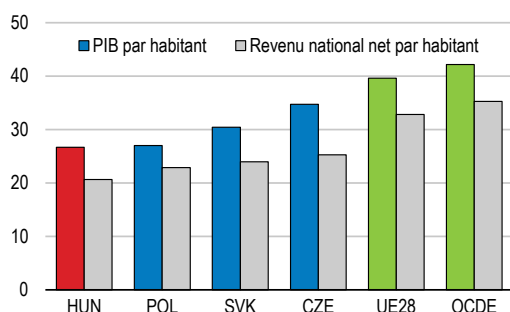


Dans l'ensemble, le scénario de croissance s'est traduit par un relèvement du taux d'emploi dans la plupart des catégories présentes sur le marché du travail, même si les résultats des travailleurs peu qualifiés, des plus âgés et des femmes ayant des enfants en bas âge restent sensiblement inférieurs.

Conscient de la nécessité de revoir le modèle de croissance, le gouvernement a créé en 2017 un Conseil national de la concurrence afin de dégager les réformes structurelles susceptibles d'accélérer la convergence en matière de productivité, de croissance et de revenus. À cet égard, il convient en priorité d'encourager une plus grande mobilité de la main-d'œuvre et une amélioration des qualifications afin de rapprocher les travailleurs des centres économiques. Il importe aussi tout particulièrement de développer les réseaux locaux afin d'intégrer les entreprises nationales dans les chaînes d'approvisionnement régionales et nationales.

Graphique C. L'écart entre le PIB et le revenu national net est marqué

En milliers USD, par habitant, 2016



Assurer une croissance équitable passe par l'amélioration des qualifications, la mobilité et une croissance régionale plus forte

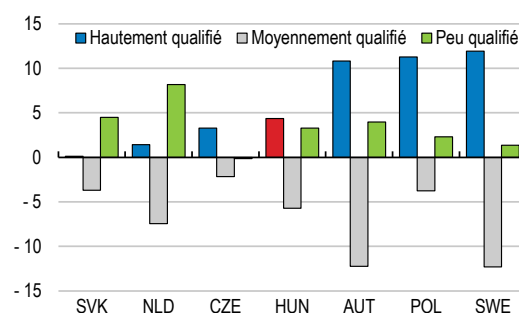
L'emploi se déplace vers des postes plus qualifiés sous l'effet du renforcement de l'intégration de la fabrication dans les chaînes de valeur mondiales et de l'expansion du secteur des services (graphique D). L'intégration des travailleurs peu qualifiés des régions pauvres sur le marché du travail d'aujourd'hui passe par une amélioration des qualifications en fonction de celles qui sont exigées sur le marché. Dans les zones rurales, de nombreux élèves s'en sortent difficilement dans le système éducatif. Ils sont peu nombreux à intégrer le supérieur, la plupart se retrouvent dans l'enseignement professionnel et le taux d'abandon scolaire est relativement élevé, leurs perspectives d'emploi étant limitées après obtention d'un diplôme. De plus, en raison de la rigidité du marché du logement et de la piètre qualité des infrastructures routières locales, la mobilité en termes de déménagement et de trajets domicile-travail est insuffisante pour éviter des poches de chômage élevé.

Malgré l'autonomie politique dont jouissent les collectivités locales, le système de gouvernance publique est fortement centralisé. En conséquence, les politiques reposent sur des priorités nationales et européennes et font relativement peu de cas des conditions locales. Le financement est principalement assuré par l'État ou des fonds de l'UE. Rares sont les tentatives visant à identifier les avantages économiques locaux et à développer des réseaux locaux dans un objectif d'intégration dans les

chaînes d'approvisionnement régionales ou nationales. Le tourisme comme l'agriculture sont susceptibles de proposer des emplois dans les zones rurales défavorisées. Toutefois, seul un petit nombre de mesures ont été mises en place pour intégrer l'un ou l'autre dans d'autres secteurs ou tirer parti des réseaux de manière à progresser le long des chaînes de valeur ajoutée.

Graphique D. La polarisation du marché du travail s'accroît

Variation en proportion de l'emploi total (en %), 1997-2017



Le vieillissement de la population crée de nouveaux enjeux en termes d'action publique

Le vieillissement de la population pèsera sur les finances publiques et créera de nouveaux enjeux pour les services publics. Le vieillissement de la population va s'accélérer dans les décennies à venir, de sorte que le taux de dépendance économique sera légèrement supérieur à celui de l'UE. Selon les prévisions de l'UE, si l'on se fonde sur l'hypothèse d'un alignement parfait de l'âge effectif et de l'âge légal de la retraite en 2025, les dépenses de retraite en proportion du PIB devraient s'inscrire en léger recul jusqu'en 2030, avant d'augmenter de près de 3 points d'ici 2070 (tableau B).

Ces prévisions tiennent compte des effets d'une réforme des retraites qui prévoit un relèvement progressif de l'âge légal, exclut la plupart des possibilités de départ anticipé et indexe les pensions davantage sur les prix que sur les salaires.

Cela étant, 20 % des retraités perçoivent des prestations de retraite inférieures au seuil de pauvreté (même si certains ont accès à d'autres prestations), puisque les bas salaires effectuant

une carrière trop brève ont des difficultés à acquérir des droits à retraite suffisants et que la plus faible retraite qui puisse être servie peut être inférieure à un tiers du seuil de pauvreté officiel. En outre, du fait de l'organisation et des paramètres des retraites, y compris les taux non linéaires d'acquisition des droits, les travailleurs ont du mal à prévoir le montant de leur retraite future. En particulier, la forte volatilité de la progression des salaires entraîne de profondes différences dans les prestations de retraite perçues par des personnes ayant effectué des carrières similaires, mais prenant leur retraite à des époques différentes.

Le système de soins de santé centralisé met fortement l'accent sur la planification afin d'adapter l'offre à l'évolution de la demande. Toutefois, son efficacité est médiocre et son accès inégal, notamment dans les zones rurales. Il se caractérise par de piètres performances, comme en témoigne la forte mortalité due à des causes évitables, ce qui, associé à des modes de vie nocifs pour la santé, explique que la Hongrie enregistre l'une des espérances de vie les plus faibles parmi les pays de l'OCDE et la durée de vie en bonne santé la plus courte après le départ en retraite.

Tableau B. Le vieillissement de la population accentue encore la pression sur les dépenses

% du PIB	2020	2040	2070
Total des retraites publiques	9.0	9.4	11.2
Soins de santé	5.1	5.6	5.7
Soins de longue durée	0.7	0.9	1.1
Pour mémoire : Taux de dépendance économique	31.3	41.8	52.0

Source : Commission européenne (2018)

Les dépenses de soins de santé en proportion du PIB sont relativement faibles et devraient le rester à long terme en dépit d'un allongement attendu de l'espérance de vie de dix ans et de l'évolution de la demande due au vieillissement de la population.

Malgré l'attention accordée à la planification, l'ajustement du côté de l'offre est entravé par l'utilisation pratiquement inexistante de signaux de prix dans le secteur hospitalier. Le système des groupes homogènes de malades n'a pas été complètement mis à jour depuis les années 1990. La stricte contrainte budgétaire intégrée dans les budgets globaux des hôpitaux est devenue une faible contrainte budgétaire avec le remboursement répété, par le gouvernement, de la dette hospitalière et l'absence de rémunération liée aux performances parmi les dirigeants des hôpitaux. De plus, certains hôpitaux ont été transformés en établissements de soins de longue durée, mais de nombreux hôpitaux généraux demeurent.

L'accès aux soins de santé est inégal, en raison d'un ticket modérateur élevé et de la pénurie de médecins due à l'émigration. De plus, les généralistes fournissent de nombreux services de santé qui sont assurés, ailleurs, par des infirmières agréées et ils n'ont guère intérêt à exercer en cabinet de groupe. La lourdeur de la charge de travail renforce l'orientation des patients vers les hôpitaux, compliquant ainsi le rôle des généralistes en tant que médecins référents et coordinateurs de soins.

L'offre limitée de soins de longue durée est répartie entre les services sociaux et médicaux et ce type de soins est principalement assuré par les familles, ce qui sera de plus en plus difficile à l'avenir du fait de l'urbanisation en cours.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Politiques macroéconomiques et financières destinées à éviter la surchauffe	
L'inflation a dépassé le taux cible de la banque centrale, soit 3 %, mais elle reste dans la marge de fluctuation de +/- 1 %.	Relever progressivement les taux d'intérêt. Continuer de sortir des mesures de politique monétaire non conventionnelles.
La politique budgétaire est devenue procyclique.	Durcir la politique budgétaire pour éviter une surchauffe de l'économie.
S'atteler aux conséquences du vieillissement et aux enjeux budgétaires à long terme	
Les recettes publiques continuent de dépendre des cotisations de sécurité sociale, le déficit structurel s'est creusé et le coin fiscal reste élevé.	Continuer de réduire le coin fiscal et développer parallèlement le recours aux impôts sur la consommation. Aller vers un taux de TVA unique. En particulier, supprimer progressivement les taux réduits pour les services touristiques.
Le vieillissement de la population s'accélère, accentuant la pression sur les dépenses s'y rattachant.	Finaliser le relèvement en cours de l'âge légal de la retraite pour le porter à 65 ans d'ici 2020. Par la suite, l'indexer sur les gains d'espérance de vie.
La pauvreté des personnes âgées est déjà un problème pour les travailleurs peu qualifiés ayant accompli des carrières courtes.	Introduire une retraite publique de base pour garantir un revenu minimum à tous les retraités.
Le système de soins de santé manque d'efficacité et son accès est très inégal.	Raccourcir la durée des séjours hospitaliers en renforçant les soins ambulatoires et en concentrant les soins avec hospitalisation sur des hôpitaux moins nombreux, mieux équipés et plus spécialisés. Accroître l'autonomie des hôpitaux et actualiser les tarifs des GHM. Renforcer le rôle des généralistes en tant que médecin référent et coordinateur de soins en accroissant la part de la rémunération aux résultats.
Les soins de longue durée sont insuffisamment développés et fragmentés.	Intégrer les divers systèmes de soins de longue durée. Améliorer l'accès aux soins à domicile et en établissement en introduisant des prestations en espèce et des chèques-santé.
Améliorer les perspectives d'emploi	
Les pénuries de main-d'œuvre se sont généralisées.	Continuer de réduire les programmes de travaux d'intérêt public et d'améliorer la formation des participants et autres demandeurs d'emploi dans le cadre de programmes permettant d'augmenter leur employabilité.
La répartition de la main-d'œuvre pourrait être améliorée.	Prolonger la durée de versement des allocations de chômage, apporter une aide à la mobilité géographique et prévoir des mesures d'activation.
Le taux d'activité des mères de jeunes enfants est bas, ce qui contribue aux inégalités entre les hommes et les femmes.	Continuer d'élargir l'offre de crèches. Développer les incitations permettant d'augmenter le taux d'activité des mères afin de raccourcir la durée effective du congé parental, tout en offrant des incitations à prendre un congé de paternité plus long.
Partager les fruits de la croissance	
La croissance régionale a été inégale.	Accroître l'autonomie des collectivités locales pour qu'elles puissent mettre en œuvre des projets de nature à développer l'économie locale, par exemple dans le domaine du tourisme, et continuer de multiplier les incitations à la coopération en direction des administrations locales.
La population rom est désavantagée.	Continuer de soutenir les mesures d'inclusivité des communautés roms, en particulier en intégrant mieux les enfants issus de ces communautés dans les structures d'accueil et d'éducation de jeunes enfants.
De nombreuses entreprises locales ne sont pas intégrées dans les chaînes d'approvisionnement nationales et internationales.	Accorder une plus grande liberté aux établissements d'enseignement professionnel et de formation pour qu'ils se spécialisent et adaptent leurs cours et programmes aux besoins du marché du travail local. Améliorer les incitations à la coopération dans le domaine de la recherche entre les entreprises locales et à capitaux étrangers.
Des mesures ont été prises pour lutter contre les problèmes de corruption, mais la perception de la corruption reste élevée.	Il faudrait mettre en place un organisme spécifique de lutte contre la corruption.
Pour une croissance plus verte	
Les émissions de particules fines sont élevées et en hausse.	Recourir davantage aux péages routiers et aux taxes automobiles prenant en compte les performances environnementales des véhicules. Introduire des péages de congestion et renforcer les transports publics. Utiliser des incitations fiscales pour que les ménages remplacent leurs systèmes de chauffage inefficients et à fortes émissions.

Principaux éclairages sur l'action publique

- *Évolutions macroéconomiques récentes et perspectives à court terme*
- *Des politiques monétaires, financières et budgétaires propices à la stabilité et au bien-être*
- *Relever les défis qui se posent à plus long terme au regard du bien-être*
- *Rendre la croissance plus verte impose de réduire les émissions de particules fines*

Principaux éclairages sur l'action publique

L'économie a connu une croissance robuste au cours des cinq dernières années. En 2017, le taux de croissance a dépassé 4 % et ce rythme s'est maintenu en 2018 (tableau 1). La croissance a d'abord été tirée par les exportations puis par l'investissement. À la faveur de l'embellie de l'emploi, la reprise a gagné les secteurs de la consommation privée et de l'investissement résidentiel, une tendance encore renforcée par la croissance à deux chiffres des salaires. Qui plus est, l'économie rencontre des contraintes de capacités croissantes, synonymes de hausse des importations et d'érosion de l'excédent de la balance courante.

Depuis le début des années 1990, le principal moteur de la croissance économique hongroise est l'investissement direct étranger, qui a favorisé la modernisation de la production et une intégration efficace dans les chaînes de valeur mondiales. Néanmoins, le revenu par habitant demeure bas, même s'il s'est remis à converger vers les niveaux de revenus moyens de l'OCDE et de l'UE. Le PIB par habitant s'est hissé aux deux tiers de la moyenne de l'OCDE et atteint une proportion légèrement supérieure de la moyenne de l'UE (graphique 1).

Compte tenu de sa forte dépendance à l'égard des investissements directs étrangers, la croissance n'est pas uniformément répartie entre les régions. Les régions de l'ouest et du centre – principales destinataires des investissements étrangers – et la région de Budapest, qui bénéficie d'effets d'agglomération positifs importants, sont plus dynamiques que le reste du pays. Les régions à la traîne se caractérisent par un faible niveau d'emploi, un nombre élevé de bénéficiaires de prestations sociales et une faible intégration dans les chaînes d'approvisionnement régionales et nationales.

La pérennisation de la croissance passe par la création d'un environnement qui offre des chances à tous. La Hongrie obtient de bons résultats au regard de certaines dimensions du bien-être, en particulier l'équilibre travail-vie, mais fait moins bien que la plupart des autres pays selon d'autres critères, notamment la santé (graphique 2). Autre point fort, le système d'impôts et de transferts réduit les inégalités, même si la répartition de la pauvreté a une composante régionale marquée (graphique 3). Pour accroître le bien-être futur, les autorités doivent prendre des mesures à même d'améliorer les revenus et la santé de la population en général et des retraités et groupes défavorisés en particulier. La hausse des revenus passe par la création d'emplois productifs et des salaires corrects, ainsi que des pensions de retraite décentes pour tous – préoccupation rendue d'autant plus aiguë par l'accélération du vieillissement démographique.

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Variation annuelle en pourcentage, volumes aux prix de 2005

	2015 Prix courants (milliards HUF)	2016	2017	2018	2019	2020
Produit intérieur brut (PIB)	32 592	2.2	4.4	4.6	3.9	3.2
Consommation privée	16 406	4.0	4.8	5.6	4.7	4.0
Consommation publique	6 505	0.7	1.3	1.1	1.2	0.8
Formation brute de capital fixe	7 223	-11.7	18.2	15.7	9.5	4.8
Logement	631	9.7	16.0	10.3	9.1	3.9
Demande intérieure finale	30 134	-0.6	7.0	7.0	5.2	3.6
Formation de stocks ¹	377	1.4	-0.2	-1.6	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	30 511	0.8	6.7	5.2	4.9	3.6
Exportations de biens et services	28 568	5.1	4.7	8.4	7.6	5.9
Importations de biens et services	26 487	3.9	7.7	9.6	8.9	6.4
Exportations nettes ¹	2 081	1.4	-1.9	-0.4	-0.6	-0.2
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf indication contraire)						
PIB potentiel	..	2.0	2.2	2.7	3.1	3.3
Écart de production ²	..	-1.9	0.3	2.1	2.9	2.9
Emploi	..	3.3	1.6	1.4	1.2	0.7
Taux de chômage	..	5.1	4.2	3.5	3.2	3.0
Déflateur du PIB	..	1.0	3.6	4.5	4.9	4.2
Indice des prix à la consommation	..	0.4	2.3	3.0	4.0	3.9
Indice des prix à la consommation sous-jacent	..	1.5	1.8	2.1	3.3	3.9
Taux d'épargne net des ménages ³	..	8.1	7.4	10.9	10.9	11.2
Solde de la balance courante ⁴	..	6.2	3.2	1.7	0.9	0.6
Solde budgétaire des administrations publiques ⁴	..	-1.6	-2.2	-2.4	-2.2	-2.2
Solde budgétaire sous-jacent des administrations publiques ²	..	-1.4	-2.3	-3.4	-3.6	-3.5
Solde budgétaire primaire sous-jacent des administrations publiques ²	..	1.7	0.4	-0.9	-1.1	-0.6
Dette brute des administrations publiques (au sens de Maastricht) ⁴	..	73.8	71.3	68.9	66.0	64.1
Dette nette des administrations publiques ⁴	..	65.8	62.7	59.7	57.0	55.1
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	..	0.7	0.0	0.2	2.3	4.6
Rendement des obligations d'État à 10 ans, moyenne	..	3.1	3.0	3.2	4.6	6.5

1. Contribution aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

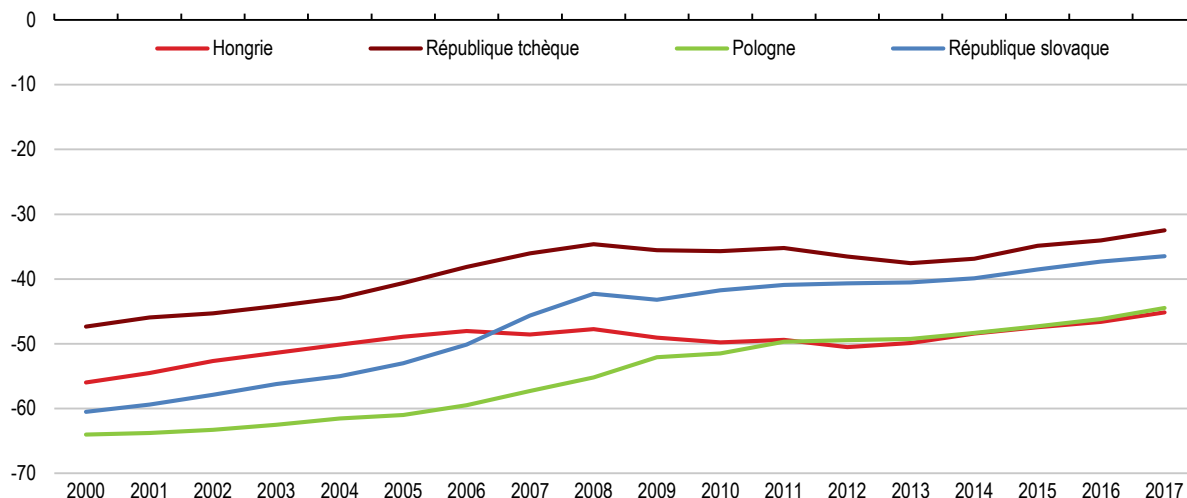
3. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

4. En pourcentage du PIB.

Source : OCDE (2018), « Perspectives économiques de l'OCDE n° 103, Volume 2018 numéro 1 », *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

Graphique 1. Le PIB par habitant converge vers la moyenne de l'OCDE, mais à un rythme lent

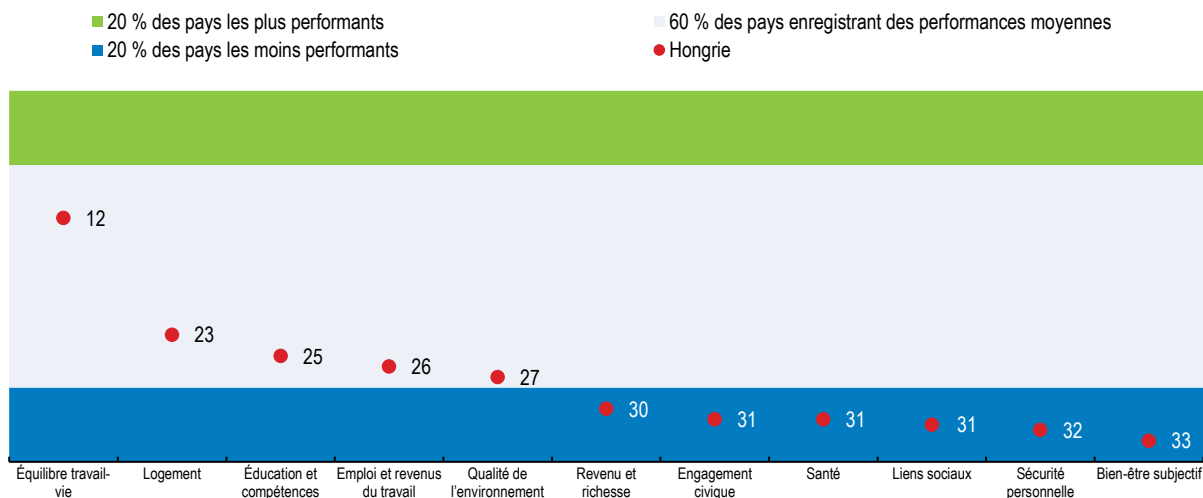
Écart de PIB par habitant par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE. La moitié supérieure est pondérée en fonction de la population.



Source : OCDE (2018), Objectif croissance.

Graphique 2. Des progrès sont possibles sur le plan du bien-être

Indicateur du vivre mieux, pays classés de 1 (meilleur résultat) à 35 (plus mauvais résultat), 2017¹

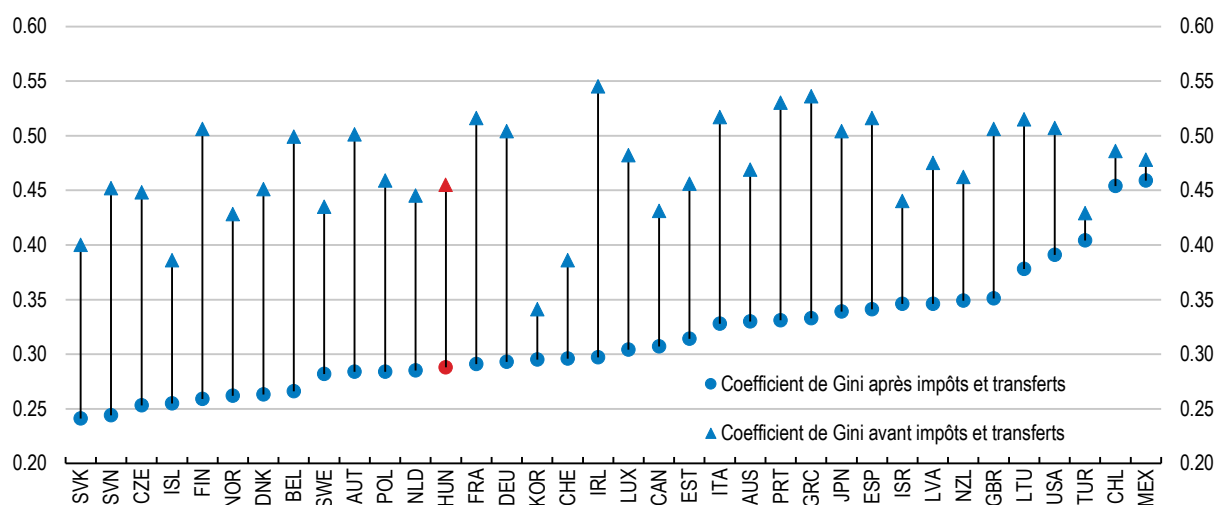


1. Chaque dimension du bien-être est mesurée à l'aide d'un à quatre sous-indicateurs entrant dans la composition de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. La moyenne des indicateurs normalisés est calculée avec des pondérations égales.

Source : OCDE (2017), Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, www.oecdbetterlifeindex.org.

Graphique 3. La redistribution réduit les inégalités

Modification du coefficient de Gini due aux impôts et transferts, 2016¹



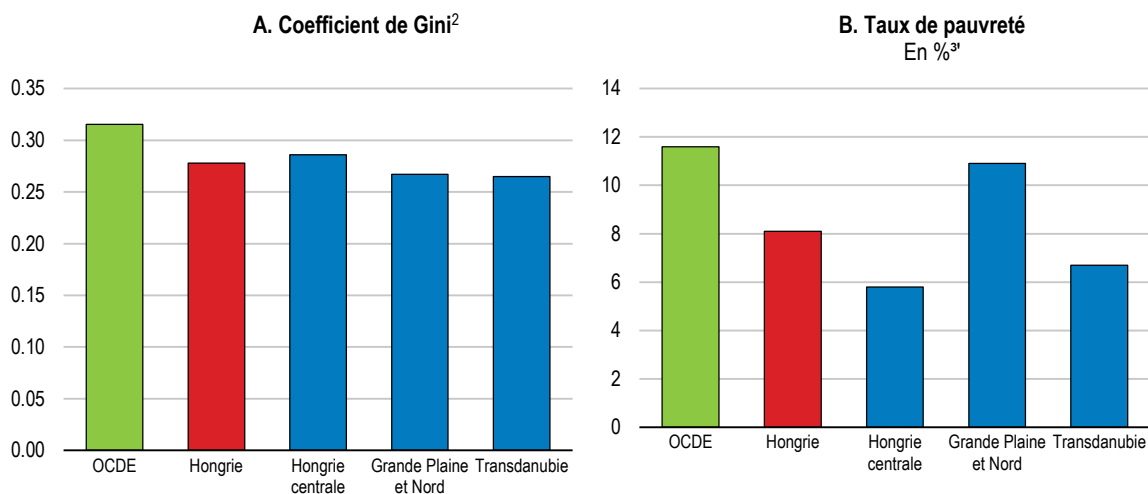
1. Données de 2014 pour l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse ; 2012 pour le Japon. Le coefficient de Gini varie entre zéro (tout le monde a un revenu identique) et un (une seule personne détient le revenu total). Ainsi, plus la valeur du coefficient de Gini est élevée, plus les inégalités de revenu sont importantes.

Source : OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

Les inégalités demeurent faibles bien que le chômage ait fortement augmenté pendant la crise. Néanmoins, la pauvreté est relativement peu élevée et présente une dimension régionale marquée (graphique 4). Les taux de pauvreté sont plus élevés dans le nord et l'est du pays, régions dont l'économie reposait jadis sur des activités devenues obsolètes – extraction minière et industries lourdes. Du fait de la raréfaction des activités économiques, ces régions comptent désormais une proportion élevée de bénéficiaires de transferts publics (participants aux programmes d'intérêt public par exemple), de personnes issues de groupes défavorisés (Roms par exemple) et de retraités à faible revenu. C'est à Budapest que les inégalités sont les plus prononcées, un grand nombre d'emplois à haut revenu ayant vu le jour dans le secteur des services de la capitale. Néanmoins, même les salariés faiblement rémunérés sont mieux lotis à Budapest qu'ailleurs dans le pays.

Graphique 4. Les inégalités et la pauvreté sont relativement faibles mais varient d'une région à l'autre

Après impôts et transferts, 2013¹



1. L'agrégat OCDE est une moyenne non pondérée des dernières données disponibles pour chaque pays.
 2. Le coefficient de Gini varie entre zéro (tout le monde a un revenu identique) et un (une seule personne détient le revenu total). Ainsi, plus la valeur du coefficient de Gini est élevée, plus les inégalités de revenu sont importantes.
 3. Le taux de pauvreté correspond à la part de la population dont le revenu est inférieur à 50 % du revenu national médian. Le revenu est corrigé des différences de taille des ménages.
- Source : OCDE (2018), Bien-être régional, Statistiques régionales de l'OCDE; et OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

Pour que les conditions de vie s'améliorent, il faut non seulement que la production continue à monter en gamme sur les chaînes de valeur mais aussi que les avantages comparatifs locaux soient mieux exploités et que les régions à la traîne soient mieux reliées au reste de l'économie afin de participer à l'accroissement de la productivité. L'amélioration des compétences de la population active sera un autre ingrédient essentiel de la croissance. Vu le contexte actuel qui voit apparaître et s'aggraver des pénuries de main-d'œuvre, il y aurait lieu d'encourager l'activité économique des femmes et d'améliorer l'intégration des demandeurs d'emploi. Ces mesures seront également importantes pour anticiper l'impact du vieillissement démographique. Les messages essentiels de cette Étude économique sont les suivants :

- L'économie est en expansion rapide et un resserrement macroéconomique progressif est nécessaire pour éviter la surchauffe et juguler la hausse de l'inflation.
- Le vieillissement démographique va finir par peser sur les finances publiques, en particulier les dépenses de retraite et de santé. Des mesures doivent être élaborées et mises en œuvre rapidement pour atténuer ces pressions.
- Pour améliorer durablement les conditions de vie, il importe de mieux mobiliser la main-d'œuvre et de renforcer les compétences dans les régions pauvres, lesquelles doivent être mieux reliées aux chaînes de valeur régionales et nationales.

Évolution macroéconomique récente et perspectives à court terme

La reprise économique s'enracine

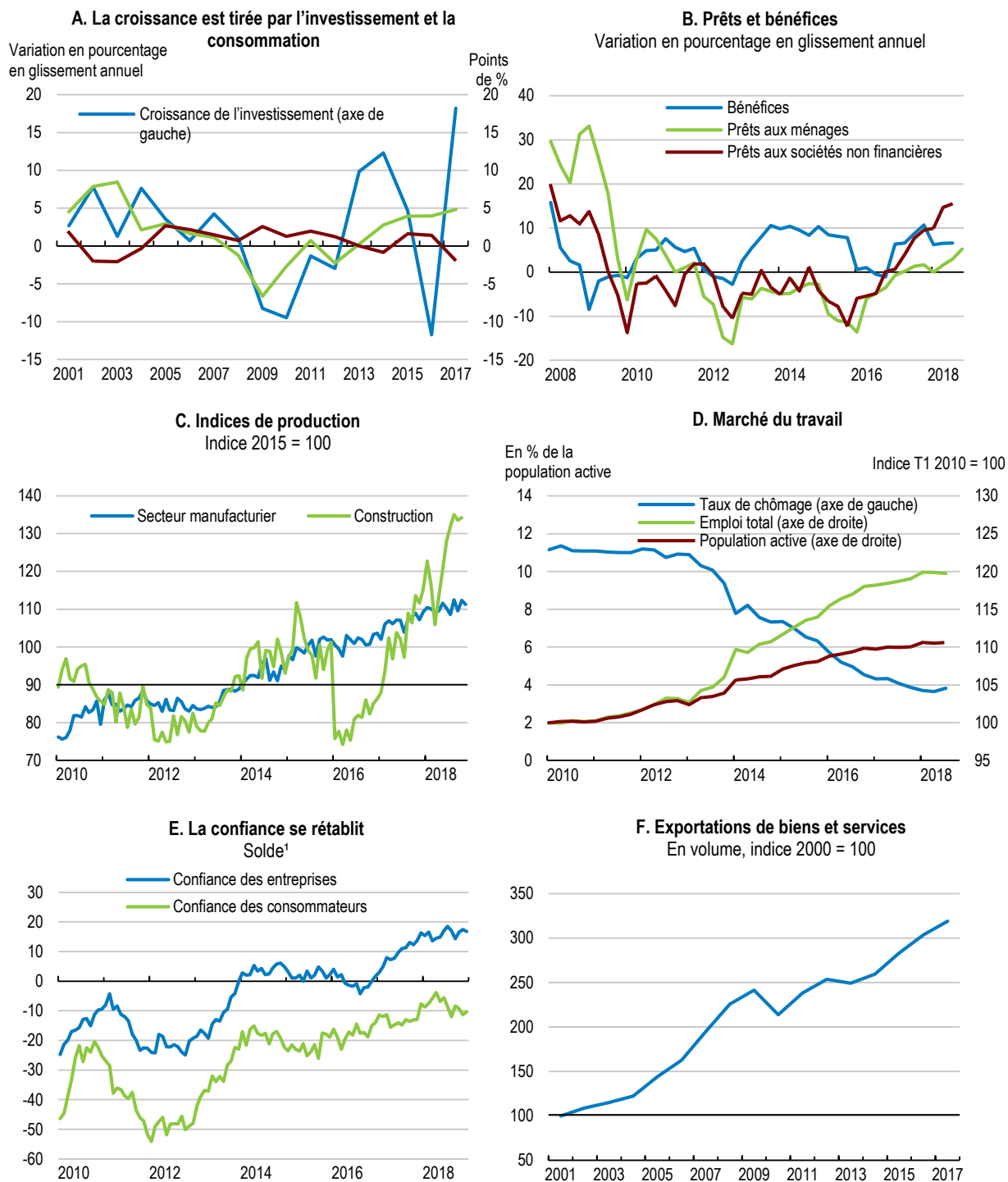
La croissance repose de plus en plus sur la consommation privée, soutenue elle-même par l'augmentation des revenus réels qui découle de la croissance solide des salaires réels et de l'emploi, de la confiance élevée des consommateurs et des politiques de soutien macroéconomique (graphique 5). En 2017, l'investissement a connu un vif rebond, lié en partie au début d'un nouveau cycle de financement par les fonds structurels de l'UE. La hausse des investissements résidentiels résulte de l'augmentation des revenus, de la faiblesse des taux d'intérêt et des subventions accordées par l'État, notamment aux familles ayant trois enfants ou plus (Ministry for the National Economy, 2018a).

L'investissement des entreprises est soutenu par des conditions monétaires favorables et des bénéfices élevés imputables à la reprise progressive de la production manufacturière, qui requiert la mise en service de capacités supplémentaires et est de plus en plus tributaire du capital en raison des tensions apparues sur le marché du travail (Hungarian Central Bank, 2018) (graphique 5, parties B et C). Les investissements des entreprises sont en majeure partie le fait de grandes sociétés et, de plus en plus, de sociétés étrangères tournées vers l'exportation, en particulier dans le secteur automobile (Endresz and Bauer, 2017, p. 14) (Palócz et al., 2016) (OECD, 2017). Cela étant, l'ensemble des industries manufacturières ont bénéficié du redressement de l'investissement.

Dans les entreprises hongroises, des PME pour la plupart, il semble que les investissements aient moins augmenté à en juger par l'essor relativement lent du crédit bancaire aux entreprises, bien que celui-ci ait accéléré il y a peu (voir ci-après) (Palócz et al., 2016). Le gouvernement a mis en place plusieurs programmes de soutien à l'investissement pour les PME, à commencer par le Programme de développement axé sur les fournisseurs (Ministry for the National Economy, 2018a).

En 2017, les exportations se sont accélérées à la faveur du regain économique des partenaires commerciaux de la Hongrie et de l'entrée en service de nouvelles capacités de production dans les entreprises tournées vers l'exportation, en particulier dans le secteur automobile et, dans une moindre mesure, dans le secteur de la chimie (graphique 5, partie F ; graphique 6, parties A et B). Ces dernières ont contribué à accroître un peu plus la part, dans les exportations, des machines et matériels de transport (56 % des exportations en valeur en 2017) et des produits chimiques (12 % des exportations en valeur en 2017). Les importations ont augmenté encore plus vite en 2017, du fait du contenu élevé des exportations en produits importés et de la forte croissance de la consommation intérieure, entraînant une érosion de l'excédent de la balance courante.

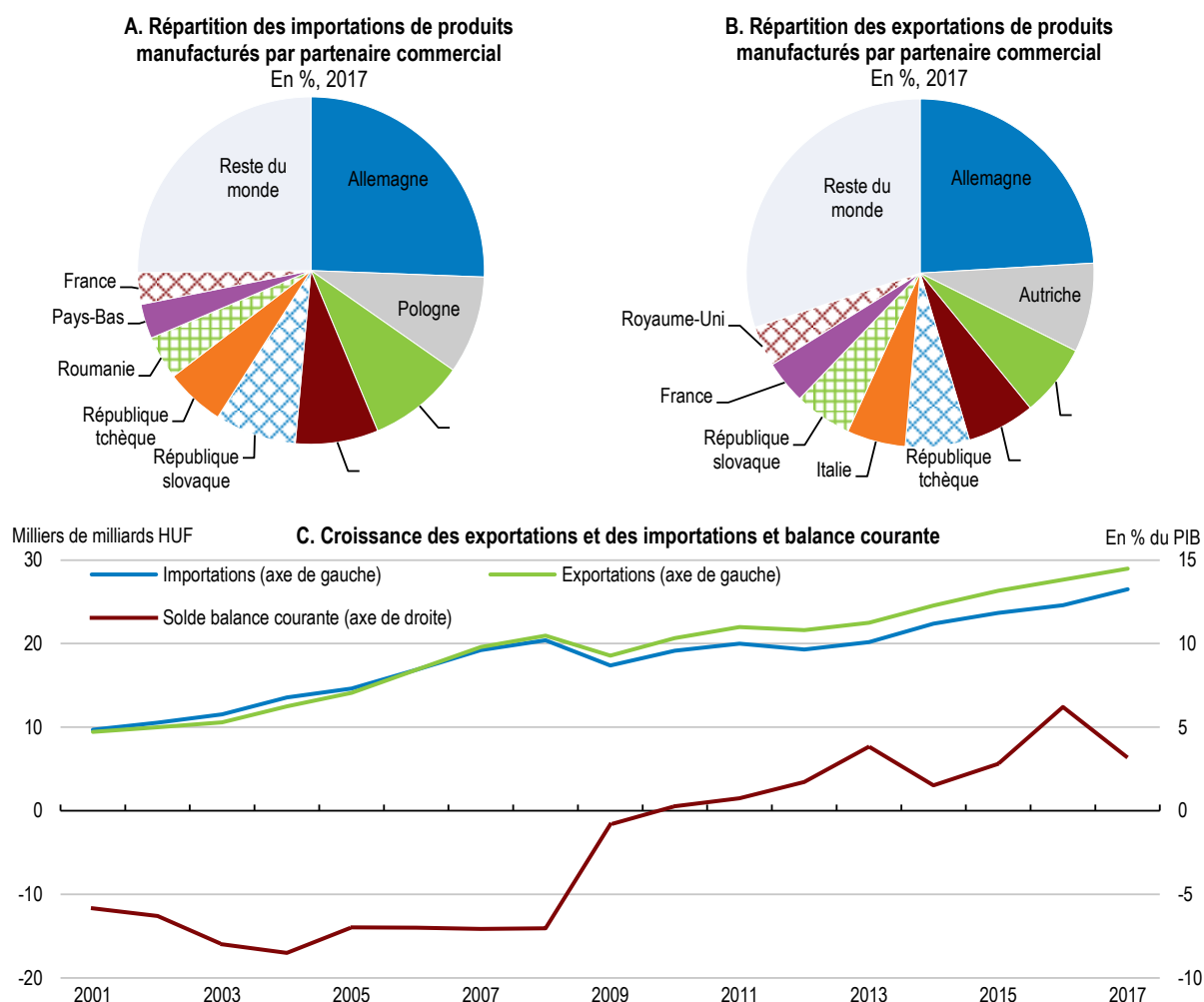
Graphique 5. Les indicateurs économiques sont très positifs



1. La confiance des entreprises est la moyenne non pondérée des valeurs des indicateurs de confiance relatifs aux secteurs de la production manufacturière, de la construction, du commerce de détail et des services (hors commerce de détail).

Source : OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données) ; OCDE (2018), *Principaux indicateurs économiques de l'OCDE* (bases de données) ; et Thomson Reuters.

Graphique 6. Les partenaires commerciaux de la Hongrie sont essentiellement européens

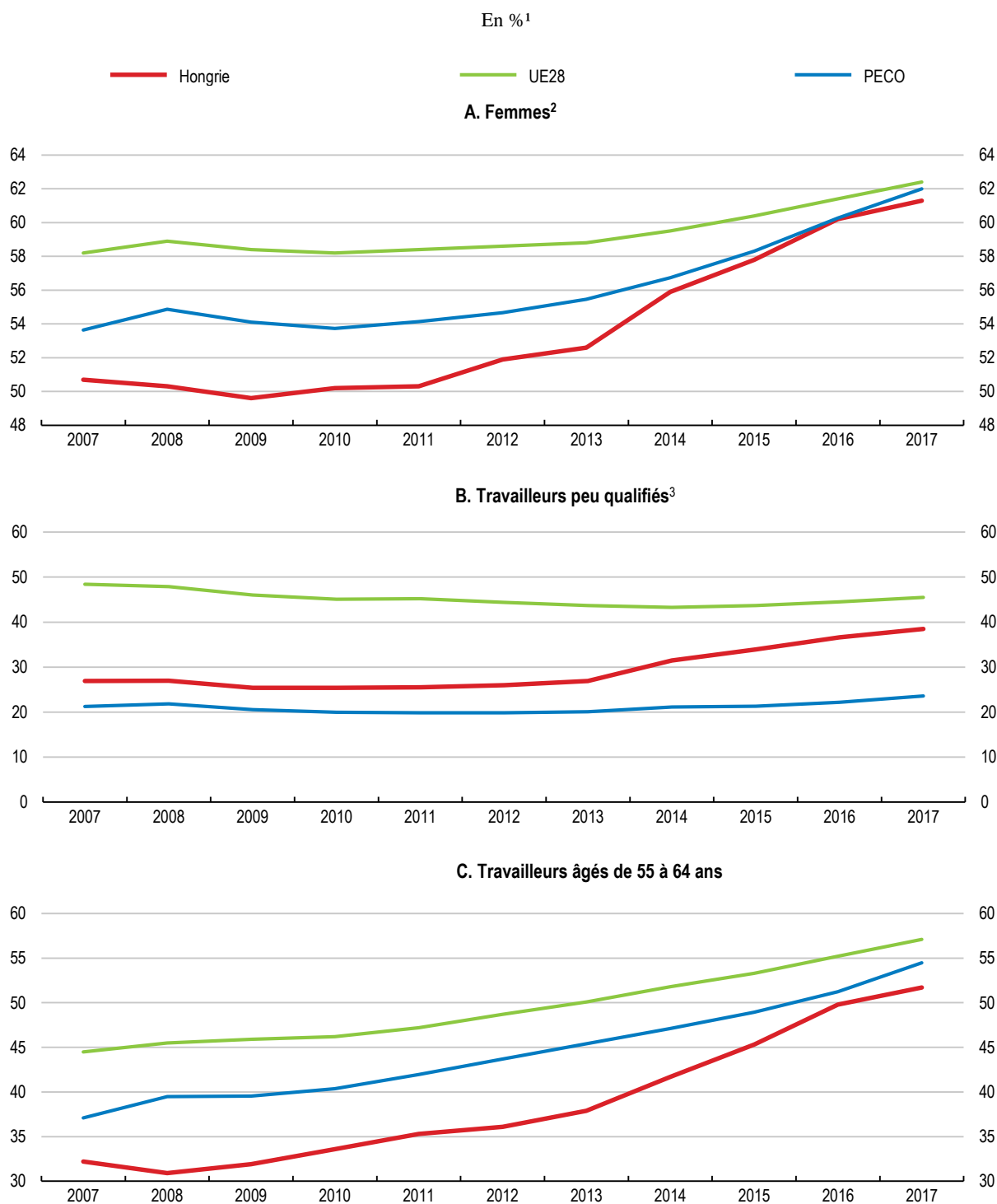


Source : OCDE (2018), *Statistiques du commerce international par produit de l'OCDE (base de données)* ; OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données)* ; et OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la résilience.

Des pénuries de main-d'œuvre apparaissent et s'étendent

En 2017, le rythme des créations totales d'emplois s'est ralenti sous l'effet de deux tendances : des créations d'emplois robustes dans le secteur privé contrebalancées par le déclin de l'emploi public (graphique 5, partie D). En outre, le nombre de personnes prenant part aux programmes d'intérêt public est tombé à un tout petit peu moins de 150 000, une situation sans doute due en partie au fait que le ratio du salaire (non indexé) des participants sur le salaire minimum revalorisé a été ramené de 77 % à 59 % entre 2012 et 2018, créant ainsi des incitations à chercher plus activement du travail. L'amélioration de la situation du marché du travail a également profité à des groupes peu actifs (notamment les femmes, les travailleurs âgés et peu qualifiés et les chômeurs de longue durée), en partie grâce au recours massif aux programmes d'intérêt public, à l'octroi de subventions à la formation professionnelle et à la baisse des cotisations de sécurité sociale (graphique 7) (OECD, 2016), (Ministry for the National Economy, 2018). L'offre de travail a augmenté, le déclin de la population d'âge actif dû au vieillissement ayant été contrebalancé par les effets positifs de l'amélioration de la situation du marché du travail (graphique 8).

Graphique 7. Les taux d'emploi des femmes, des travailleurs peu qualifiés et des travailleurs âgés ont augmenté



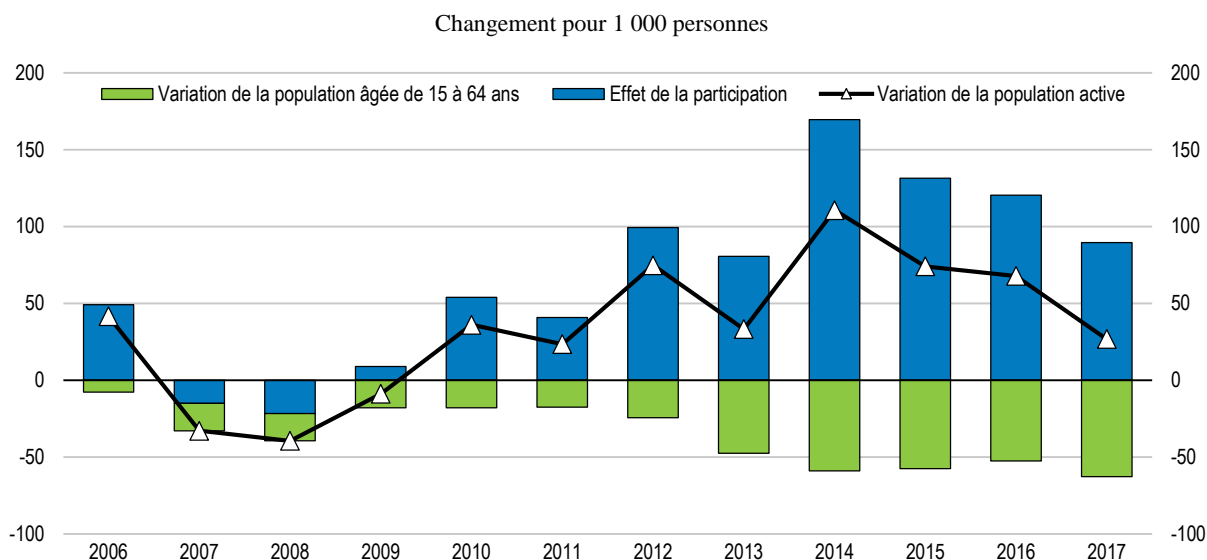
1. Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) comprennent la Pologne, la République slovaque et la République tchèque.

2. Les données portent sur la population âgée de 15 à 64 ans.

3. Les travailleurs peu qualifiés sont ceux dont le niveau d'études correspond aux niveaux 0, 1 et 2 de la CITE (scolarité primaire incomplète, scolarité primaire et premier cycle de l'enseignement secondaire). Les données portent sur la population âgée de 15 à 64 ans.

Source : Eurostat (2018), « Séries EFT - Résultats annuels détaillés des enquêtes », base de données Eurostat.

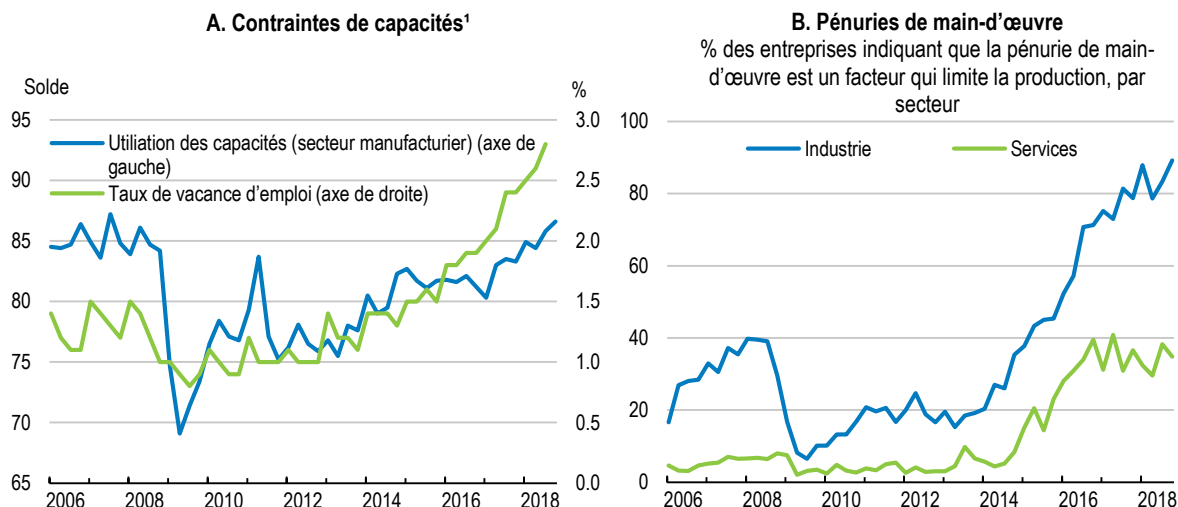
Graphique 8. L'augmentation de la participation à la vie active compense l'effet du vieillissement sur le marché du travail



Source : OCDE (2018), Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données).

Les tensions se font de plus en plus fortes sur le marché du travail, comme en témoignent le taux de chômage historiquement bas, l'augmentation du nombre d'entreprises qui peinent à recruter des travailleurs qualifiés et la forte progression du taux de vacance d'emploi, qui a plus que doublé depuis 2010 (PwC, 2018). L'émigration des travailleurs qualifiés et la hausse des déplacements pendulaires transfrontaliers contribuent aux pénuries de main-d'œuvre. En outre, l'utilisation des capacités augmente depuis 2012 (graphique 9) (Eurostat, 2018).

Graphique 9. Les contraintes de capacités augmentent



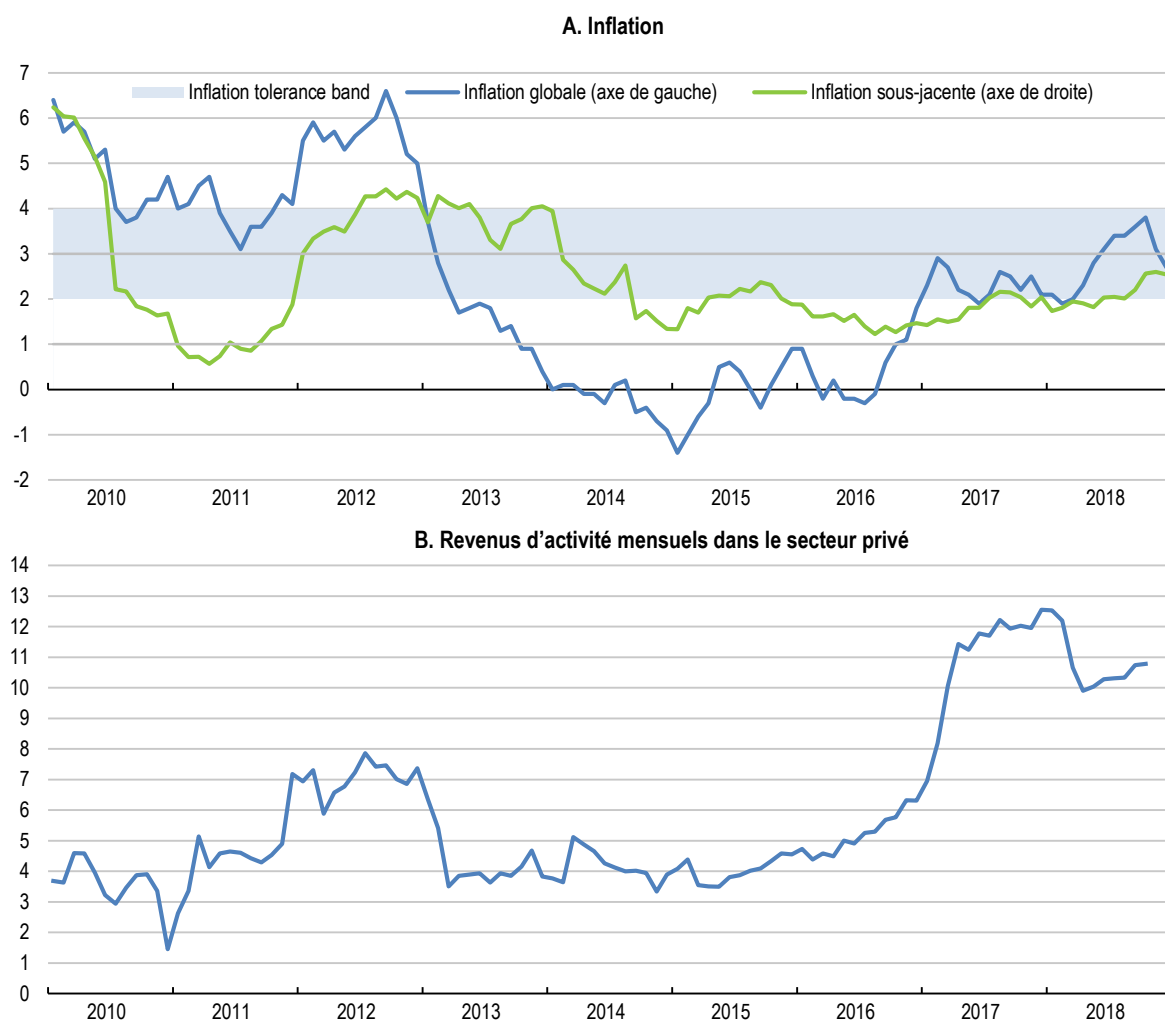
1. Le taux de vacance d'emploi est calculé par rapport à la somme du nombre d'emplois occupés et du nombre d'emplois vacants.

Source : OCDE (2018), Principaux indicateurs économiques (bases de données) ; Eurostat (2018), « Taux de vacance d'emploi », base de données Eurostat ; et Eurostat (2018), « Enquêtes de conjoncture et de consommation », base de données Eurostat.

Le resserrement du marché du travail a stimulé la croissance des salaires, qui a dépassé 10 % en 2017 puis en 2018, portée par une dynamique sous-jacente des salaires plus forte et par la hausse des salaires minimums (graphique 10, partie B). En vertu d'un accord salarial tripartite conclu en 2016 pour une période de six ans, les salaires minimums ont été revalorisés de 15 % et 25 % en 2017 et de moitié moins en 2018. De nouvelles augmentations sont prévues au cours de la période 2019-22, sous condition d'examen annuels par le Forum de consultation permanente du gouvernement et des partenaires sociaux. Ces examens doivent permettre d'apprécier si de nouvelles hausses du salaire minimum risquent de nuire à la compétitivité extérieure et à l'emploi. Une compensation a été accordée aux employeurs sous la forme d'une réduction de plus d'un quart (cumulée sur la période 2016-2018) de leurs cotisations de sécurité sociale, ramenées à un taux de 19,5 % (graphique 11). Sous réserve que les salaires continuent à augmenter, le taux des cotisations sociales patronales pourrait être de nouveau abaissé en 2022, à 11,5 %. Cela étant, le budget de 2019 prévoit d'ores et déjà une réduction de 2 % qui sera mise en œuvre en juillet (Ministry for the National Economy, 2018a).

Graphique 10. L'inflation repart à la hausse

Variation en pourcentage en glissement annuel¹

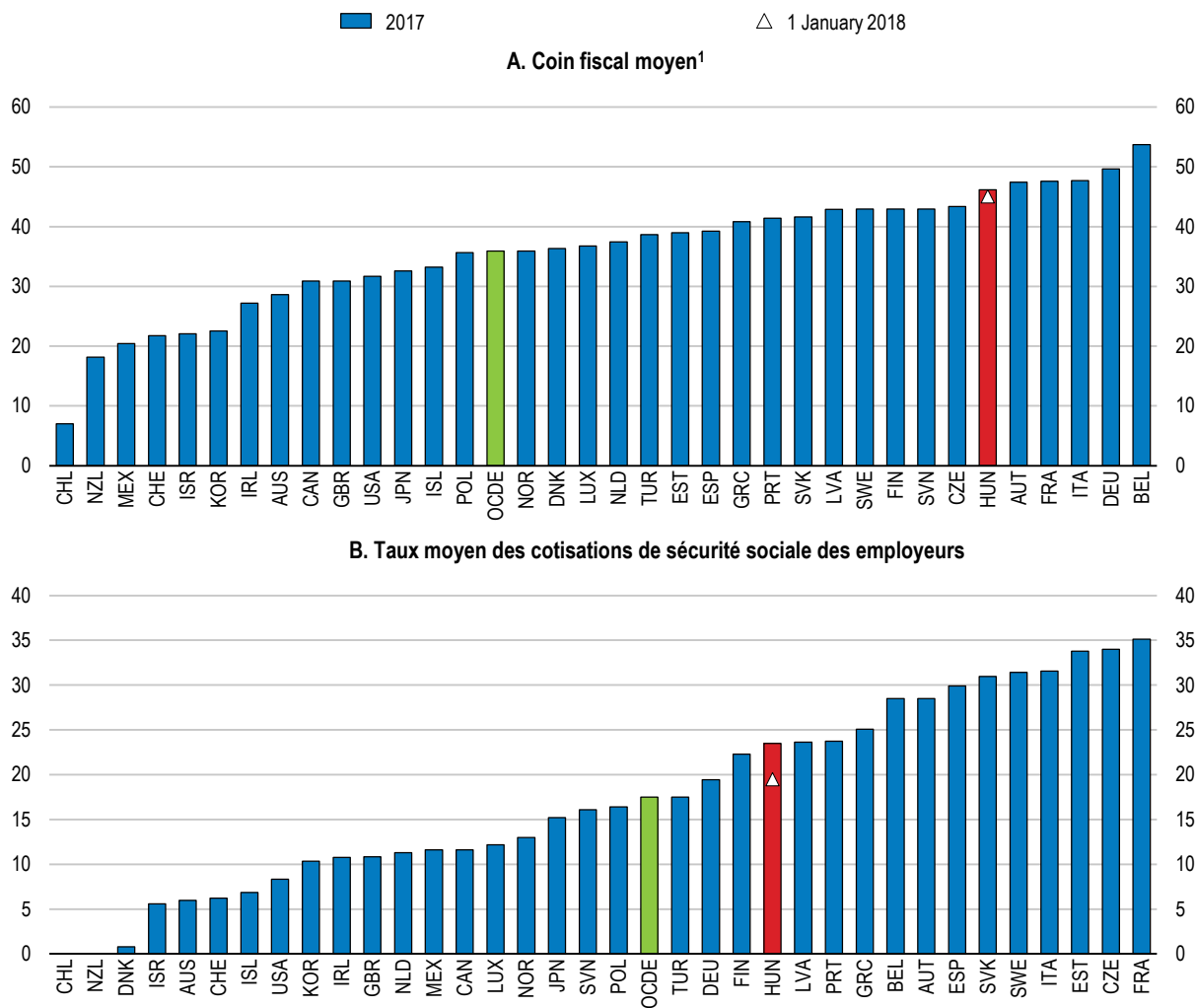


1. L'inflation sous-jacente exclut les prix de l'énergie et de l'alimentation. Moyenne mobile sur trois mois des revenus d'activité mensuels dans le secteur privé.

Source : OCDE (2018), Principaux indicateurs économiques de l'OCDE (base de données).

Graphique 11. Le coin fiscal est en cours de réduction

Pour une personne seule ayant un revenu d'activité moyen, en pourcentage des salaires bruts



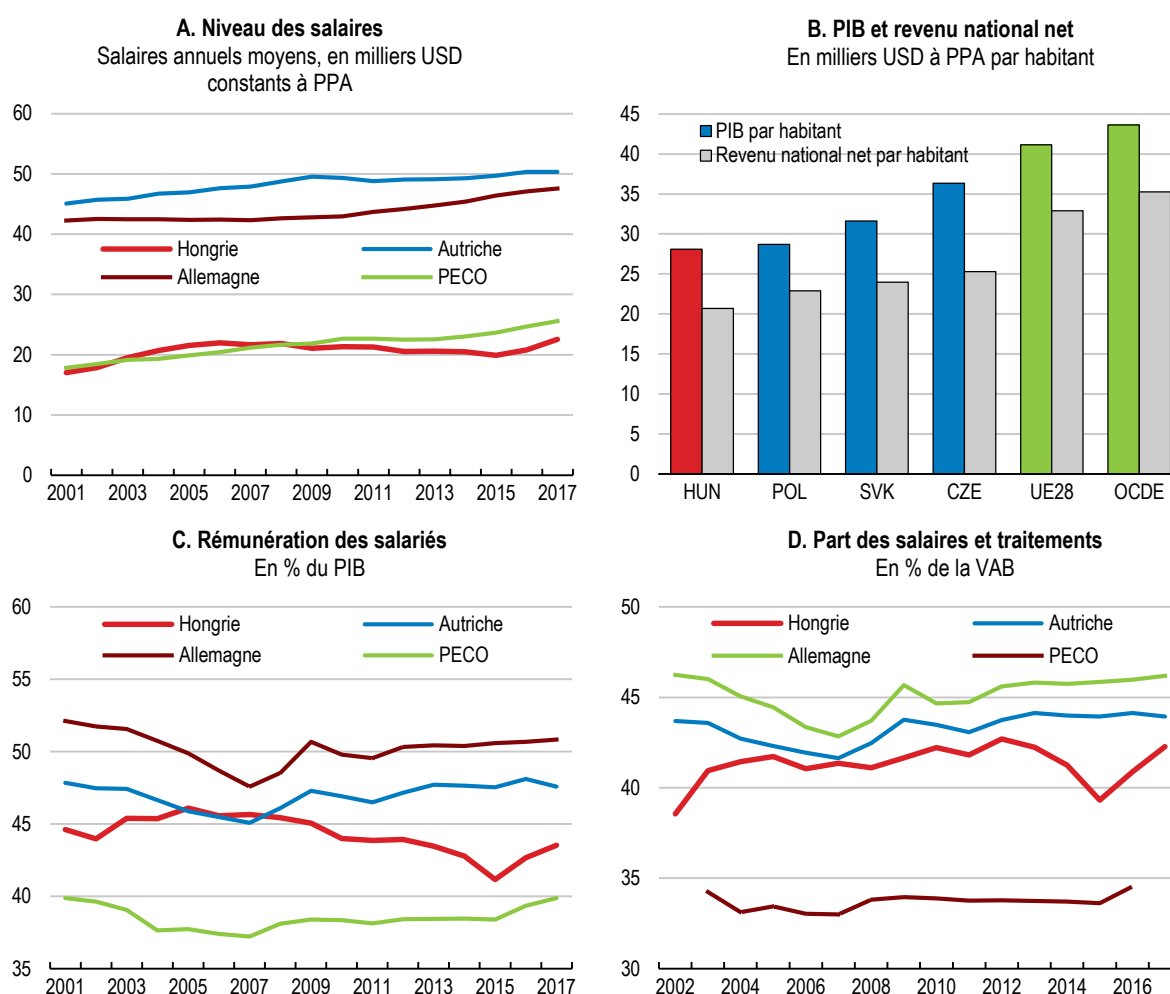
1. Le coin fiscal est la somme du montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des cotisations de sécurité sociale salariales et patronales et de tout autre prélèvement sur les salaires, diminuée des transferts en espèces, exprimée en pourcentage des coûts de main-d'œuvre pour une personne seule (sans enfants) ayant un revenu d'activité moyen. La valeur indiquée pour le 1^{er} janvier 2018 ne concerne que la Hongrie.

Source : OCDE (2018), « Impôts sur les salaires - Tableaux comparatifs », Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données).

L'inflation globale est repartie à la hausse. Elle a dépassé le taux cible de 3 % fixé par la banque centrale (avec une tolérance de +/-1 %) à la mi-2018 et atteignait 3.6 % au début de l'automne (graphique 10, partie A). Cette hausse résulte en majeure partie de l'enchérissement des produits alimentaires et du pétrole. L'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) a, quant à elle, commencé à augmenter et atteignait 2.2 % au début de l'automne. Néanmoins, dans les enquêtes menées au printemps 2018, les anticipations d'inflation ressortaient à des niveaux faibles (Central Bank of Hungary, 2018a). Des études plus récentes de l'UE confirment que cette tendance s'est poursuivie jusque pendant l'été (rapport sur l'inflation de septembre, page 50).

Depuis 2015, la croissance de la productivité du travail est bien en deçà de la croissance des salaires réels, ce qui se traduit par une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre. L'augmentation connexe de la part salariale a été plus importante que dans les autres PECO (graphique 12). Bien qu'elle demeure pour l'instant plus faible que dans les années 2010, la part salariale dépassera le niveau atteint au plus fort du cycle précédent et contribuera en même temps à faire croître les coûts unitaires de main-d'œuvre si les salaires continuent à augmenter plus vite que la productivité. Si la compétitivité salariale n'est pas encore un facteur de risque, la poursuite de la croissance des salaires pourrait mettre à mal la compétitivité extérieure dans l'avenir proche et, ce faisant, décourager les entrées d'IDE. Cela étant, l'augmentation des salaires fait aussi partie du processus de rattrapage des revenus par rapport aux pays plus riches de l'OCDE. En outre, des salaires plus élevés pourraient favoriser l'immigration de travailleurs très qualifiés et attirer une main-d'œuvre qualifiée. Une telle évolution faciliterait la transition vers des activités plus productives, renforçant ainsi l'attrait du pays pour les investisseurs étrangers et favorisant la croissance.

Graphique 12. Malgré les augmentations récentes, le niveau des salaires reste bas en Hongrie



Note : Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) comprennent la Pologne, la République slovaque et la République tchèque.

Source : OCDE (2018), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données)*; OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données)*; et OCDE (2018), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*.

Pour dynamiser la croissance de la productivité, il est nécessaire de résoudre la dichotomie entre, d'une part, les entreprises innovantes axées sur l'exportation, en grande partie étrangères, qui enregistrent une croissance et des bénéfices solides, et d'autre part, les PME nationales, caractérisées par une faible croissance de la productivité, des retombées technologiques réduites et une faible propension à innover (European Commission Staff Working Document, 2018). Cela impose d'ouvrir davantage les marchés intérieurs à la concurrence pour favoriser l'émergence d'entreprises compétitives, ce qui nécessite de réduire les barrières réglementaires et d'améliorer la formulation des politiques réglementaires, comme l'avait noté l'*Étude* précédente (OECD, 2016a) (Bania et al., 2017^[11]). Des entreprises plus compétitives seraient aussi incitées à investir davantage. Cependant, il faut également renforcer le capital humain, notamment en mettant l'accent sur la mise à niveau des compétences et la formation en milieu professionnel (OECD, 2016a).

Perspectives et risques

L'activité économique est restée dynamique en 2018, mais se modérera en 2019 en raison du durcissement des contraintes de capacités. Par conséquent, la demande sera satisfaite dans une mesure croissante par les importations, et l'inflation continuera à augmenter. À mesure que les revenus réels poursuivront leur progression et que l'épargne des ménages déclinera, la consommation privée deviendra progressivement le moteur de la croissance. L'investissement public marquera peu à peu le pas à mesure que l'on avancera dans le cycle de financement de l'UE. L'investissements des entreprises continuera de répondre à la nécessité de développer les capacités de production. Les exportations seront soutenues par une demande extérieure vigoureuse et la mise en service de capacités industrielles supplémentaires, mais la hausse des coûts freinera la conquête de nouvelles parts de marchés à l'exportation. Le rythme de croissance des importations est déterminé par la demande intérieure et demeurera supérieur à la croissance des exportations, réduisant un peu plus l'excédent de la balance courante.

L'escalade des différends commerciaux internationaux pourrait réduire la demande d'exportations hongroises et saper la confiance des investisseurs. Une augmentation plus rapide que prévu des salaires pourrait se répercuter sur les prix et attiser les anticipations d'inflation, obligeant les autorités à opérer une réorientation brutale de la politique générale qui exacerberait les mouvements du cycle conjoncturel d'expansion-récession. Si la croissance de la productivité ne parvient pas à rattraper celle des salaires réels, la compétitivité extérieure de la Hongrie en pâtira, ce qui réduira la croissance des exportations et l'attractivité du pays en tant que destination des IDE. D'un autre côté, des gains de productivité plus rapides que prévu renforceraient sa capacité à assimiler la progression rapide des salaires et à assurer une convergence plus rapide des revenus.

En marge de ces risques, l'économie est exposée à certaines vulnérabilités potentielles, dont la concrétisation est peu probable mais qui auraient des conséquences importantes. Parmi celles-ci, on peut citer, parmi d'autres évolutions, le retour de turbulences sur les marchés financiers internationaux, qui rendraient les banques plus réticentes à accorder des prêts, ce qui freinerait l'investissement (tableau 2).

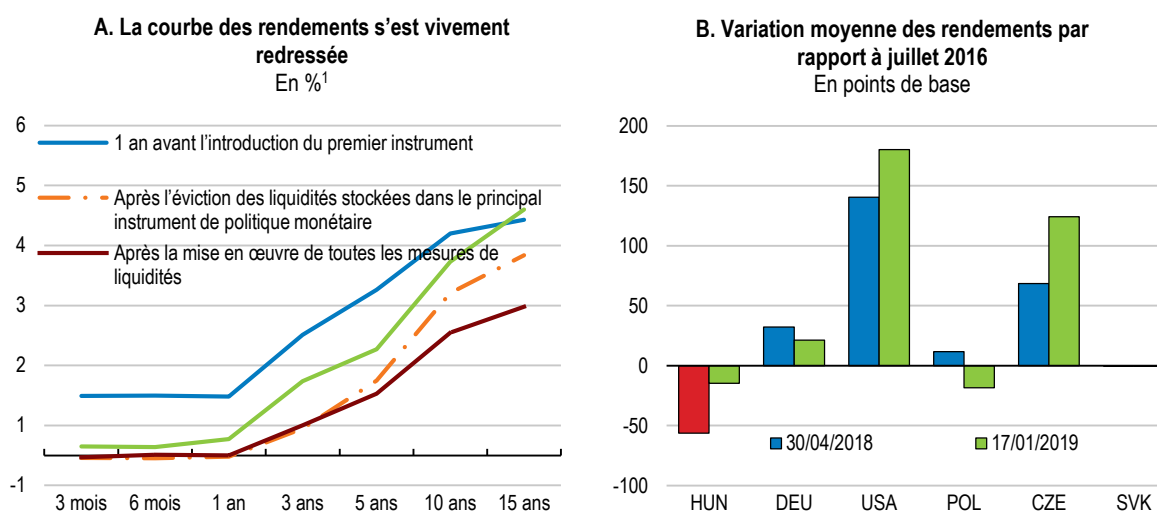
Tableau 2. Fragilités potentielles de l'économie hongroise

Choc	Impact possible
Forte poussée des tensions géopolitiques, particulièrement en Europe	Ces tensions pousseraient les investisseurs à chercher des refuges sûrs, ce qui pourrait précipiter une fuite de devises hors de la Hongrie en raison des différentiels de taux d'intérêt et des variations de change récentes et, par ricochet, porter un coup aux investissements privés de l'étranger.
Propagation jusqu'en Hongrie des turbulences touchant les économies de marché émergentes	Une forte dépréciation de la monnaie pourrait provoquer un relèvement important et abrupt des taux de la politique monétaire, déclenchant une crise de confiance préjudiciable à la croissance.
Forte diminution des financements alloués par l'UE au titre des programmes structurels pour la prochaine période de financement débutant en 2021	La moitié environ des investissements hongrois sont financés par les fonds communautaires. Une détérioration des financements consécutive au retrait de la contribution britannique au budget commun entraverait considérablement la mise en œuvre des stratégies de développement du gouvernement.

Des politiques monétaires, financières et budgétaires propices à la stabilité et au bien-être

La politique monétaire est accommodante

Les taux directeurs sont restés inchangés depuis septembre 2017, date à laquelle le taux des dépôts à vue auprès de la banque centrale a été abaissé à -0.15 %, le taux de base restant pour sa part inchangé à 0.9 % (Magyar Nemzeti Bank, 2017a). En outre, la banque centrale a eu recours à des mesures non conventionnelles pour modérer les courbes de rendement, avec un succès limité toutefois pour les maturités les plus longues (graphique 13) (Magyar Nemzeti Bank, 2017a) (Virág and Nagy, 2016).

Graphique 13. La courbe des rendements s'est vivement redressée

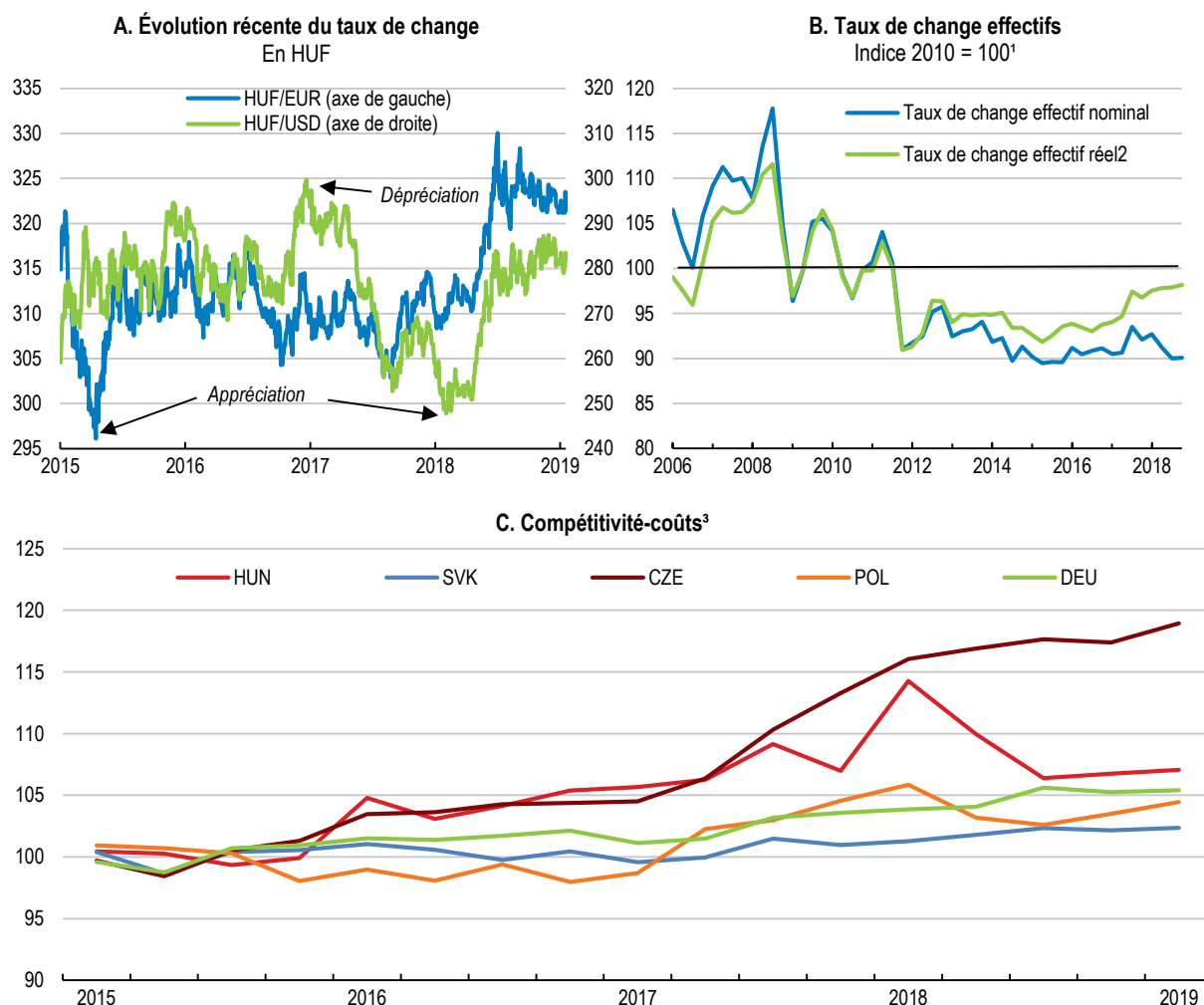
1. Dates exactes : 1 an avant l'introduction du premier instrument : 20-09-2015 ; après l'éviction des liquidités stockées dans le principal instrument de politique monétaire : 20-09-2017 ; après la mise en œuvre de toutes les mesures de liquidités : 18-01-2018 ; après l'épisode de volatilité des marchés émergents : 11-06-2018.

Source : Thomson Reuters, octobre.

En septembre 2018, la banque centrale a annoncé qu'elle était prête à une normalisation graduelle et circonspecte de la politique monétaire, tout en maintenant les taux directeurs. Dans un premier temps, certains instruments de politique monétaire non conventionnels, parmi lesquels une facilité de dépôt à trois mois, un programme d'achat d'obligations hypothécaires et une facilité de swap de taux d'intérêt, seront abandonnés d'ici la fin de 2018. Durant cette période, la banque centrale mettra en place un Plan de financement pour la croissance (Funding for Growth Scheme Fix) destiné à encourager les banques commerciales à accorder des prêts à échéance fixe aux PME, comme cela a déjà été fait dans le passé (Central Bank of Hungary, 2018b) (Central Bank of Hungary, 2018c) (Central Bank of Hungary, 2018d).

La monnaie nationale est fluctuante. En 2017, elle s'est appréciée par rapport à l'euro et au dollar des États-Unis malgré l'accroissement du différentiel de taux d'intérêt. En 2018, le regain de volatilité sur les marchés émergents a entraîné une forte dépréciation et une hausse des rendements, qui ont plus que contrebalancé l'appréciation antérieure (graphique 14, parties A et B). Cette évolution pourrait en partie calmer les craintes selon lesquelles la monnaie serait quelque peu surévaluée (IMF, 2018). La dépréciation de la monnaie a également permis d'amortir l'effet de l'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre due à la croissance vigoureuse des salaires réels (graphique 14, partie C). Cependant, d'autres économies à régime de change flottant qui ont subi une forte dépréciation monétaire ont été contraintes de relever leurs taux directeurs pour endiguer les sorties de capitaux, indépendamment de la valeur intrinsèque de leur monnaie (graphique 15). De plus, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt mondiaux, les investisseurs en quête de meilleurs rendements pourraient être tentés de retirer leurs capitaux de Hongrie, où les taux d'intérêt réels restent négatifs.

Graphique 14. La volatilité qui touche les marchés émergents a gagné les marchés hongrois



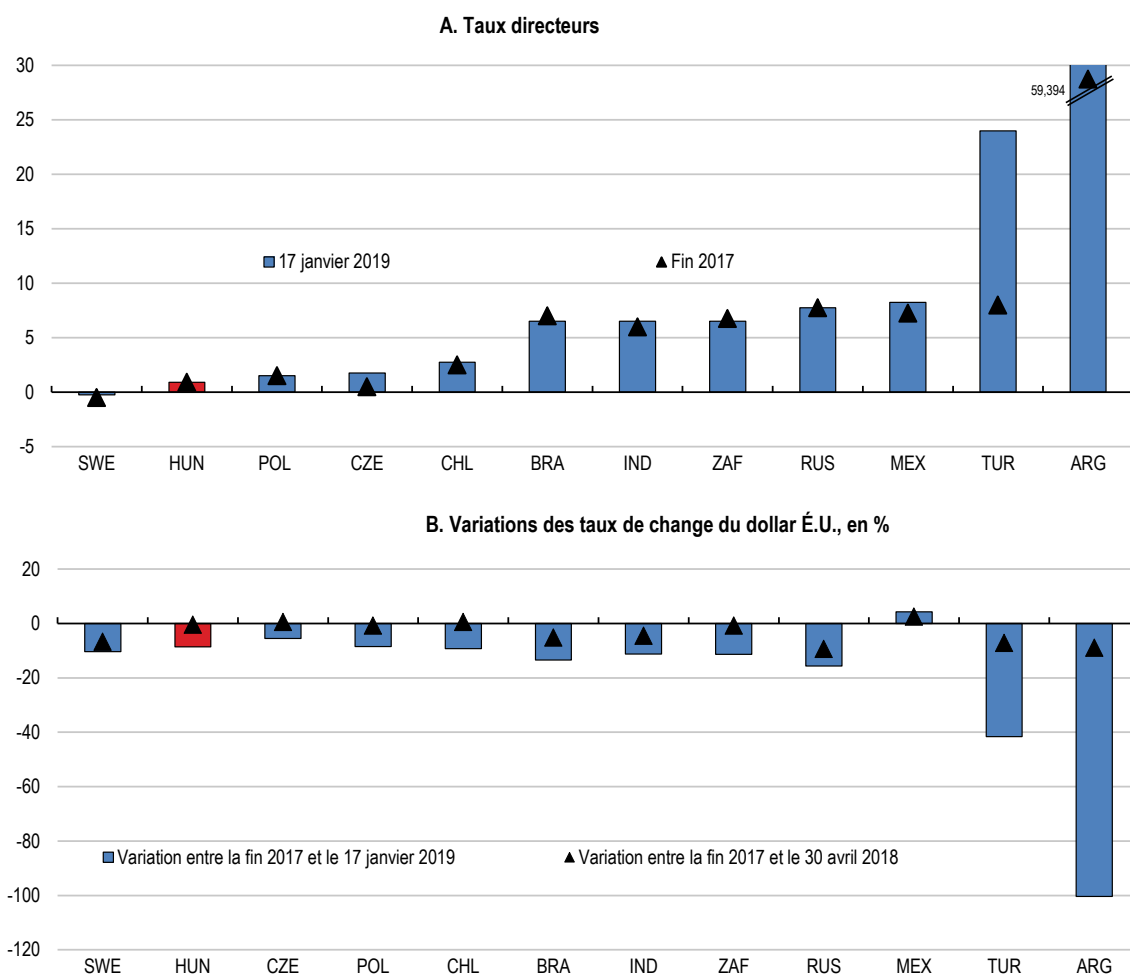
1. À pondérations des échanges constantes.
 2. Les taux de change effectifs réels tiennent compte des différences de prix entre les partenaires commerciaux. Les mouvements des taux de change effectifs réels donnent une indication de l'évolution de la compétitivité-prix extérieure globale d'un pays.
 3. Une hausse des indices correspond à une dégradation de la compétitivité du pays. Les taux de change réels sont un déterminant à court terme majeur de la capacité de tout pays à être concurrentiel. Il est à noter que les indices ne montrent que les changements de la compétitivité internationale de chaque pays au fil du temps.
- Source : Thomson Reuters et OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : statistiques et projections (base de données).

Les réserves de change ont décliné d'un tiers entre 2014 et 2017 (graphique 16), principalement sous l'effet de la conversion en monnaie nationale des emprunts hypothécaires des ménages libellés en devises. De ce fait, le taux de couverture des importations a été ramené à un niveau inférieur à trois mois (IMF, 2018). Ce déclin n'est en soi pas un motif d'inquiétude pour l'instant, et après la dernière consultation au titre de l'article IV du FMI, il a été conclu que les réserves de change étaient appropriées.

La dépréciation de la monnaie a poussé l'inflation à la hausse, mais moins que d'autres facteurs comme l'augmentation des prix des matières premières et des droits d'accise. Compte tenu de l'augmentation rapide des salaires et de la hausse de l'inflation, les

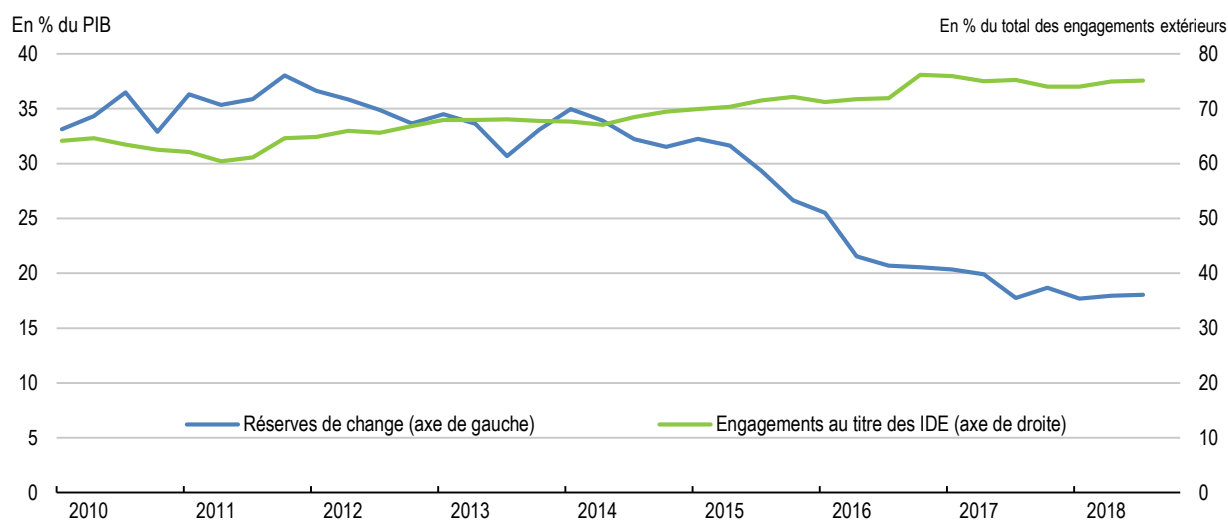
anticipations d'inflation se sont sans doute accentuées depuis le printemps. Il y a donc lieu de normaliser la politique monétaire pour s'assurer que les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées, en relevant progressivement les taux directeurs et en poursuivant l'abandon des mesures de politique monétaire non conventionnelles. Les autorités pourraient se voir contraintes de resserrer la politique monétaire plus rapidement que prévu et dans des proportions beaucoup plus importantes si la dépréciation se poursuit sous l'influence des perturbations financières internationales qui agitent les économies de marché émergentes, ou si les conditions monétaires internationales se normalisent plus vite que prévu.

Graphique 15. Certaines banques centrales ont été contraintes de relever fortement leurs taux directeurs



Source : Thomson Reuters.

Graphique 16. Les réserves de change diminuent



Source : Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données).

La vulnérabilité du secteur financier pourrait être encore atténuée

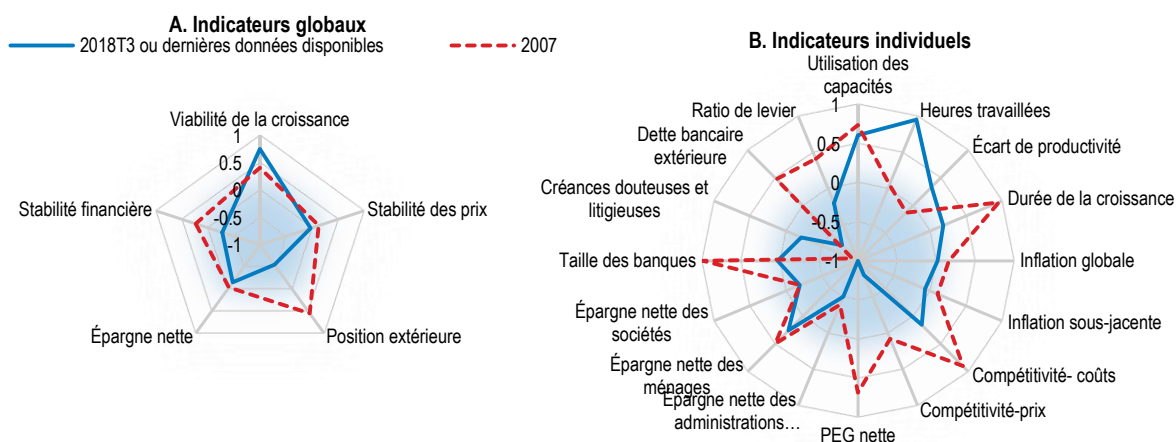
La stabilité du secteur financier s'est notablement améliorée depuis 2015 (graphique 17). À environ 20 %, le ratio d'adéquation des fonds propres des banques est en progression, mais signifie que les volants de fonds propres sont inférieurs à ceux observés parmi les pays de la région (IMF, 2018). Le ratio de liquidité à court terme s'élève à 189 %, procurant aux banques une capacité d'absorption des chocs suffisante au regard du dispositif de Bâle et des exigences réglementaires nationales (Magyar Nemzeti Bank, 2018a). D'autres indicateurs témoignent également de la bonne santé du secteur. Au milieu de l'été 2018, le rendement de l'actif (RDA) et le rendement des capitaux propres (RCP) s'établissaient à environ 1,5 % et 14 % respectivement, des niveaux proches des plus hauts historiques, qui reflètent une rentabilité solide, associée à des bénéfices historiquement élevés. Cela étant, cette rentabilité est essentiellement le fait des grands groupes bancaires (Magyar Nemzeti Bank, 2018a). Par ailleurs, les banques continuent à réduire la part de leurs créances douteuses et litigieuses (CDL), qui malgré tout demeure relativement élevée (graphique 18). Le problème réside principalement dans le secteur des ménages, qui représente presque trois quarts des CDL (défaillance supérieure à 90 jours), la part des CDL imputable aux sociétés étant conforme au niveau de risque jugé normal pour ce type de prêt (Magyar Nemzeti Bank, 2018b).

La vigueur de l'économie facilite la poursuite de la réduction des CDL, mais en l'absence de plateforme de négociation officielle et de dispositif encadrant la vente des créances douteuses, il pourrait être difficile de les faire baisser davantage. Après moins de trois années d'existence, la Société hongroise de restructuration et de gestion des dettes (MARK), établie pour absorber les créances irrécouvrables, a été cédée par la banque centrale à un investisseur privé au début de 2017 (OECD, 2016a) (APS Investment, 2017). MARK a eu au début un effet bénéfique. Cependant, cette décision va quelque peu à l'encontre des efforts de réforme déployés par l'Union européenne pour mettre en place, entre autres, un marché secondaire pour les CDL et éviter que le stock de ces créances ne recommence à grossir (OECD, 2018a). La banque centrale a mis en place des outils macroprudentiels (dont un volant de fonds propres pour les risques systémiques) visant à

dissuader les banques de détenir des CDL, ce qui pourrait favoriser le marché secondaire de ce type de créances. Le volant de fonds propres pour les risques systémiques accélère l'assainissement des portefeuilles au sens où il impose des exigences supplémentaires de fonds propres aux banques qui conservent leurs créances douteuses et litigieuses pendant plus d'un certain temps ou dépassent un certain taux seuil de CDL, comme le recommandait la dernière *Étude* (tableau 3) (OCDE, 2016a).

Graphique 17. Les facteurs de vulnérabilité macrofinancière se sont considérablement atténués depuis 2007

Écarts des indicateurs par rapport à leur niveau moyen de long terme (0) calculé en temps réel, +1 représentant la vulnérabilité la plus forte et -1 (le point central) la vulnérabilité la plus faible (-1)



Note : On calcule chaque indicateur global de vulnérabilité macrofinancière en agrégeant (sous la forme d'une moyenne simple) des indicateurs de base normalisés. La viabilité de la croissance recouvre : l'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier ; le nombre total d'heures travaillées divisé par la population d'âge actif (heures travaillées) ; la différence entre la croissance du PIB et la croissance de la productivité (écart de productivité) ; et un indicateur reflétant à la fois la longueur et la vigueur de la phase d'expansion consécutive au dernier point bas du cycle économique (durée de la croissance). La stabilité des prix recouvre l'inflation globale et l'inflation sous-jacente. La position extérieure recouvre : la moyenne du taux de change effectif réel (TCER) fondé sur les coûts unitaires de main-d'œuvre et du TCER fondé sur l'indice des prix à la consommation (compétitivité-coûts) ; les prix relatifs des biens et services exportés (compétitivité-prix) ; et la position extérieure globale nette (PEGN). L'épargne nette recouvre : l'épargne nette des administrations publiques, celle des ménages et celle des sociétés. La stabilité financière recouvre : la taille des banques en pourcentage du PIB ; la part des prêts aux ménages échus depuis plus d'un an (créances douteuses et litigieuses) ; la dette bancaire extérieure en pourcentage des engagements totaux des banques ; et le capital social et les réserves en proportion des engagements totaux (ratio de levier). Pour des raisons de disponibilité des données, les données relatives aux créances douteuses et litigieuses portent sur 2009 et non 2007, et l'écart par rapport à la moyenne de long terme n'est pas calculé en temps réel.

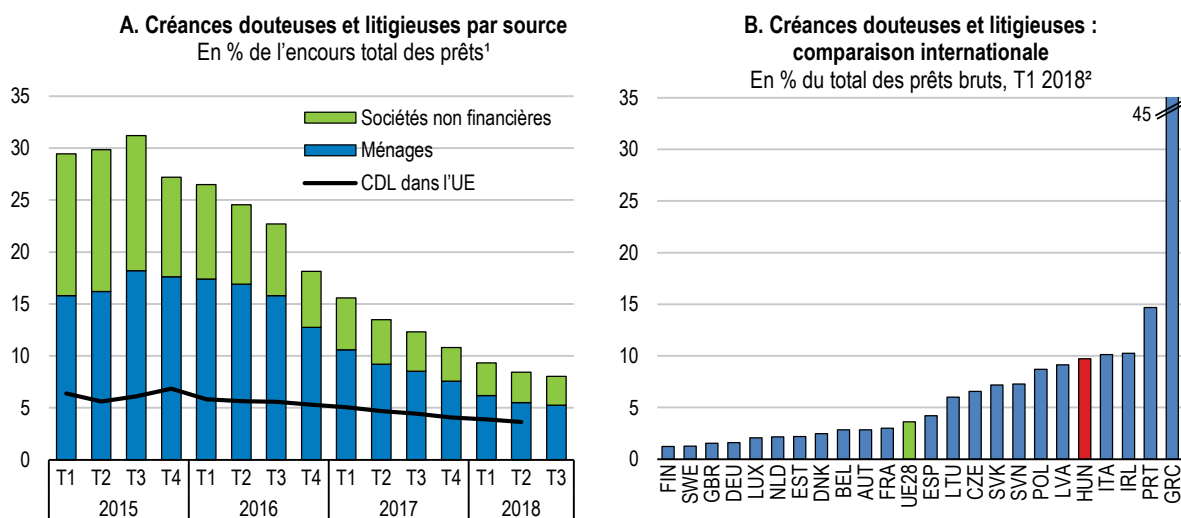
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : statistiques et projections (base de données), et Datastream.

D'autres initiatives de réforme de l'Union européenne visent à poursuivre la restructuration du secteur bancaire. Un signe montre que la restructuration reste insuffisante en Hongrie : bien que la rentabilité du secteur bancaire se soit continuellement améliorée, ces progrès résultent principalement d'activités et opérations qui ne font pas partie du cœur de métier des banques – négociation, revenus de dividendes, etc. (graphique 19) (Magyar Nemzeti Bank, 2018b). Sans les bénéfices générés par ces activités, plusieurs institutions de crédit (représentant une part de marché globale de 20 %) seraient déficitaires. Plus généralement, la Hongrie est le pays d'Europe centrale et orientale où les coûts de fonctionnement et de

personnel sont les plus élevés, situation imputable à une conjonction de facteurs comme une concentration élevée et un faible degré de concurrence (graphique 19, partie B) (Magyar Nemzeti Bank, 2018a) (IMF, 2018) (Magyar Nemzeti Bank, 2017c). Le gouvernement pourrait stimuler la concurrence dans le secteur en procédant à la privatisation des banques encore détenues par l'État, ce qui permettrait au secteur financier de contribuer davantage à la croissance.

Bien que leur santé se soit améliorée, les banques n'ont recommencé à accorder des prêts qu'en 2017 et le volume total de crédit reste inférieur aux niveaux d'avant la crise (graphique 20, partie A). Des mesures prises par le gouvernement (le programme de subventions au logement familial) ainsi que par la banque centrale, notamment un programme de prêts au logement et la promotion de taux d'intérêt fixes, ont stimulé la demande de prêts hypothécaires. Malgré tout, le ratio d'endettement des ménages par rapport au PIB demeure plus bas que dans les autres pays de la région (Magyar Nemzeti Bank, 2018a). Certaines des mesures de politique monétaire non conventionnelles en place ont pour but d'encourager le crédit aux entreprises, en particulier aux PME (Magyar Nemzeti Bank, 2018C) (Magyar Nemzeti Bank, 2017d). En juin 2018, le volume global de prêts aux entreprises avait progressé de 12 % en glissement annuel. Cela étant, exprimée en pourcentage du PIB, la part des prêts aux entreprises est restée à peu près inchangée (graphique 20, partie C).

Graphique 18. Le taux de créances douteuses et litigieuses a diminué

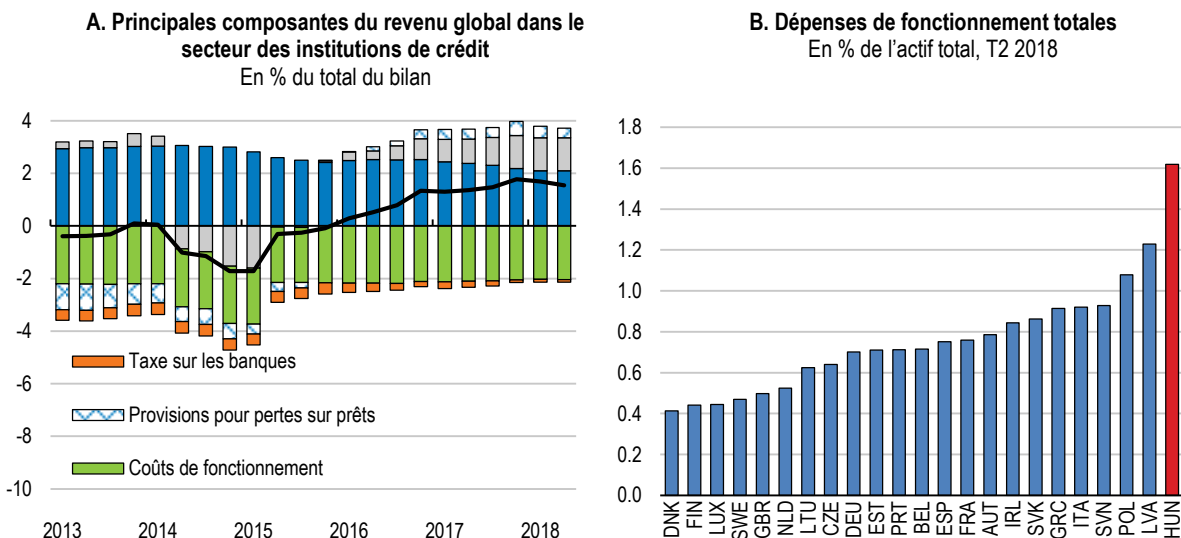


1. Les créances douteuses et litigieuses sont les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours.

2. Les données se rapportent aux groupes bancaires et banques indépendantes hongrois.

Source : MNB (2018), « XI. Money and capital markets », Statistics, Magyar Nemzeti Bank, octobre ; et BCE (2018), « Données bancaires consolidées », Entrepôt de données statistiques, Banque centrale européenne, octobre.

Graphique 19. Le manque d'efficacité du secteur bancaire est préoccupant

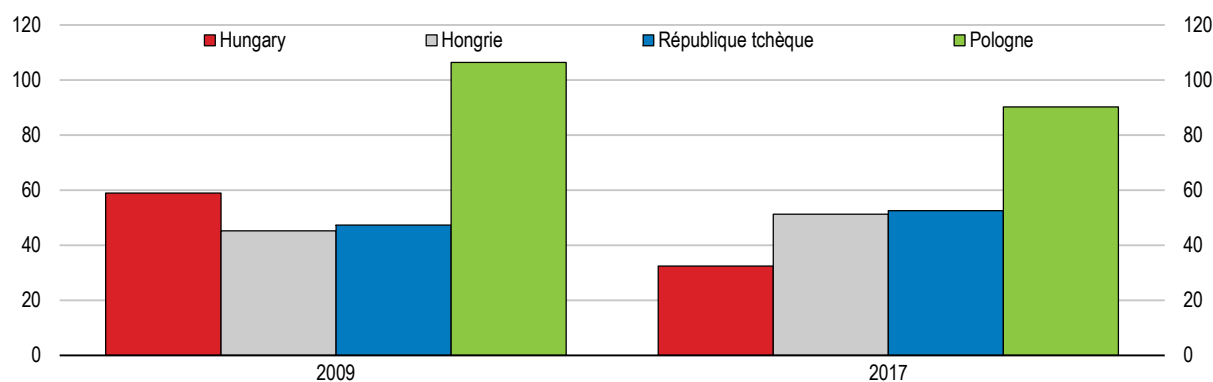


Source : MNB (2018), « Financial Stability Report », Magyar Nemzeti Bank, May ; et BCE (2018), « Données bancaires consolidées », Entrepôt de données statistiques, Banque centrale européenne.

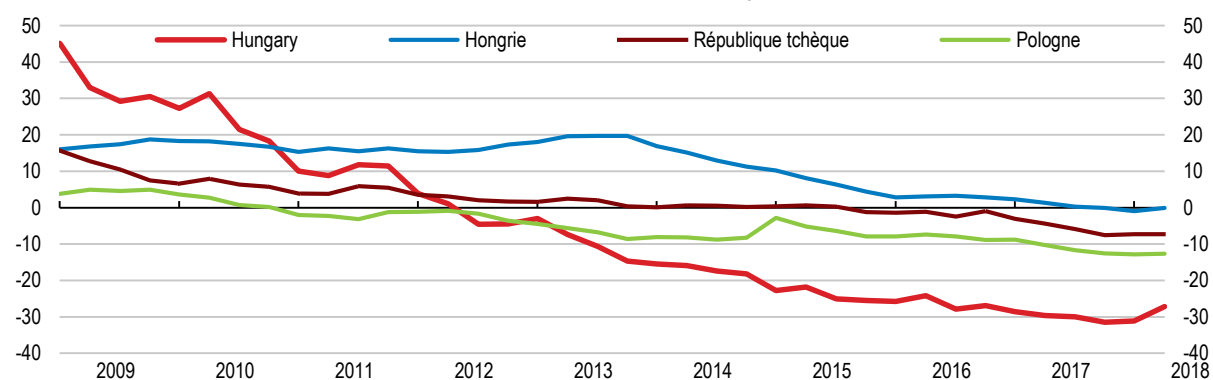
Les banques pourraient sans doute octroyer davantage de crédits. Les dépôts augmentent plus vite que les crédits, et l'activité de prêt est en retard sur le rythme de la croissance économique, suggérant un impact pratiquement neutre sur la croissance (Magyar Nemzeti Bank, 2018a) (Magyar Nemzeti Bank, 2018c). En outre, l'écart entre le ratio crédit/PIB et sa tendance de long terme permet de penser qu'une expansion plus vigoureuse du crédit est possible (graphique 20, partie B). Par conséquent, si l'ensemble des mesures de politique monétaire non conventionnelles étaient retirées et si le secteur bancaire était plus concurrentiel et enclin au risque, les banques pourraient sans doute reprendre leur rôle traditionnel de pourvoyeur de crédit.

Graphique 20. Le stock de crédit est relativement bas

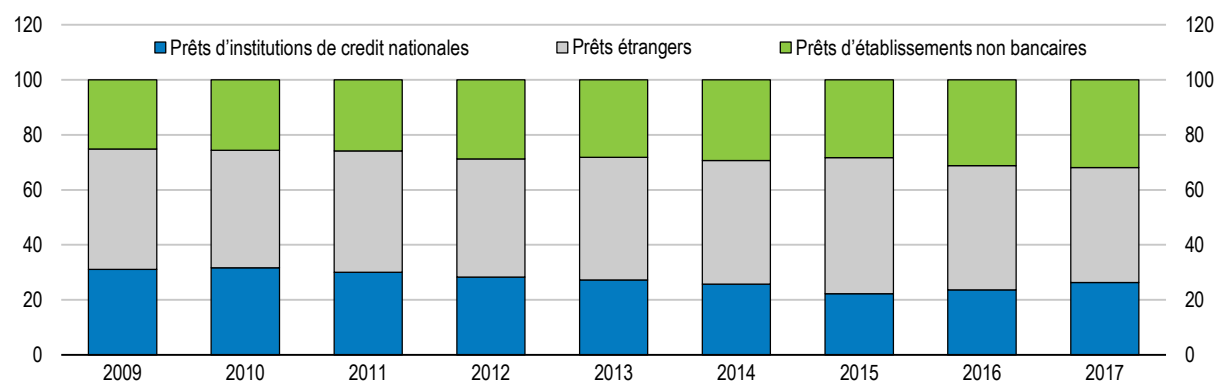
A. Crédits bancaires totaux au secteur privé non financier % du PIB



B. Écart du ratio crédit/PIB dans le secteur privé non financier¹ Différence entre le ratio crédit/PIB et sa tendance de long terme, en points de %



C. Structure des prêts aux sociétés non financières En %



1. L'écart du ratio crédit/PIB par rapport à la tendance à long terme est fondé sur le crédit total au secteur privé non financier en pourcentage du PIB.

Source : BRI (2018), « Credit to the non-financial sector », BIS Statistics Explorer, Banque des règlements internationaux, juin ; et MNB (2018), « XII. Financial accounts (financial assets and liabilities of institutional sectors) », Magyar Nemzeti Bank, juin.

Tableau 3. Recommandations antérieures concernant la politique monétaire et le secteur financier

Recommandations des précédentes <i>Études</i>	Mesures prises
Réduire la charge fiscale pesant sur les banques et améliorer la conception des prélèvements fiscaux.	En janvier 2017, les prélèvements sur les grandes banques ont été ramenés de 0.24 % à 0.21 % de l'actif, mais les prélèvements sur les petites banques sont restés inchangés à 0.15 %. Depuis 2017, les banques peuvent bénéficier d'un taux de droit sur les transactions réduit si le nombre de leurs clients issus des services financiers augmente.
Envisager de donner une orientation plus neutre à la politique monétaire.	En septembre 2017, la banque centrale a abaissé le taux des dépôts à vue auprès de la banque centrale de -0.05 à -0.15 % et maintenu le taux de base inchangé à 0.9 %.
Revoir à la hausse les exigences supplémentaires de fonds propres appliquées aux créances douteuses et litigieuses détenues par les banques au-delà d'un certain délai.	Depuis 2017, les banques doivent se conformer à des exigences de fonds propres plus strictes si leur portefeuille de prêts douteux destinés au financement de projets dépasse 30 % du minimum national de fonds propres exigé au titre du premier pilier.
Mettre en œuvre une stratégie afin que la Société nationale hongroise de gestion des actifs accélère le rythme auquel elle se défait des actifs improductifs.	Au début de 2017, la banque centrale a vendu la Société hongroise de restructuration et de gestion des dettes (MARK Zrt.) à un investisseur privé, signant la disparition de ce qui était une plateforme de négociation officielle pour les prêts douteux.
L'actionnariat de la Bourse devrait redevenir privé à moyen terme.	Aucune mesure n'a été prise.

La politique budgétaire devrait être tournée davantage vers l'avenir

La politique budgétaire est en train d'être assouplie. Du côté des recettes, le taux des cotisations de sécurité sociale des employeurs a été abaissé en 2017 puis de nouveau en 2018 pour s'établir à 19.5 % (contre 27 % au départ), comme recommandé dans l'*Étude* antérieure. Le taux d'imposition des sociétés a également été ramené à 9 % en 2017. Les baisses totales de recettes, qui ont représenté 1.8 % du PIB en 2017 et 0.7 % en 2018, participent d'une réduction permanente du ratio des recettes au PIB (European Commission, 2018a) (Ministry for the National Economy, 2018). La baisse du taux de TVA appliqué à certains produits a également entraîné une légère perte de recettes, équivalente à 0.2 % du PIB en 2017 et à 0.1 % en 2018 (European Commission, 2018a). Pour le gouvernement, cette baisse était principalement motivée par la volonté de lutter contre la fraude à la TVA. L'*Étude* précédente recommandait cependant de faire jouer un rôle accru aux taxes sur la consommation (tableau 6). Qui plus est, ces changements viennent s'ajouter à un système de TVA déjà complexe et coûteux à administrer. Cela contribue à pérenniser un écart de TVA (différence entre les recettes de TVA attendues et la TVA effectivement perçue) qui, bien qu'en cours de réduction, était encore de 13 % en 2016, dernière année pour laquelle des données sont disponibles (European Union, 2018). D'autres mesures fiscales de portée plus réduite ont été mises en place pour un coût budgétaire estimé de 0.1 % du PIB en 2017 et de même niveau en 2018 (European Commission, 2018a). Le budget de 2019 prévoit des réductions d'impôt supplémentaires pour les familles ayant au moins deux enfants, une nouvelle baisse de 2 points de pourcentage du taux des cotisations sociales patronales et un allègement fiscal pour les petites entreprises, qui représenteront une baisse de recettes de 0.4 % du PIB.

Les dépenses publiques sont en hausse depuis 2017 du fait de la reprise des décaissements de fonds structurels de l'UE et de l'augmentation des subventions au logement (d'un coût budgétaire de 0.1 % du PIB) (European Commission, 2018a). De plus, en 2018, les salaires du secteur public sont revalorisés dans des proportions allant de 5 à 18 % au titre d'un

accord qui prévoit une hausse cumulée de ces salaires de 30 % entre 2017 et 2019. Cette mesure augmentera la masse salariale dans le secteur public d'un montant équivalent à 0.4 % du PIB (Ministry for the National Economy, 2018b) (European Commission, 2018a). D'un autre côté, la baisse des cotisations de sécurité sociale réduira la masse salariale de 0.2 % du PIB. Le budget de 2019 prévoit une hausse des dépenses consacrées à la sécurité, à l'éducation, aux allocations de chômage et aux infrastructures et services de transport et de télécommunications. Les projets d'investissement financés à l'échelon national représenteront une dépense supplémentaire de 0.7 % du PIB (European Commission, 2018a).

Dans l'ensemble, le déficit budgétaire des administrations publiques se creusera à 2.4 % du PIB en 2018 avant de régresser légèrement en 2019, l'impact de l'assouplissement de la politique budgétaire sur les finances publiques devant être plus ou moins compensé par une croissance économique robuste. Au bout du compte, les recettes et les dépenses en pourcentage du PIB devraient rester à peu près stables (tableau 4). La détérioration implicite du déficit structurel s'explique principalement par les réductions d'impôts (graphique 21). Ces réductions ont porté essentiellement sur les impôts sur les revenus du travail et sur les sociétés, entraînant à moyen terme des effets positifs sur l'emploi et la croissance et impliquant à court terme le maintien d'une orientation budgétaire procyclique (OECD, 2011). Face aux risques de surchauffe, le gouvernement devrait resserrer sa politique budgétaire pour des raisons cycliques, de manière à éviter la surchauffe et prolonger la phase d'expansion économique. Il doit se garder d'adopter une politique budgétaire excessivement procyclique pour pouvoir se doter de dispositifs amortisseurs suffisants qui l'aideront à relever les défis à moyen terme.

Tableau 4. Indicateurs budgétaires

En pourcentage du PIB

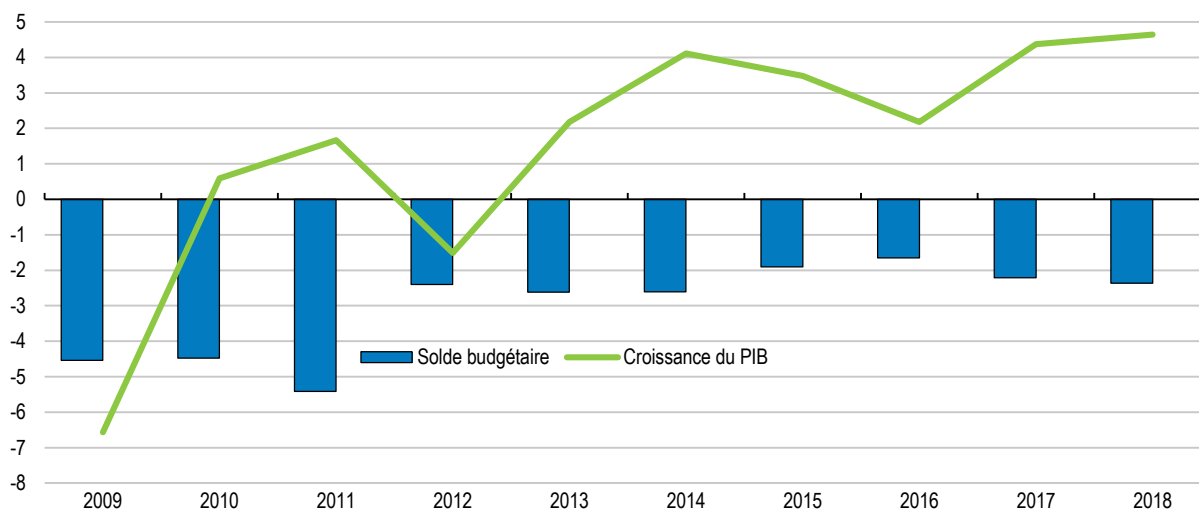
	2016	2017	2018	2019 ¹	2020 ¹
Dépenses et recettes					
Total des recettes	45.1	44.7	44.3	44.3	44.2
Total des dépenses	46.8	46.9	46.6	46.5	46.3
Paiements d'intérêts nets	3.1	2.7	2.4	2.5	2.8
Soldes budgétaires					
Solde budgétaire	-1.6	-2.2	-2.4	-2.2	-2.2
Solde budgétaire corrigé des variations cycliques ²	-0.7	-2.3	-3.4	-3.6	-3.5
Solde budgétaire sous-jacent ²	-1.4	-2.3	-3.4	-3.6	-3.5
Solde budgétaire primaire sous-jacent ²	1.7	0.4	-0.9	-1.1	-0.6
Dettes publiques					
Dettes brutes	97.3	91.9	89.5	86.6	84.8
Dettes brutes (au sens de Maastricht)	73.8	71.3	68.9	66.0	64.1
Dettes nettes	65.8	62.7	59.7	57.0	55.1

1. Contribution aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : statistiques et projections (base de données).

Graphique 21. Le dynamisme économique masque l'ampleur du déficit budgétaire



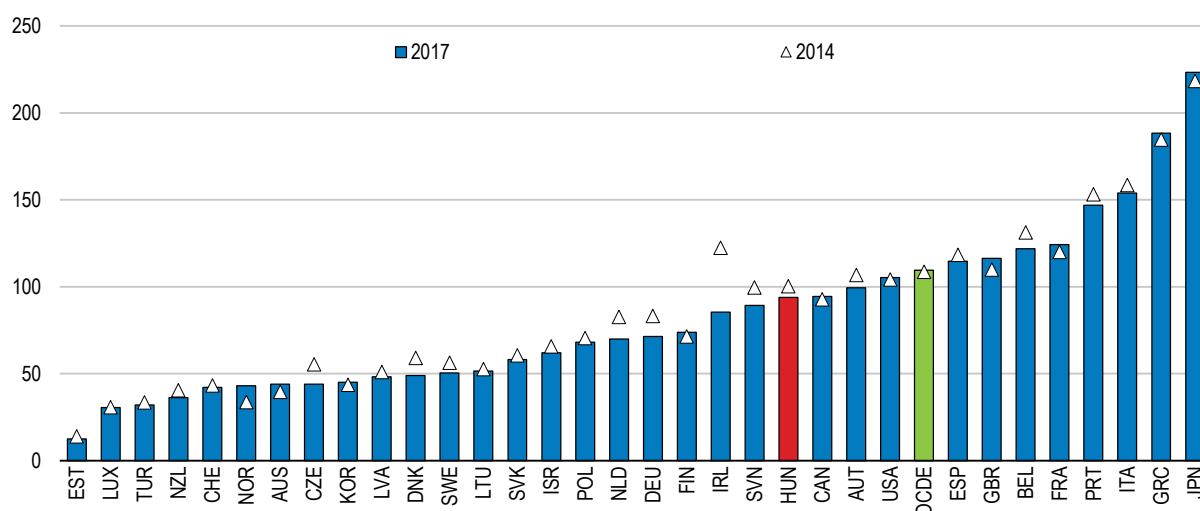
1. Projections pour 2018.

Source : OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : statistiques et projections (base de données).

Le ratio dette publique/PIB a diminué depuis le pic atteint en 2014 et se situe juste en dessous de la moyenne OCDE (OECD, 2016a) (graphique 22). Les engagements conditionnels des administrations publiques représentent encore près d'un quart du PIB. Presque 40 % de ces engagements sont liés aux participations de l'État dans le secteur financier. Un cinquième supplémentaire est lié à des entités sous contrôle public relevant de secteurs autres que la finance. Il inclut le coût potentiel de l'entreprise publique d'énergie, qui maintient les prix de l'énergie à des niveaux bas au regard des prix internationaux, comme l'expliquait la précédente *Étude* (OECD, 2016a) (OECD, 2018b) (Eurostat, 2018b). Conformément à l'obligation constitutionnelle consistant à ramener le ratio dette publique/PIB en deçà de 50 %, le gouvernement entrant a réaffirmé son intention de continuer à réduire graduellement l'endettement. Cependant, d'après les estimations de l'OCDE, si l'orientation de la politique budgétaire demeure inchangée, le ratio dette/PIB repartira à la hausse après 2019 (graphique 23, tableau 5, scénario de référence). L'endettement augmentera beaucoup plus vite si la hausse attendue des dépenses liées à l'âge n'est pas compensée par des économies dans d'autres secteurs (scénario de non-compensation de la hausse des coûts liés à l'âge). Il faudra s'attendre à des effets similaires si la croissance à long terme ne se matérialise pas comme prévu, par exemple si les réformes structurelles ne parviennent pas à accélérer la croissance de la productivité (scénario de moindre croissance du PIB) (European Commission, 2018a). Seul un effort de restriction budgétaire conforme au Programme national de convergence maintiendrait le ratio dette publique/PIB sur une pente descendante (scénario de l'assainissement) (Ministry for the National Economy, 2018b) (European Commission, 2018a).

Graphique 22. Dette brute des administrations publiques

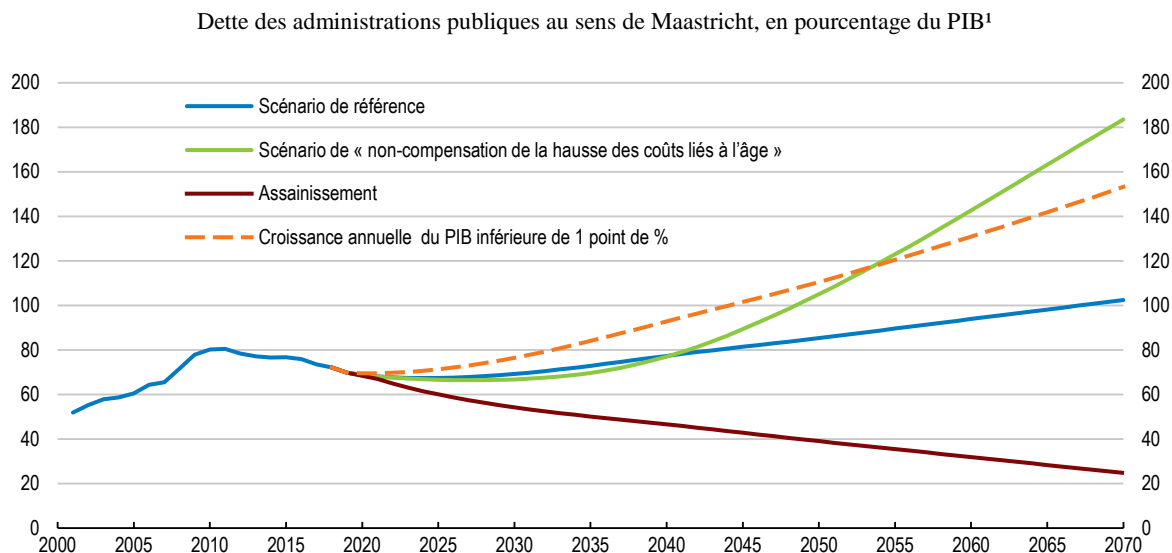
En pourcentage du PIB¹



1. 2016 et non 2017 pour la Corée, la Grèce, l'Irlande, Israël, le Japon, la Suisse, la Turquie et l'agrégat OCDE.
 Source : OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : statistiques et projections (base de données).

Pour améliorer leur résilience, les petites économies ouvertes telles que la Hongrie doivent ramener leur endettement à un faible niveau (Fall and Fournier, 2015). En ce sens, le niveau d'endettement actuel, libellé pour un cinquième en devise étrangère, est une source potentielle de fragilité budgétaire dans le pays à régime de change flottant qu'est la Hongrie, en particulier au regard de l'instabilité financière croissante observée sur les marchés émergents. En outre, le déclin continu de l'endettement public pourrait s'inscrire dans une stratégie de préfinancement visant à pallier les conséquences budgétaires du vieillissement démographique, comme on le verra ci-après. Le gouvernement a d'ores et déjà pris quelques mesures pour réduire le fardeau de la dette depuis la dernière *Étude*. Les principales recommandations budgétaires et structurelles formulée dans cette *Étude* peuvent amplement contribuer à la réalisation des objectifs que s'est fixés le gouvernement en matière d'endettement (tableaux 6 et 7).

Graphique 23. Il faut intensifier les efforts d'assainissement budgétaire pour réduire l'endettement public



1. Dans le scénario de référence, l'orientation de la politique reste inchangée à partir de 2019, avec un déficit primaire de 0.9 % du PIB et un taux d'inflation d'environ 3 % ; la croissance du PIB réel augmente dans un premier temps puis s'établit à 1.5 % de moyenne, rythme conforme à la croissance supposée de la productivité, comme le projette le scénario de convergence avec l'Union européenne (Commission européenne, 2018). Dans le scénario de « non-compensation de la hausse des coûts liés à l'âge », la hausse des dépenses consacrées à la santé et aux retraites accroît les dépenses publiques annuelles de 3.2 points de PIB à l'horizon 2070, conformément aux projections de la Commission européenne (2018). Le scénario de « l'assainissement », qui est conforme aux objectifs budgétaires du gouvernement à moyen terme, table sur un assainissement budgétaire de 1.6 % du PIB jusqu'en 2022, qui débouchera ensuite sur un excédent budgétaire primaire de 0.7 % du PIB. Dans le scénario de « moindre croissance du PIB », la croissance du PIB réel est inférieure de 1 point de pourcentage aux projections actuelles du scénario de convergence de l'UE pour l'ensemble de la période de simulation.

Source : Calculs effectués à partir de OCDE (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : statistiques et projections (base de données); Guillemette, Y. et D. Turner (2018), « *The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060* », OECD Economic Policy Paper n° 22, Éditions OCDE, Paris ; et Commission européenne (2018), « *The 2018 Ageing Report - Economic and budgetary projections for the 28 EU Member States (2016-2070)* » Direction générale des affaires économiques et financières.

Tableau 5. Scénarios d'endettement

Scénario	Hypothèses
Scénario de référence	Maintien des orientations de politique en vigueur en 2019, avec un déficit primaire de 0.9 % du PIB Les principales variables macroéconomiques sont les suivantes : l'inflation s'établit à environ 3 %, et la croissance du PIB réel augmente dans un premier temps puis s'établit à 1.5 % de moyenne, rythme conforme à la croissance supposée de la productivité, comme le projette le scénario de convergence avec l'Union européenne (Commission européenne, 2018).
Non-compensation de la hausse des coûts liés à l'âge	La hausse des dépenses consacrées à la santé et aux retraites entraîne une augmentation des dépenses publiques annuelles de 3.2 points de PIB à l'horizon 2070, conformément aux projections de la Commission européenne (2018).
Moindre croissance du PIB	La croissance du PIB réel est inférieure de 1 point de pourcentage aux projections actuelles du scénario de convergence de l'UE pour l'ensemble de la période de simulation.
Assainissement	Conformément aux objectifs budgétaires du gouvernement à moyen terme, exposés dans le Programme de convergence 2018-2022, le gouvernement procède à un assainissement budgétaire de 1.6 % du PIB jusqu'en 2022, qui débouche ensuite sur un excédent budgétaire de 0.7 % du PIB.

Source : Commission européenne (2018), « The 2018 Ageing Report - Economic and budgetary projections for the 28 EU Member States (2016-2070) », Direction générale des affaires économiques et financières.

Tableau 6. Recommandations antérieures concernant la politique budgétaire

Recommandations des précédentes Études	Mesures prises
Continuer à réduire la dette publique, conformément à la règle budgétaire.	Le ratio dette totale/PIB a continué à baisser depuis 2016 et s'établit à 73.6 %.
Réduire les dépenses publiques pour continuer à faire baisser le déficit structurel.	Aucune mesure n'a été prise.
Continuer à combattre la fraude à la TVA.	Depuis 2017, l'obligation d'utilisation de caisses enregistreuses en ligne a été étendue à des secteurs de services particuliers, et depuis 2018, l'utilisation du système de facturation en ligne est devenue obligatoire. En 2018, le taux de TVA a été encore abaissé sur certains produits.
Faire davantage appel aux taxes sur la consommation qui n'entraînent pas de distorsions.	En 2016-2017, le taux du droit d'accises sur le tabac a été relevé et le taux du droit d'accises sur le pétrole, l'essence et le diesel a été lié au cours mondial du pétrole brut Brent.
Vendre des participations de l'État dans les banques publiques	En 2016 et 2017, l'État a vendu ses participations dans MKB et Gránit Bank. Les dernières banques à participation publique sont la Budapest Bank (8 ^e banque du pays), entièrement détenue par l'État, Erste Bank (5 ^e), dans laquelle l'État détient 15 %, et FHB bank (11 ^e), dans laquelle il détient 7.3 %.

Tableau 7. Conséquences budgétaires potentielles des principales recommandations

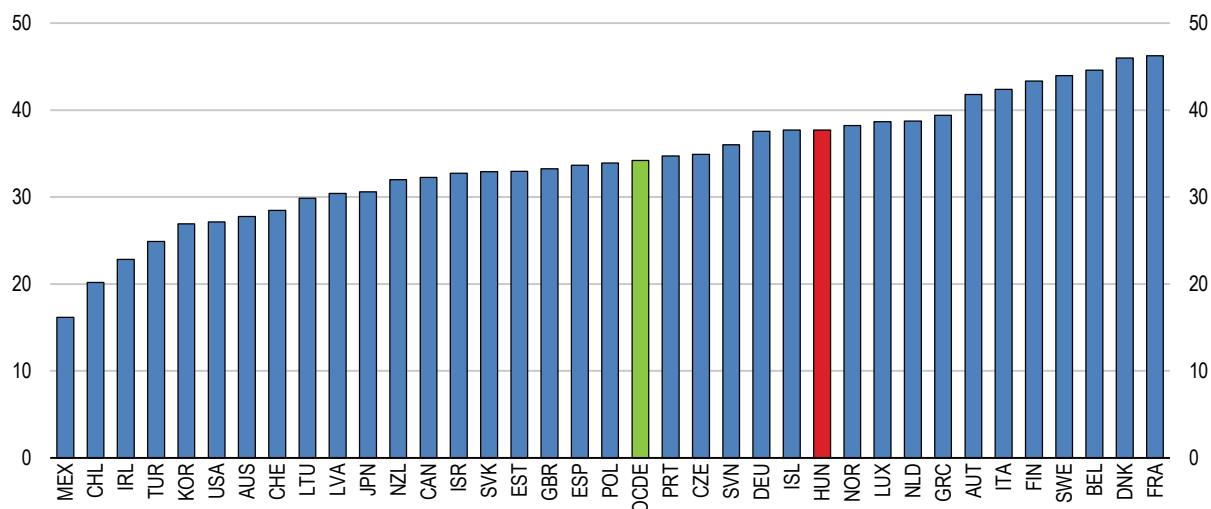
Recommandations susceptibles d'avoir un impact budgétaire	Impact sur le solde budgétaire
Mesures visant à générer des recettes supplémentaires :	
Compenser la perte de recettes due à l'abaissement récent des cotisations de sécurité sociale et simplifier le régime de TVA en introduisant un taux de TVA unique	Un taux de TVA uniforme de 22 % serait neutre du point de vue des recettes. Un relèvement du taux de TVA de cinq points de pourcentage couvrirait les 2.6 % de PIB de recettes perdues.
Lier l'âge de la retraite à l'espérance de vie	Un relèvement progressif de l'âge légal de la retraite à 70 ans à partir de 2029 couvrirait entièrement la hausse prévue des dépenses de retraite à long terme, équivalente à 2.7 % du PIB.
Lutter contre la pauvreté des personnes âgées en instaurant une pension publique de base deux fois plus élevée que la pension minimum actuelle.	Moins de +0.1 % du PIB. Le plafonnement des retraites à 150 % des salaires moyens couvrirait entièrement le coût budgétaire.
Mesures de hausse des dépenses :	
Améliorer l'efficacité du secteur des soins de santé	La restructuration de la fourniture des soins de santé sera neutre du point de vue des recettes si les économies découlant de la fermeture d'hôpitaux sont investies dans les soins sans hospitalisation. L'établissement de cabinets de groupe à l'échelle du pays coûterait +0.1 % de PIB. Les autres coûts sont négligeables.
Renforcer les capacités et l'efficacité des soins de longue durée	La couverture complète des prestations en espèces et des chèques-santé coûterait +1.2 % du PIB.
Étendre la couverture des crèches à 80 %	+0.2 % du PIB
Doubler la durée d'indemnisation du chômage à six mois	+0.3 % du PIB

S'acheminer vers un système fiscal plus favorable à la croissance et plus équitable

Comme on le verra plus loin, le vieillissement démographique exerce des pressions croissantes sur les dépenses liées à l'âge. Les réformes peuvent atténuer certaines de ces pressions, mais pas toutes. Si les autorités ne parviennent pas à dégager des économies ailleurs, il leur faudra augmenter le ratio impôts/PIB, déjà élevé, pour financer ces dépenses (graphique 24). À titre d'illustration, selon les calculs de l'OCDE, le taux des cotisations de sécurité sociale devra être augmenté de 10 points de pourcentage à long terme. Une telle mesure nuirait à la croissance. Dans la mesure où est nécessaire de générer des recettes supplémentaires, il faudra trouver les moyens de le faire en générant le moins de distorsions possibles sur le plan de la croissance.

Graphique 24. Les recettes fiscales en proportion du PIB sont déjà élevées

En pourcentage du PIB, 2016¹



1. 2015 pour l'Australie et le Japon.

Source : OCDE (2018), Statistiques des recettes publiques de l'OCDE (base de données).

L'impôt foncier, l'un des impôts qui engendrent le moins de distorsions, joue un rôle relativement restreint en Hongrie (Johansson, 2016). Les impôts sur la propriété immobilière sont facultatifs et prélevés par les municipalités (OECD, 2012a) (OECD, 2010). Pour augmenter les impôts périodiques sur la propriété immobilière, il faudra le cas échéant inciter les municipalités à prélever un impôt foncier local minimum ou introduire un impôt foncier national. De telles mesures rendraient le système fiscal plus neutre vis-à-vis des autres types d'investissement et donc amélioreraient l'allocation des ressources (OECD, 2010).

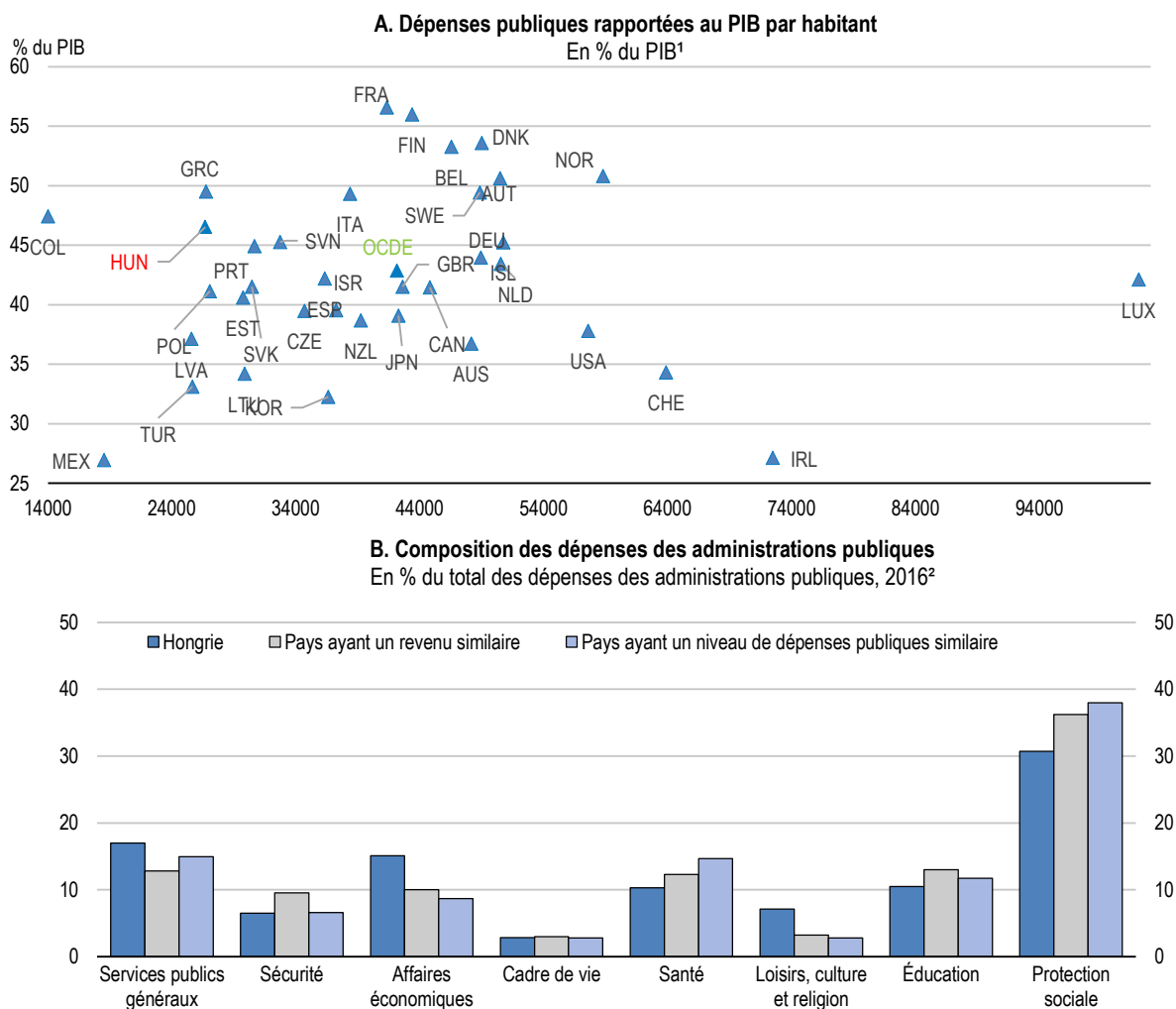
Le système de TVA est rendu complexe par les taux réduits qui s'appliquent à certains produits. Or, les réductions mises en œuvre sur la période 2006-2009 n'ont pas vraiment profité aux groupes à faible revenu (Cseres-Gergely, 2017). Par conséquent, le passage à un taux de TVA unique entraînerait moins de distorsions. Ce taux unifié pourrait être inférieur de 5 points de pourcentage au taux standard actuel sans perte de recettes. En complément, il serait possible d'améliorer le ciblage des transferts sociaux pour aider les ménages à faible revenu (OECD, 2014a) (Cseres-Gergely, 2017) (Arnold, 2011) (OECD, 2012a). Qui plus est, les allègements d'impôt accordés aux familles et aux propriétaires-occupants sont coûteux en termes de recettes sacrifiées et ne favorisent pas l'équité ; par conséquent, ils devraient être remplacés par des transferts mieux ciblés soumis à des conditions de ressources (Rawdanowicz, Wurzel and Christensen, 2013). Selon les estimations, les dépenses associées au soutien aux familles représentaient 4,8 % du PIB en 2018 (Ministry for National Economy, 2017).

En économisant sur les dépenses non liées au vieillissement, les autorités pourraient, au moins en partie, éviter d'augmenter les impôts. De fait, le ratio dépenses publiques/PIB est relativement élevé, notamment en comparaison d'autres pays ayant un niveau de revenu similaire (graphique 25, partie A) (OECD, 2016a). En outre, les services publics généraux et les affaires économiques générales pèsent plus lourd dans les dépenses que dans des pays ayant un niveau de revenu ou de dépenses publiques similaire (graphique 25, partie B). Cela tient au niveau élevé des intérêts payés sur la dette publique et à la part relativement importante de la main-d'œuvre employée dans le secteur public (participants aux

programmes d'intérêt public compris). Il est possible de réduire la masse salariale dans le secteur public en accélérant l'adaptation des mesures relatives à l'administration en ligne et en engageant une réforme de l'administration publique qui s'attachera à rendre les salaires dans ce secteur concurrentiels et à améliorer la qualité des services publics (IMF, 2018).

Graphique 25. La structure fiscale privilégie les impôts sur la consommation et le travail

En pourcentage des recettes fiscales totales, 2016¹



1. 2015 pour la moyenne OCDE.

Source : OCDE (2018), Statistiques des recettes publiques de l'OCDE (base de données).

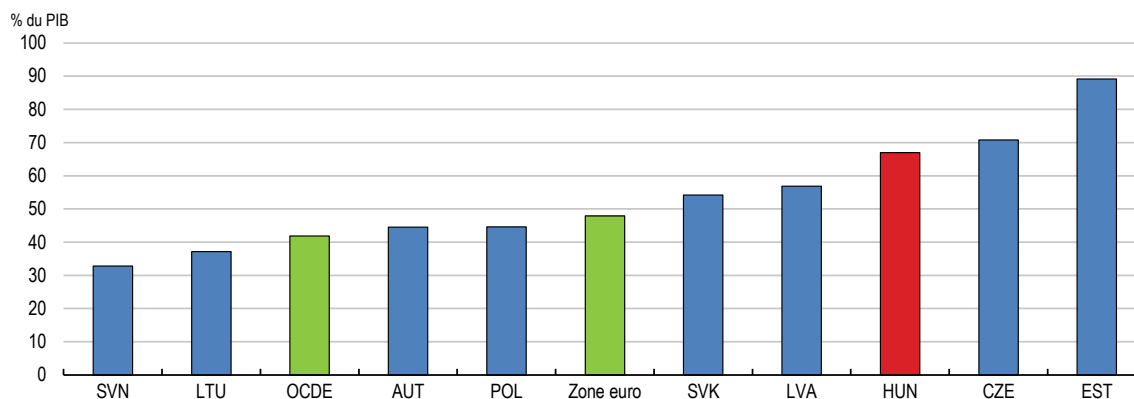
Relever les défis qui se posent à plus long terme au regard du bien-être

Répartir plus largement la croissance

Pendant la crise, le processus de convergence des revenus s'est interrompu et n'a redémarré qu'en 2013 (graphique 1). La forte dépendance vis-à-vis des entrées d'IDE visant à soutenir ce processus en accumulant un stock de capital moderne et en adaptant la production aux

chaînes de valeur mondiales a aussi entraîné des sorties de capitaux relativement importantes, correspondant à la rémunération de l'IDE en capital investi (graphique 26) (Jirasavetakul and Rahman, 2018). En témoignent également un écart relativement marqué entre le PIB par habitant et le revenu national net par habitant, et une part salariale relativement faible par rapport aux économies plus avancées. Ainsi, pour accélérer la convergence des revenus, il faudra non seulement enregistrer une croissance plus rapide, mais aussi se libérer de la dépendance envers les entrées d'IDE et développer des moteurs de croissance locaux.

Graphique 26. La Hongrie bénéficie d'un stock d'entrées d'IDE relativement élevé



Source : UNCTAD (2018), *Perspectives économiques de l'OCDE* : Statistiques et projections (base de données).

En 2017, le gouvernement a créé un Conseil national de la concurrence pour accélérer la croissance de la productivité et la convergence des revenus. Le Conseil se compose de dirigeants issus de l'administration et des secteurs privé et public, ainsi que de représentants des milieux universitaires, et il s'appuie sur les informations communiquées par les ministères et la banque centrale pour identifier les réformes structurelles qui s'imposent. La banque centrale a proposé 180 mesures dans des domaines couvrant le marché du travail, les soins de santé, l'éducation, la recherche-développement et l'aide aux PME (Palotai and Virag, 2016_[44]) (Magyar Nemzeti Bank, 2018d). Bon nombre d'entre elles ont été examinées dans les *Études* précédentes, et la présente *Étude* s'intéresse essentiellement à l'élargissement du processus de croissance aux régions moins développées, l'amélioration de la formation de capital humain et une meilleure utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles, ainsi que les mesures destinées à améliorer les systèmes de santé et de retraite. Mettre en œuvre les principales recommandations figurant dans la présente étude produirait déjà des effets notables sur les revenus (encadré 1).

Encadré 1. Simulations des effets potentiels des réformes structurelles

Les effets des principales recommandations concernant les réformes structurelles émises dans la présente Étude sont simulés en utilisant les relations observées par le passé entre les réformes et la croissance, dans les pays de l'OCDE. Les estimations présentées reposent sur l'hypothèse d'une mise en œuvre rapide et complète des réformes consistant à ramener la durée effective du congé de maternité à 1 an, à relever progressivement l'âge légal de la retraite de 5 ans et à améliorer les résultats en termes de santé. Le principal mécanisme de transmission est l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre qui en découle.

Tableau 8. Effets potentiels des réformes structurelles sur le PIB par habitant à 10 ans

Politique structurelle	Évolution		Effet total sur le PIB par habitant
	Avant la réforme	Après la réforme	
Politique de santé			
A. Amélioration des résultats en termes de santé ayant permis de ramener le taux d'invalidité de la population active de 7.7 % à 6 %			1.8 %
Politiques du marché du travail¹			
B. Relever l'âge légal de la retraite de 5 ans	65 ans	70 ans	5.1 %
C. Ramener le congé de maternité effectif à 1 an	3 ans	1 an	1.4 %
Total			
A+B+C :			8.3 %

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur Balázs and Gal (2016), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2016/1 et Balázs (2017), « The quantification of structural reforms: taking stock of the results for OECD and non-OECD countries », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, à paraître.

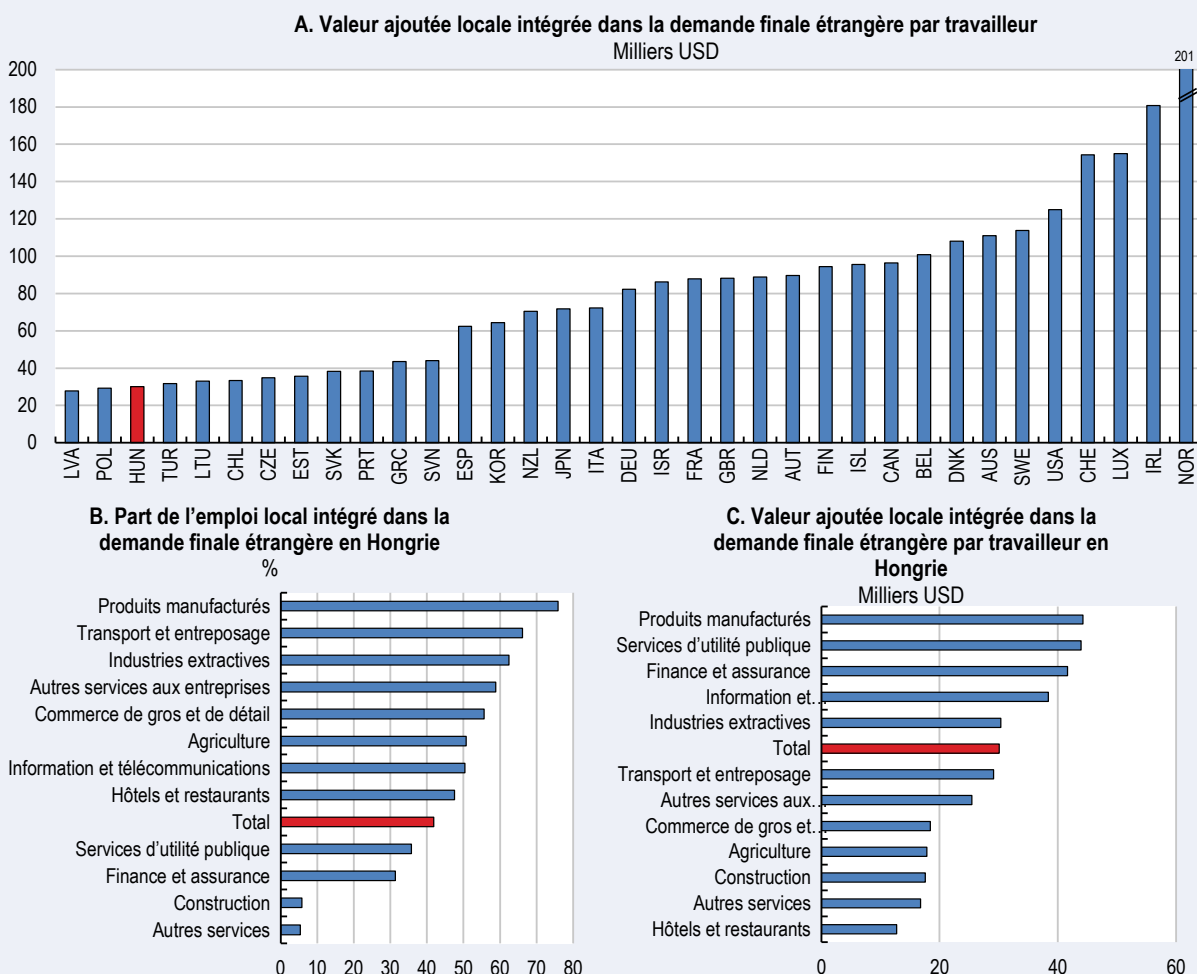
Les entrées d'IDE conséquentes ont, à bien des égards, contribué à l'émergence d'une économie duale. Elles sont tirées par les multinationales qui déplacent vers la Hongrie leur production à destination de leurs marchés internationaux. L'abaissement récent du taux de l'impôt sur les sociétés devrait soutenir l'investissement des entreprises, y compris en provenance de l'étranger, ce qui selon les estimations de l'OCDE pourrait faire grimper la croissance du PIB de 0.2 point en 10 ans (Égert, 2018). Néanmoins, les intrants intermédiaires dans la production de ces entreprises sont importés ou viennent de sous-traitants détenus par des intérêts étrangers en Hongrie. Les éléments disponibles montrent en effet que les entreprises à capital hongrois, en particulier les PME, ne bénéficient pas des entrées d'IDE en termes d'augmentation du chiffre d'affaires, de l'emploi ou de la productivité (Bisztray, 2016). En conséquence, les avantages, pour l'économie nationale, de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales sous forme de valeur ajoutée locale intégrée dans la demande étrangère finale ont été minimes (encadré 2). L'autre grand secteur de croissance est la région de la capitale, qui a bénéficié d'importants effets d'agglomération et d'un raffermissement de la demande de services aux entreprises.

Encadré 2. La montée en gamme économique à travers l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM)

La proximité géographique des marchés d'Europe occidentale, des coûts de main-d'œuvre nettement inférieurs, des infrastructures de transport bien développées et des effets d'agglomération croissants ont contribué à une forte intégration dans les CVM au cours des 20 dernières années (Pavlínek, 2015). Néanmoins, la valeur ajoutée locale dans les exportations est parmi les plus faibles au sein de l'OCDE (graphique 27, partie A). Cela tient au fait que même si plus de 40 % de l'ensemble des emplois sont générés par une participation aux CVM et près de 80 % dans l'industrie manufacturière. Cependant, une grande partie d'entre eux concernent des activités exigeant un niveau de connaissances moindre, comme l'assemblage dans l'industrie automobile (graphique 27, parties B et C).

Graphique 27. Les avantages tirés de la participation aux CVM sont modérés
2015¹

Graphique 0.28. Benefits from participating in GVCs are moderate



1. La valeur ajoutée locale intégrée dans la demande finale étrangère par travailleur correspond à l'emploi local intégré dans la demande finale étrangère. Les services aux entreprises comprennent également l'immobilier et les services de location.

Source : OCDE (2018), Base de données STAN de l'OCDE ; et OCDE (2018), Base de données des échanges en valeur ajoutée (TiVa).

L'accroissement de la valeur ajoutée tirée de la participation aux CVM passe soit par un processus traditionnel et une montée en gamme des produits, soit par une meilleure intégration via une montée en gamme fonctionnelle et une montée en gamme des chaînes, qui consistent à intégrer des CVM à plus forte valeur ajoutée existantes ou nouvelles, respectivement (Humphrey and Schmitz, 2002) (OECD, 2013). Dans tous les cas, les mesures gouvernementales permettant de réaliser de telles montées en gamme doivent se concentrer sur la promotion de la formation de capital humain et physique, ainsi que sur l'exploitation des avantages comparatifs locaux.

Source : Basé sur OCDE (2017), Perspectives de l'emploi 2017 ; OCDE (2017) Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2017 - Compétences et chaînes de valeur mondiales.

Stimuler le développement des PME locales est un processus complexe, car la capacité des entreprises locales de tirer parti de leur avantage comparatif dépend de leur niveau d'intégration dans les réseaux locaux et nationaux. Ceux-ci incluent les infrastructures matérielles (transport, télécommunications, etc.), les réseaux de connaissance (centres locaux d'enseignement et de recherche) et les liens avec d'autres entreprises et responsables politiques pour identifier les avantages locaux et offrir des conditions cadres. Toutefois, la forte centralisation des responsabilités publiques pourrait bien entraver ce processus.

La Hongrie, qui était peut-être le pays le plus décentralisé, est aujourd'hui celui qui l'est le moins au sein de l'OCDE (Hoffman, 2014). Les politiques de développement sont définies et financées par l'État, de telle sorte que le développement local repose sur des priorités nationales et que les autorités locales se concentrent sur des projets financés à l'échelon central, y compris par des fonds de l'UE (Kovacs, 2015). Dans le même temps, les tentatives visant à dégager les avantages économiques locaux et à développer des réseaux locaux dans un objectif d'intégration dans les chaînes d'approvisionnement régionales ou nationales sont rares (Hajnal and Ugrosdy, 2015).

Pour mieux adapter les politiques aux conditions locales, les autorités locales devraient se voir accorder davantage de responsabilités pour identifier et mettre en œuvre des projets appropriés afin de développer leurs économies locales. Des travaux de l'OCDE ont mis en évidence que dans un monde de plus en plus connecté, les collectivités locales sont bien placées pour apporter une aide aux entreprises locales, et les États mieux placés pour lutter contre les inégalités (Broadway and Dougherty, 2018). La sélection des projets pourrait être améliorée en développant le cofinancement, grâce auquel les autorités locales auraient un intérêt économique direct dans le choix des meilleurs projets. Les autorités locales n'ont pas toutes la capacité requise pour identifier et sélectionner les projets, car elles peuvent être de taille réduite ou très pauvres. En pareil cas, elles pourraient pratiquer une coopération horizontale pour générer une capacité administrative suffisante. Elles pourraient aussi bénéficier d'un soutien administratif et technique apporté par l'administration à un échelon plus élevé (Bartolini, Stossberg and Blöchliger, 2016). De plus, une telle décentralisation devrait aller de pair avec un renforcement du pouvoir de collecter des recettes dévolu aux autorités locales. Cela permettrait à l'État de se retirer de l'analyse et de la mise en œuvre détaillées de l'action publique pour se concentrer sur la

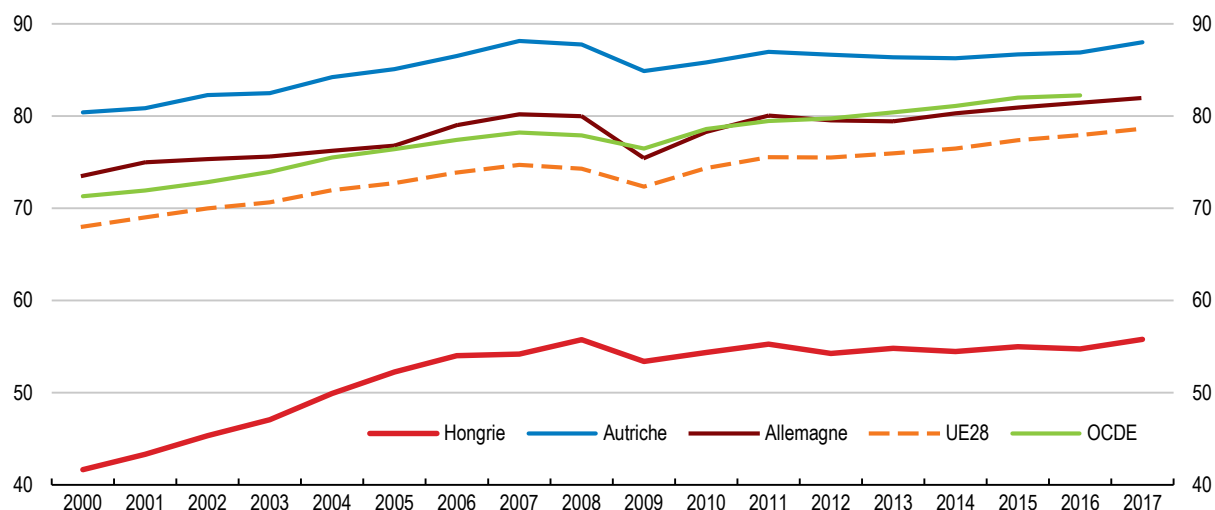
supervision plus traditionnelle des collectivités locales, afin de s'assurer que la décentralisation conduit à de meilleurs résultats (Phillips, 2018) (OECD, 2017b).

Une croissance régionale peut émerger en favorisant les effets d'agglomération entre les villes et avec leurs alentours, grâce à une amélioration du fonctionnement du marché du logement et des infrastructures de transport, afin d'encourager la mobilité géographique et de permettre une meilleure intégration dans les réseaux locaux et nationaux (voir ci-après) (Ahrend et al., 2017). Dans les zones rurales défavorisées, l'emploi peut être stimulé en développant le tourisme et l'agriculture. Toutefois, seul un petit nombre de mesures ont été mises en place pour intégrer l'un ou l'autre dans d'autres secteurs ou tirer parti des réseaux de manière à progresser le long des chaînes de valeur ajoutée. Cela implique souvent de prendre des mesures au niveau local et pourrait passer par la création d'une image de marque ou d'« expériences » touristiques à forte valeur ajoutée, par exemple au moyen de services culinaires reposant sur des produits locaux (OECD, 2014). Les réseaux sociaux pourraient être utilisés pour entrer en contact avec de nouveaux visiteurs et promouvoir de nouveaux services touristiques afin de compléter les expériences traditionnelles fondées sur le patrimoine et la culture. À ces initiatives doit venir s'ajouter l'élaboration d'une stratégie moderne de promotion du tourisme à l'échelle internationale.

Une accélération de la croissance et de la convergence régionales tirera à la hausse la croissance globale de la productivité du travail, qui est faible, en la rapprochant de celle des économies avancées (graphique 28). Il est possible de soutenir ce mouvement à l'échelon local en améliorant les qualifications des travailleurs, ce qui permettrait aux entreprises locales de bénéficier de la diffusion des connaissances et de l'adaptation technologique pour faire évoluer la production d'activités peu qualifiées vers des activités plus qualifiées et à plus forte valeur ajoutée (OECD, 2017c; Morrison, Pietrobelli and Rabellotti, 2008^[64]; OECD, 2015a). Pour mieux soutenir les PME locales, les lycées professionnels devraient avoir plus de liberté pour adapter les cours et les programmes aux besoins du marché du travail local. En outre, ils devraient se spécialiser davantage pour exploiter les économies d'échelle et de gamme, par exemple afin de mieux investir dans des machines et des équipements modernes. Cela doit aller de pair avec un renforcement des incitations à la mobilité, afin que les élèves puissent suivre leurs cours favoris ou les diplômés déménager vers des régions offrant des perspectives d'emploi correspondant davantage aux compétences qu'ils ont acquises. Ces efforts devraient s'appuyer sur des mesures de promotion de la formation tout au long de la vie, comme la création de comptes individuels de formation ainsi que le recommande la dernière *Étude* (OECD, 2016a).

Graphique 29. Le retard de productivité n'a pas pu être rattrapé

PIB réel par salarié, milliers USD, prix constants, 2010 (PPA¹)



1. PPA : parités de pouvoir d'achat.

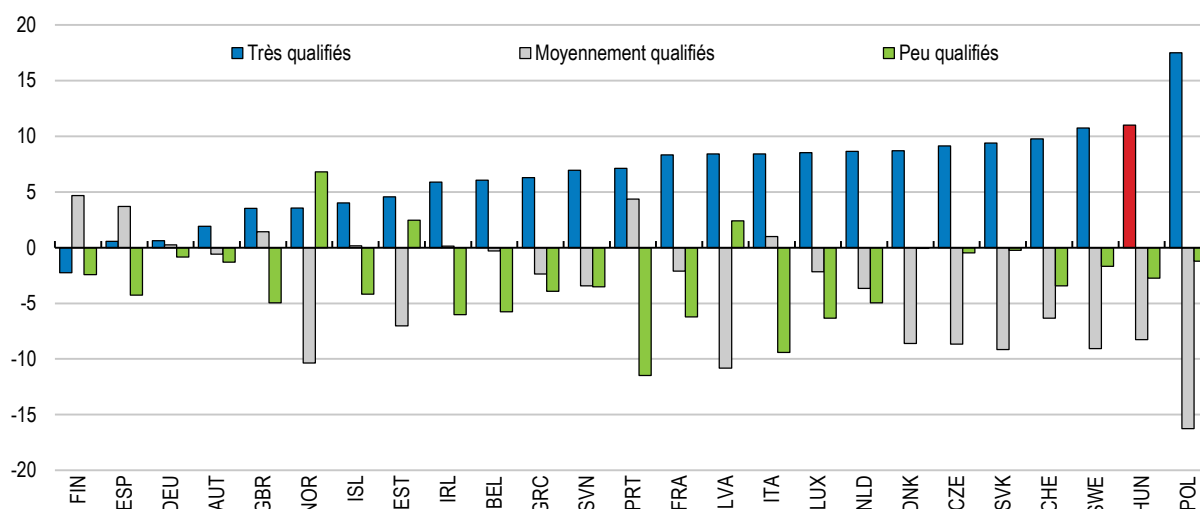
Source : OCDE (2018), Base de données de l'OCDE sur la productivité.

Relever les défis qui se présentent sur le marché du travail

Le marché du travail évolue vers des emplois plus qualifiés (graphique 29), du fait que ces dernières décennies, le secteur des services s'est développé et que les industries extractives et lourdes ont laissé la place à une production à plus forte valeur ajoutée, qui est adaptée aux chaînes de valeur mondiales. Cette évolution a entraîné une progression de la fabrication à haute et moyenne intensité technologique, même si l'industrie manufacturière représente une part moins importante de l'emploi global (OECD, 2016a). De plus, l'agriculture se caractérise par des exploitations de très petite taille, où il est encore possible de procéder à une vaste restructuration pour dégager plus de croissance, ce qui fera encore reculer l'emploi dans ce secteur. Ces évolutions se produisent alors que les entreprises recherchent de plus en plus des travailleurs qualifiés. Ainsi, pour soutenir la croissance, il importe de plus en plus d'adapter et de renforcer les qualifications, d'améliorer la répartition de la main-d'œuvre et de mobiliser toutes les ressources de main-d'œuvre qui sont sous-utilisées.

Graphique 30. L'évolution vers des emplois très qualifiés devrait se poursuivre

Variation de la part dans l'emploi total entre 2015 et 2025, en points¹



1. Les professions très qualifiées correspondent aux emplois classés dans les grands groupes 1, 2 et 3 de la CIP88, c'est-à-dire les membres de l'exécutif et des corps législatifs, les cadres supérieurs de l'administration publique et les dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise (groupe 1), les professions intellectuelles et scientifiques (groupe 2) et les professions intermédiaires (groupe 3). Les professions moyennement qualifiées correspondent aux emplois classés dans les grands groupes 4, 7 et 8 de la CIP88, soit les employés de type administratif (groupe 4), les artisans et ouvriers des métiers de type artisanal (groupe 7), et les conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage (groupe 8). Les professions peu qualifiées correspondent aux emplois classés dans les grands groupes 5 et 9 de la CIP88, à savoir le personnel des services et les vendeurs de magasin et de marché (groupe 5), et les ouvriers et employés non qualifiés (groupe 9). Le grand groupe 6 de la CIP88 (agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche) n'est pas pris en compte.

Source : CEDEFOP (2017), « Forecasting skill demand and supply », Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, <http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/projects/forecasting-skill-demand-and-supply/>.

L'un des principaux instruments de politique active du marché du travail correspond aux programmes de travaux d'intérêt public administrés par le ministère de l'Intérieur et mis en place par les communes. Leur envergure est en cours de réduction, à un rythme modéré. Ces programmes prévoient le versement de salaires supérieurs aux transferts sociaux et ils ont obtenu de bons résultats dans la lutte contre la pauvreté, mais moins en tant que politique active du marché du travail (PAMT), car jusqu'à une période récente, seuls 10 % à 12 % des inscrits ont ensuite trouvé un emploi sur le marché primaire du travail. Depuis le début de 2017, cette proportion est passée à 19 %, en partie grâce à l'augmentation des perspectives d'emploi. Le gouvernement devrait mettre à profit la situation favorable sur le marché du travail pour réduire plus rapidement l'échelle des programmes et concentrer leur utilisation dans les régions rurales défavorisées afin de lutter contre la pauvreté.

Ces programmes pourraient se révéler efficaces en tant que PAMT, à condition que la responsabilité en soit transférée au ministère responsable de l'emploi, de manière à renforcer les liens avec les autres programmes de PAMT et les institutions du marché du travail. De plus, le secteur privé pourrait être associé à leur mise en œuvre, afin de renforcer les activités qui correspondent mieux aux exigences du marché primaire du travail. En outre, leur contenu en termes de formation pourrait être encore amélioré et mieux adapté aux qualifications exigées sur ce marché. Accompagner ces dispositifs de mesures en faveur de la mobilité permettrait d'améliorer encore la transition vers le marché primaire

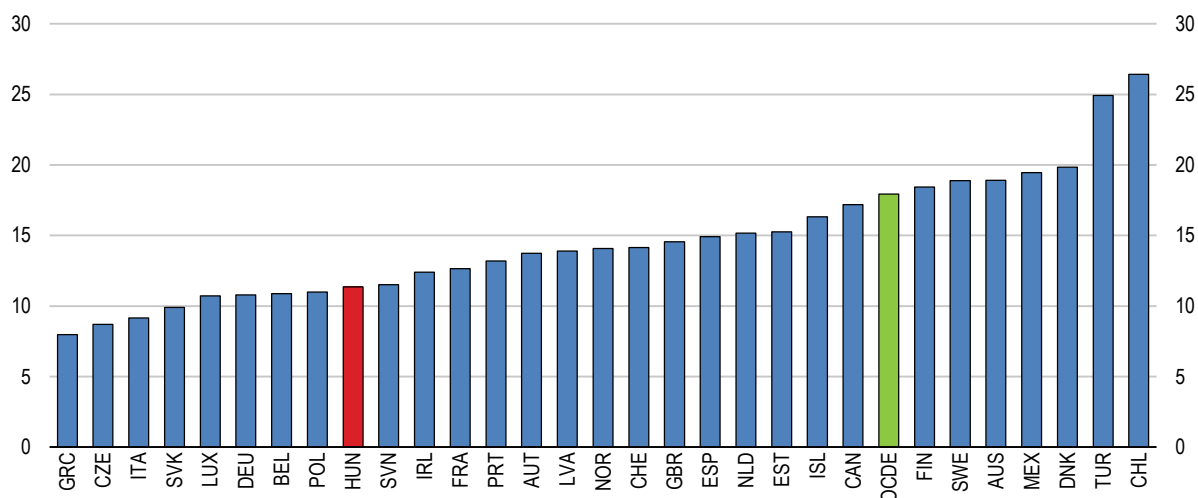
du travail, dans la mesure où un grand nombre des inscrits peu qualifiés vivent dans des zones rurales où l'activité économique est limitée.

Compte tenu de la raréfaction croissante de la main-d'œuvre et de la restructuration continue de l'économie, il est de plus en plus important d'améliorer la répartition des ressources (de main-d'œuvre) pour soutenir la croissance. La mobilité de la main-d'œuvre est relativement faible malgré la souplesse des institutions du marché du travail (graphique 30). En revanche, le processus de répartition est entravé par un manque de mobilité géographique. Cela tient à la rigidité du marché du logement (seuls 7 % des ménages ont changé de logement en deux ans – soit moins d'un tiers du taux observé dans les pays nordiques), où dominent les propriétaires-occupants, et à la piètre qualité des infrastructures routières secondaires et tertiaires, qui alourdit le coût des trajets domicile-travail (McGowan, 2015). Le segment locatif du marché du logement est très restreint (et de plus en plus destiné aux plus hauts revenus) et le gouvernement devrait s'assurer que la fiscalité des investissements dans le marché locatif privé et dans les logements occupés par leur propriétaire est neutre.

La courte durée de versement des allocations chômage, de 3 mois, incite à l'exercice d'une activité. Cela étant, cette courte durée a également pour effet de réduire les incitations à la recherche d'un emploi et à l'appariement entre les offres et les demandes d'emploi, ce qui contribue aux inadéquations sur le marché du travail (graphique 31). Ce problème d'inadéquation est en partie cyclique, les employeurs éprouvant de plus en plus de difficultés à trouver des travailleurs qualifiés. À l'inverse, la très faible durée d'indemnisation du chômage ne donne pas suffisamment de temps aux demandeurs d'emploi pour trouver un poste correspondant à leurs qualifications. Une prolongation de cette durée, jusqu'à 6 mois, par exemple, permettrait de remédier à ce problème. De plus, les incitations à la recherche d'un emploi pourraient être renforcées par une diminution des allocations dans le temps, associée à une aide à la mobilité pour les entretiens et pendant la première phase de la reprise d'activité.

Graphique 31. La mobilité de la main-d'œuvre est relativement faible

Taux des cessations d'emploi, %, 2016¹

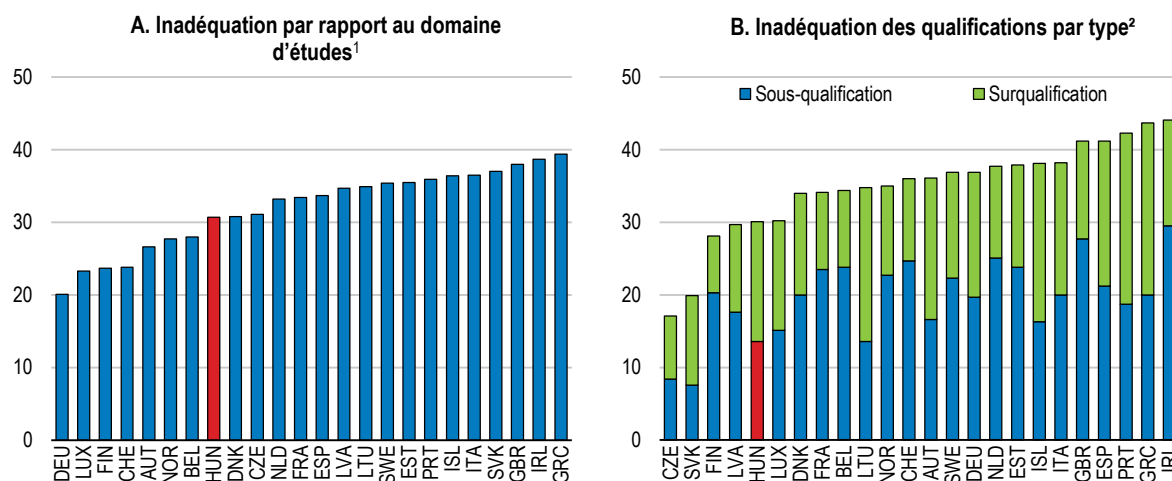


1. 2015 pour l'Australie et le Danemark. Les données correspondent à la différence entre le taux d'embauche et les variations nettes de l'emploi.

Source : OCDE (2018), Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données).

Graphique 32. Il est possible de réduire encore l'inadéquation des compétences

En % de l'ensemble des travailleurs, 2015



1. Il y a inadéquation par rapport au domaine d'études lorsque les travailleurs sont employés dans un domaine différent de celui dans lequel ils se sont spécialisés.

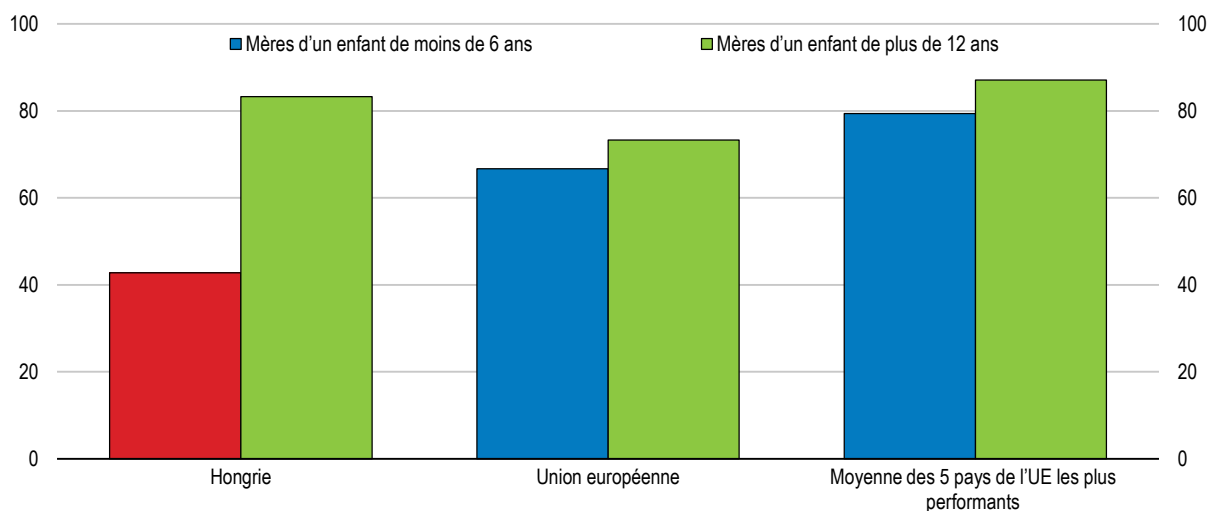
2. Il y a inadéquation des qualifications lorsque les travailleurs ont un niveau d'études supérieur ou inférieur à celui requis par leur poste. Si leur niveau d'études est supérieur à celui qui est demandé, les travailleurs sont considérés comme étant surqualifiés ; dans le cas contraire, ils sont considérés comme étant sous-qualifiés.

Source : OCDE (2018), Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données).

La situation des femmes sur le marché du travail s'est sensiblement améliorée, revenant à bien des égards à celle qui prévalait avant la transition, marquée par un fort taux d'activité des femmes et une égalité hommes-femmes dans l'éducation (Avlijas, 2016) (United Nations Development Fund for Women, 2006) (Czibere, 2014). En 2016, le taux d'emploi des femmes avait atteint un nouveau sommet proche de 60 %, un chiffre similaire à la moyenne de l'UE, mais inférieur de plus de 10 points à celui des pays les plus performants. Les mères de jeunes enfants (de moins de 6 ans), dont le taux d'emploi est nettement plus bas, font toutefois exception (graphique 32) (OECD, 2018c). Cette situation est due à un congé qui peut durer jusqu'à trois ans (soit six mois de congé de maternité, 18 mois de congé parental et une année supplémentaire indemnisée à taux réduit). Le système de crèches est en cours d'expansion, comme recommandé dans l'*Étude* antérieure (tableau 9). Le taux d'inscription y est actuellement de 17,5 %, soit un niveau supérieur à celui observé dans des pays comparables à la Hongrie, mais il reste toujours inférieur à la moitié de la moyenne de l'OCDE, ce qui contraint souvent les mères à prendre l'intégralité de leur congé (Gábos, 2017) (Századvég, 2016). De plus, le jardin d'enfants est désormais obligatoire à partir de 3 ans (si bien que le taux d'inscription est passé à 95,7 %, dépassant ainsi le niveau de référence de l'UE de 95 %), mais les horaires d'ouverture sont souvent stricts (soit 8 heures conformément aux prescriptions législatives, et les jardins d'enfants ferment habituellement de bonne heure), ce qui ne facilite pas l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée (Hermann, Bobkov and Csoba, 2014).

Graphique 33. Le taux d'emploi des mères de jeunes enfants est relativement faible

En % de la population féminine d'âge actif, 2017¹



1. Les données concernent la population de 15 à 64 ans.

Source : Eurostat (2018), « Égalité entre les sexes », Base de données d'Eurostat.

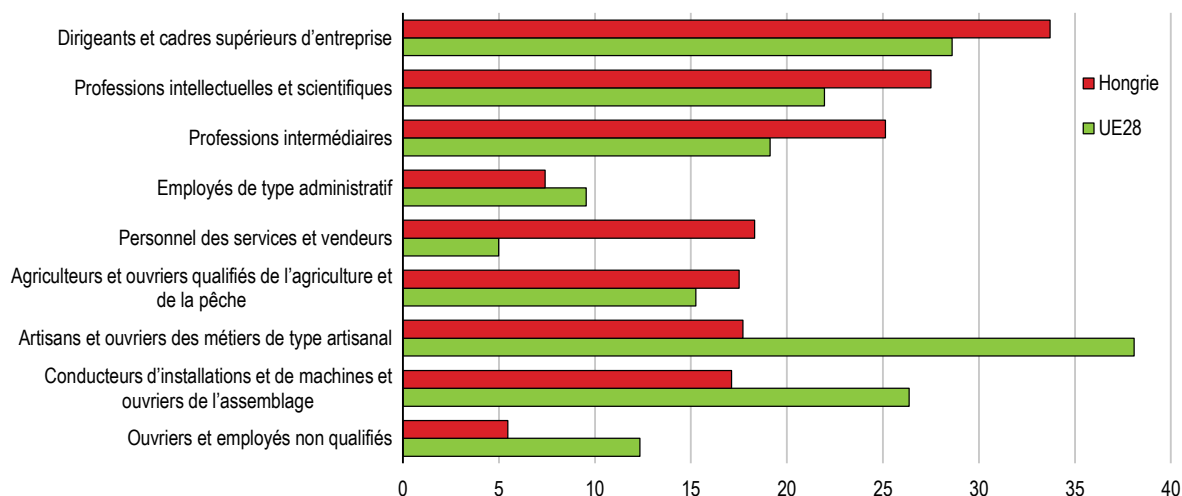
L'écart global entre les hommes et les femmes est de 9 % – soit inférieur de 5 points à la moyenne de l'UE. Toutefois, la longueur des congés qui peuvent se cumuler en cas de maternité réduisent les incitations à recruter des femmes jeunes et nuisent à leurs perspectives de carrière, ce qui accentue l'écart de salaire entre les hommes et les femmes à mesure que les exigences en matière d'éducation et de compétences se renforcent (graphique 33). Le programme à points Famille et Carrière nouvellement mis en place offre aux mères de familles qui reprennent un emploi des dispositifs de formation, d'accompagnement et de tutorat. Néanmoins, l'accentuation de l'écart entre hommes et femmes transparaît aussi dans un écart relativement grand dans le quintile de revenu supérieur, avec une différence de rémunération de 34 % entre les hommes et les femmes aux postes de direction – c'est l'écart le plus marqué dans l'UE (Sik, Csaba and Hann, 2013) (Szabó, 2017). En effet, un tiers des entreprises sont dirigées par une femme, mais on trouve peu de femmes aux postes de direction bien rémunérés dans les grandes entreprises (Bisnote, 2017).

Tableau 9. Recommandations passées sur le marché du travail

Recommandations figurant dans les <i>Études</i> précédentes	Mesures prises
<p>Diminuer encore le coin fiscal sur les bas salaires et mieux cibler les réductions existantes des cotisations de sécurité sociale.</p> <p>Éviter de revaloriser le salaire minimum plus que ne le justifie l'évolution de l'inflation et de la productivité, voire envisager de le geler pendant un certain temps.</p>	<p>Le coin fiscal a été réduit par une diminution des cotisations sociales patronales de 28 %. En 2018, la déduction familiale de base pour les familles de deux enfants a été augmentée de 17 %.</p> <p>L'accord tripartite sur les salaires signé en 2016 pour six ans prévoyait une revalorisation du salaire minimum et du salaire minimum garanti pour les travailleurs qualifiés de 15 % et 25 % en 2017, respectivement, et de 8 % et 12 % en 2018. Parallèlement, les cotisations patronales de sécurité sociale ont été abaissées.</p>
<p>Améliorer la réintégration des participants aux programmes de travaux d'intérêt public.</p>	<p>Depuis 2018, des ONG coopérant avec le Service public de l'emploi (SPE) proposent : a) des services de conseil et de mentorat ; et b) des prestations financières pour les demandeurs d'emploi défavorisés afin de faciliter leur retour sur le marché du travail.</p> <p>Le programme « Des travaux d'intérêt public au marché primaire du travail » de 2017 encourage les participants à trouver un emploi sur ce marché en leur versant des prestations.</p>
<p>Améliorer l'évaluation de l'efficacité des programmes de formation existants pour mieux appairer différentes catégories de participants à des programmes de formation spécifiques.</p>	<p>Depuis 2016, le SPE a créé des plans d'action individuels pour tous les demandeurs d'emploi inscrits en fonction d'un profilage des bénéficiaires.</p>
<p>Durcir les conditions d'accès aux programmes de travaux d'intérêt public en mettant en place un système de profilage de manière efficace.</p>	<p>En 2016, un nouveau système de profilage des bénéficiaires a été mis en place pour améliorer le ciblage des programmes de travaux d'intérêt public.</p>
<p>Faciliter l'obtention des visas pour attirer des immigrants hautement qualifiés dans les domaines où il peut y avoir pénurie de compétences.</p>	<p>Aucune mesure prise.</p>
<p>Développer l'accueil des jeunes enfants.</p>	<p>Depuis janvier 2017, toutes les collectivités locales sont tenues d'organiser la mise en place de crèches lorsque de tels services sont exigés.</p>
<p>Réduire la durée effective du congé parental et promouvoir le congé de paternité.</p>	<p>Aucune mesure prise.</p>

Graphique 34. Les écarts de rémunération hommes-femmes augmentent parallèlement aux exigences en matière d'éducation et de compétences, contrairement à ce qui se produit dans l'UE

En % de la rémunération horaire moyenne des hommes, 2014¹



1. L'écart de rémunération hommes-femmes correspond à la différence entre la rémunération horaire moyenne des hommes et celle des femmes, divisée par la rémunération horaire moyenne des hommes. Les données concernant l'industrie, la construction et les services (exception faite de l'administration, de la défense et de la sécurité sociale obligatoire).

Source : Eurostat (2018), « Égalité entre les sexes », Base de données d'Eurostat.

Doper le taux d'emploi des jeunes mères de famille permettrait de soutenir la croissance, de préserver le capital humain, d'accroître les ressources de main-d'œuvre disponibles et d'augmenter le revenu des femmes au cours de leur vie, et en particulier leur retraite (OECD, 2012b) (Kinloch, 2015). La durée du congé en cas de maternité (3 ans) est longue en comparaison internationale. Dans les pays nordiques par exemple, la durée de congé rémunéré est d'un an au plus, or, les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes y sont parmi les plus bas de toute la zone OCDE. Les autorités devraient améliorer les incitations à l'activité des mères de famille, ce qui pourrait faire baisser la durée effective du congé parental. Il faudrait en parallèle renforcer les possibilités d'en transformer une partie en congé de paternité, comme le recommandait la dernière *Étude* (OECD, 2016a). Ces mesures devraient s'accompagner d'un vaste développement des structures de garde d'enfants, que l'on pourrait accélérer en incitant le secteur privé, par des allègements fiscaux, à proposer des crèches d'entreprise, comme c'est le cas en France. Le taux de l'impôt sur les sociétés s'élevant à 9 %, l'intérêt de ces allègements serait relativement faible et il faudra peut-être les compléter par des subventions plus directes, en plus des aides financières pour les crèches d'entreprise (Brosses, 2012) (Varga, 2016) (OECD, 2016a) (European Commission Staff Working Document, 2018).

Les mères qui occupent un emploi ont aussi besoin d'une plus grande souplesse dans l'organisation de leur travail afin de trouver un équilibre acceptable entre vie professionnelle et vie privée. Le gouvernement a déjà abaissé les cotisations de sécurité sociale pour les employeurs qui recrutent des mères de jeunes enfants, autorisé les mères qui travaillent à toucher des indemnités de maternité au-delà du premier anniversaire de l'enfant et contraint les employeurs à permettre aux mères de famille de reprendre leur activité à temps partiel. Ce dernier point, toutefois, pourrait dissuader les entreprises

d'embaucher des femmes jeunes, en particulier les PME, ou orienter les femmes vers des parcours professionnels différents et moins intéressants (dits « de mère de famille »).

Il serait plus judicieux d'assouplir l'organisation du travail au regard des horaires quotidiens, du télétravail, etc. de manière à satisfaire les besoins des employeurs comme des salariés. Le code du travail prévoit certaines souplesses, comme le droit au temps partiel pour les personnes ayant des enfants. De plus, l'Union européenne co-finance des programmes destinés à promouvoir la flexibilité de l'emploi dans les PME. Pourtant, seule une part infime des travailleurs possèdent de tels droits. Dans d'autres pays (le Royaume-Uni, la Belgique ou l'Allemagne), les salariés ont le droit de demander à bénéficier d'un horaire de travail assoupli. Le secteur public pourrait aussi donner l'exemple en créant un environnement de travail flexible et inclusif (OECD, 2016b).

L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pourrait être encore amélioré par une répartition plus équitable de la prise en charge des enfants, comme c'est le cas en Allemagne, où le congé du deuxième parent vient s'ajouter au congé global (Unterhofer and Wrohlich, 2017). Les travaux publiés ont laissé entrevoir d'autres problèmes, comme l'absence de modèle (ILO, 2016) ou les stéréotypes existant dans le système éducatif (United Nations, 2016). Le conseil en gestion de carrière ou des règles de représentation au sein des conseils d'administration pourraient remédier à ces problèmes (Wade et al., 2010) (Thomas, 2016). Les difficultés rencontrées pour trouver le juste équilibre entre vie professionnelle et vie privée dans le cadre du développement économique dynamique de la Hongrie montrent qu'il est nécessaire d'approfondir les recherches dans ce domaine.

La population vieillit

Le vieillissement de la population va entraîner un doublement du taux de dépendance économique sur les 50 prochaines années, en raison de l'augmentation du nombre de retraités vivant plus longtemps (l'espérance de vie devrait s'allonger de 10 ans). Cette évolution exerce une pression à la hausse sur les dépenses publiques (tableau 10) (European Commission, 2018b). À moyen terme, celles-ci devraient en réalité s'inscrire en recul exprimées en pourcentage du PIB, parce que du fait de l'indexation des prix, les dépenses de retraite progresseront moins vite que le PIB nominal. Selon des travaux de l'OCDE, toutefois, les coûts liés au vieillissement pourraient s'alourdir plus encore si l'on tient compte des pressions supplémentaires qui s'exercent dans ce domaine. Cette situation s'explique par le fait que les salaires du secteur des services ont tendance à progresser plus vite que la productivité, ainsi que par l'introduction de technologies plus coûteuses, notamment, dans le secteur de la santé. Cela pourrait entraîner une hausse des dépenses liées au vieillissement plus de deux fois supérieure aux prévisions de l'UE, et des hausses supérieures à la moyenne dans l'OCDE (graphique 34 ; tableau 10) (Guillemette and Turner, 2018). De plus, les projections du Groupe de travail sur le vieillissement de la population (AWG) reposent sur des hypothèses d'évolution des variables clés. Par exemple, si le taux de fécondité n'augmente pas comme prévu, les dépenses pourraient être plus élevées, à hauteur de 1.9 % du PIB, en 2070. De même, si l'espérance de vie s'allonge de deux ans de plus qu'anticipé, la progression des dépenses pourrait être plus forte, à hauteur de 0.6 % du PIB, en 2070.

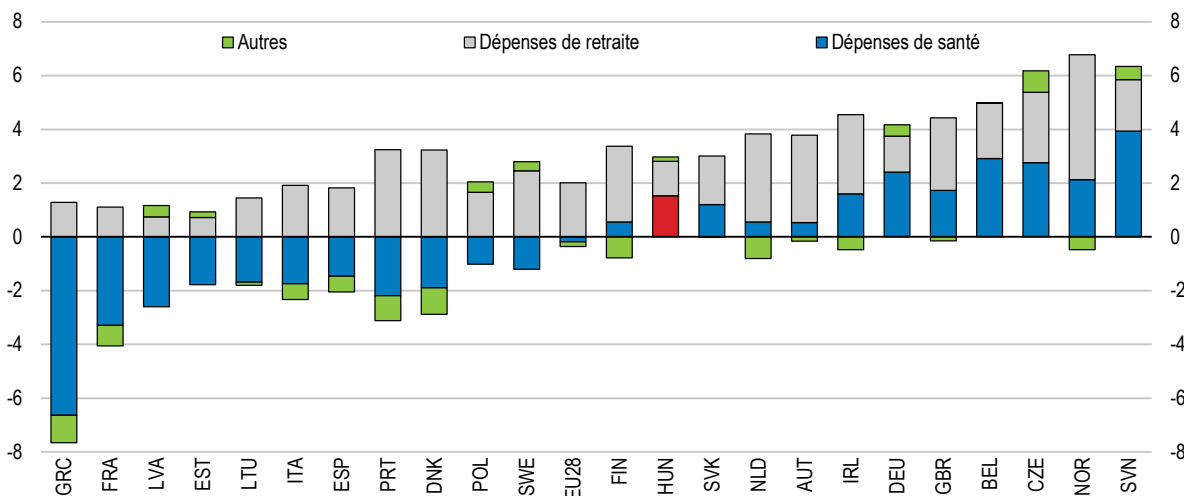
Tableau 10. Les dépenses liées au vieillissement devraient augmenter

En % du PIB

	2020	2030	2040	2050	2060	2070
Total des retraites publiques	9.0	8.4	9.4	10.6	11.1	11.2
dont :						
Pensions de vieillesse et retraites anticipées	7.4	7.0	8.2	9.5	10.1	10.2
Pensions d'invalidité	0.7	0.7	0.7	0.6	0.5	0.6
Pensions de réversion	0.8	0.6	0.5	0.4	0.4	0.4
Autres	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Prévisions de dépenses de soins de santé ¹	5.1	5.4	5.6	5.8	5.8	5.7
Dépenses de soins de longue durée en % du PIB ¹	0.7	0.8	0.9	1.0	1.1	1.1
Total des dépenses liées au vieillissement	14.8	14.6	15.9	17.4	18.0	18.0
Taux de dépendance économique (15-64 ans)	31.3	35.2	41.8	49.1	53.2	52.0

1. Scénario de référence de l'AWG.

Source : Commission européenne (2018), « The 2018 Ageing Report - Economic & Budgetary Projections for the 28 EU Member States (2016-2070) », Direction générale des affaires économiques et financières, Document institutionnel 079, Luxembourg.

Graphique 35. Pressions exercées sur les dépenses de vieillesse selon des hypothèses moins optimistesVariation des recettes primaires entre 2018 et 2060, en points du PIB potentiel¹

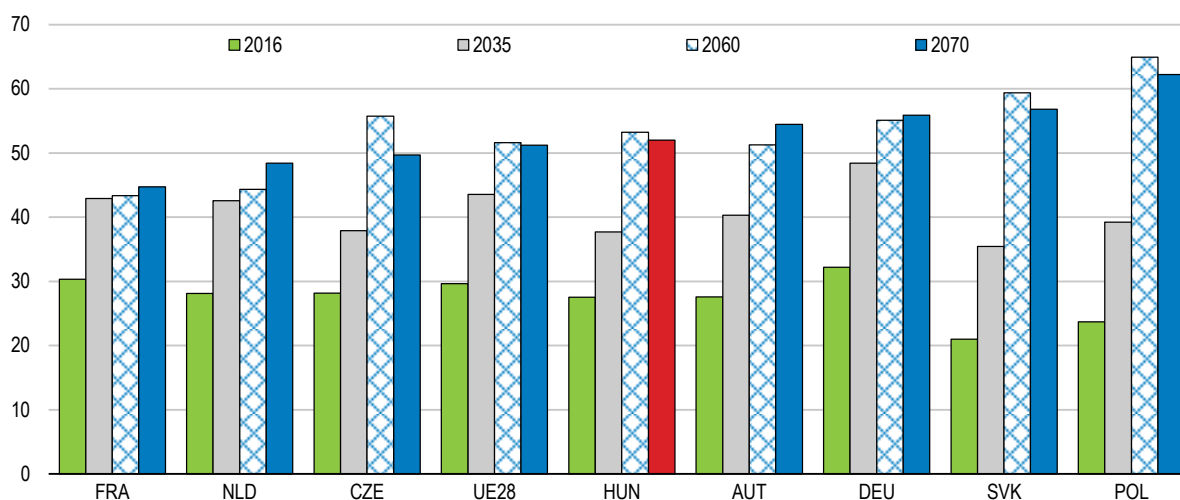
1. Les prévisions de dépenses de santé correspondent à un scénario de « tensions sur les coûts » dans la partie A et de « maîtrise des coûts » dans la partie B. La catégorie « Autres dépenses primaires » correspond pour l'essentiel à l'impact de l'évolution du ratio emploi/population. La catégorie « Autres facteurs » correspond pour l'essentiel à l'écart initial entre les revenus primaires et le niveau qui permettrait de stabiliser le ratio dette/PIB, mais aussi à l'évolution des taux de croissance du PIB sur la période visée par les prévisions.

Source : Guillemette, Y. and D. Turner (2018), « The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060 », OECD Economic Policy Paper n° 22, Éditions OCDE, Paris.

Le vieillissement va se produire en deux vagues, celle de la première génération, nombreuse, de l'après-guerre qui atteint actuellement l'âge de la retraite et une autre vague qui arrivera après 2030, accélérant la progression du taux de dépendance économique, lequel culminera à 53 % en 2060 – un niveau supérieur des deux tiers à celui d'aujourd'hui (graphique 35). La hausse attendue des dépenses liées au vieillissement qui en découle est comparable à la moyenne dans l'UE (AWG, 2018).

Graphique 36. Le taux de dépendance économique devrait culminer aux alentours de 2060

Nombre de plus de 65 ans pour 100 habitants de 15 à 64 ans



Source : Commission européenne (2018), « The 2018 Ageing Report - Economic & Budgetary Projections for the 28 EU Member States (2016-2070) », Direction générale des affaires économiques et financières, Document institutionnel 079, Luxembourg.

Le système de retraite s'articule autour d'un régime public obligatoire par répartition à prestations définies, lié à la rémunération. Pour les travailleurs qui ont accompli une carrière complète, ce système sert des prestations de retraite relativement satisfaisantes, le taux de remplacement avant impôt approchant les 60 % pour un salaire moyen (OECD, 2017d). Pour les autres, il existe un risque de pauvreté. En effet, un travailleur rémunéré au salaire minimum ne percevra au bout de 20 ans que 150 EUR environ par mois, signe que l'impact des interruptions de carrière sur les droits à retraite est plus élevé que partout ailleurs dans l'OCDE (OECD, 2017d). De plus, les retraites sont indexées sur les prix à la consommation, ce qui signifie qu'avec le temps, les prestations diminuent par rapport aux salaires, d'où un risque élevé d'inégalités de revenus croissantes entre les retraités et les salariés. Aujourd'hui, déjà, 20 % environ de l'ensemble des retraités touchent des prestations de retraite qui sont inférieures au seuil de pauvreté (défini comme la moitié du revenu médian) et 20 % d'entre eux des prestations inférieures à un niveau correspondant à 25 % au-dessus du seuil de pauvreté.

Pour remédier au problème de la pauvreté des personnes âgées, il faut s'attaquer aux retraites qui sont initialement basses et au recul des taux de prestations, comme cela a aussi été signalé dans les *Études* précédentes (tableau 11). Actuellement, les retraités qui n'ont pas acquis des droits suffisants dans le système public par répartition perçoivent des prestations sociales s'élevant à quelque 80 EUR par mois – soit un quart du montant correspondant au seuil de pauvreté (OECD, 2017c). Ces retraités peuvent prétendre aux prestations en espèces et en nature, même si au total, elles représentent généralement moins

d'un quart de leur revenu au titre des prestations. De plus, un certain nombre de retraités (dont la carrière a souvent été interrompue par la transition vers l'économie de marché) touchent une retraite minimum correspondant au double des prestations sociales, mais cette retraite minimum ne jouera aucun autre rôle à l'avenir que celui d'une référence pour réglementer les prestations sociales.

Tableau 11. Recommandations passées sur la réforme des retraites

Recommandations figurant dans les <i>Études précédentes</i>	Mesures prises
Prendre des mesures pour faire en sorte que l'âge de la retraite effectif augmente.	Aucune mesure prise.
Continuer de s'assurer que l'indexation des retraites n'entraîne pas de problème de pauvreté des personnes âgées.	Des primes de retraite ont été accordées en 2017 et 2018.
Étudier les options permettant de diversifier les sources de revenu pour les retraités.	À compter de 2019, les retraités actifs et leurs employeurs sont exonérés de cotisations de sécurité sociale.
Avancer le relèvement de l'âge légal de la retraite.	Le relèvement de l'âge de la retraite a été plafonné à 65 ans pour les hommes et les femmes.

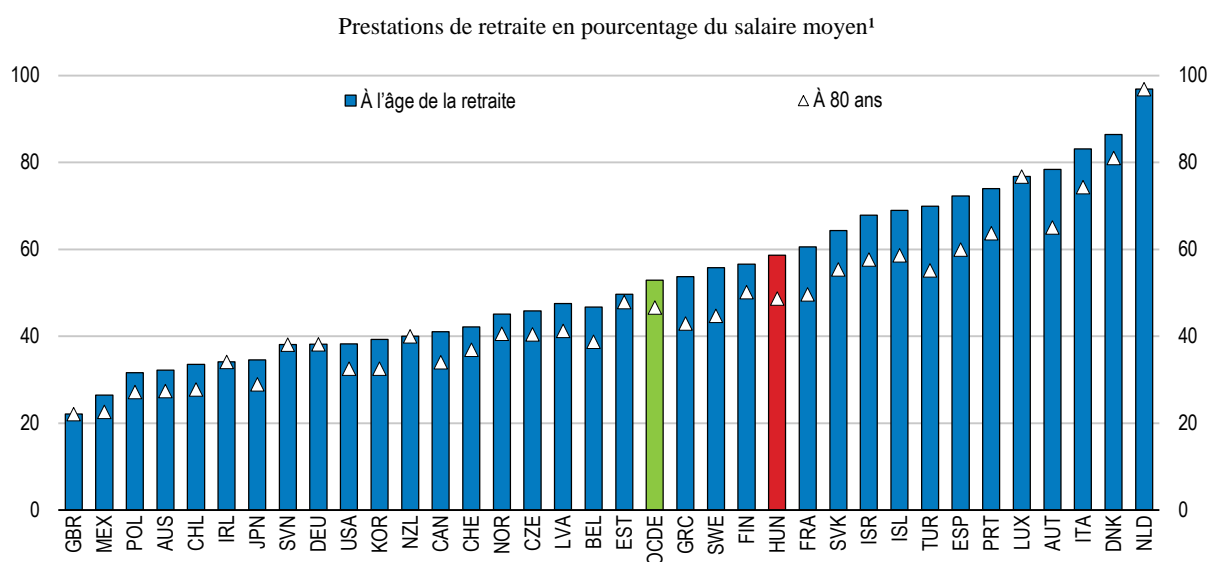
Le problème des retraites initialement basses pourrait être réglé par l'introduction d'une retraite publique de base pour tous, indépendamment des cotisations versées. Le coût budgétaire d'une telle mesure serait négligeable si cette retraite était égale à la retraite minimum (soit environ 90 EUR par mois à l'heure actuelle). Une retraite publique deux fois plus élevée coûterait moins de 0.1 % du PIB et pourrait être intégralement financée par le système de retraite avec un plafonnement des prestations à 150 % du salaire moyen. Fixer la retraite publique au niveau du seuil de pauvreté coûterait moins de 0.2 % du PIB. Néanmoins, il faudrait 42 années de cotisation aux travailleurs rémunérés au salaire minimum pour acquérir les droits requis pour une telle retraite, ce qui réduirait les incitations à exercer une activité. Le problème de la pauvreté relative des personnes âgées liée à l'indexation sur les prix pourrait être résolu en basculant vers une indexation sur les salaires. Toutefois, le coût correspondant pourrait atteindre 3 % du PIB d'ici 2070.

À l'avenir, la question de l'alourdissement des dépenses de retraite liées au vieillissement peut être abordée dans le cadre du système de retraite, en diminuant les prestations de retraite, en augmentant les cotisations ou en relevant l'âge légal (et effectif) de la retraite. Le taux de remplacement moyen pour une carrière complète au salaire moyen est légèrement supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE, mais il devrait être abaissé de 8 points (via une diminution des droits acquis) pour combler le déficit de financement entre les dépenses et les cotisations prévues (graphique 36). Cela augmenterait le risque de pauvreté des personnes âgées au lieu de le supprimer. Relever le taux des cotisations de sécurité sociale de 9 points (ce qui correspond à peu près aux réductions actuelles) permettrait de couvrir la hausse anticipée du coût des retraites, mais l'augmentation des charges produirait un effet négatif sur la croissance. En revanche, reculer peu à peu l'âge de la retraite à 70 ans permettrait de maintenir les dépenses de retraite à leur niveau actuel, soit à peine moins de 10 % du PIB, jusqu'en 2070 (European Commission, 2018b).

Une réforme récente des retraites prévoit de porter progressivement l'âge légal de la retraite à 65 ans d'ici 2022 et a supprimé la plupart des dispositifs de retraite anticipée. Indexer l'âge de la retraite obligatoire directement sur les gains d'espérance de vie après 2022 permettrait d'enrayer la hausse des dépenses même si l'allongement de l'espérance de vie est supérieur aux prévisions. Pour que cette mesure porte pleinement ses fruits, il faudrait supprimer la règle imposant aux salariés du secteur public de quitter leurs fonctions à l'âge légal de la retraite.

Le seul dispositif de retraite anticipée qui demeure permet aux femmes de partir en retraite après 40 années de cotisation (congés de maternité compris) sans décote. Jusqu'à présent, le taux de recours à ce dispositif a atteint chaque année jusqu'à 80 % des personnes y ayant droit. Si cette tendance se poursuit, les cotisations enregistreraient une baisse de près de 1 % du PIB d'ici 2070. Ce dispositif n'est pas neutre sur le plan actuariel, car aucune décote n'est appliquée en cas de retraite anticipée pour tenir compte du nombre moins important des années de cotisation ou du nombre supérieur de celles passées à la retraite. Pour obtenir cette neutralité, il faudrait supprimer l'exemption spécifiquement accordée aux femmes et faire en sorte que le système actuel qui favorise la poursuite de l'activité soit symétrique. Cela impliquerait de compenser la surcote (bonus) de 0.5 % du salaire pour chaque mois travaillé au-delà de l'âge légal de la retraite par une décote similaire (malus) en cas de retraite anticipée.

Graphique 37. Taux de remplacement bruts des retraites



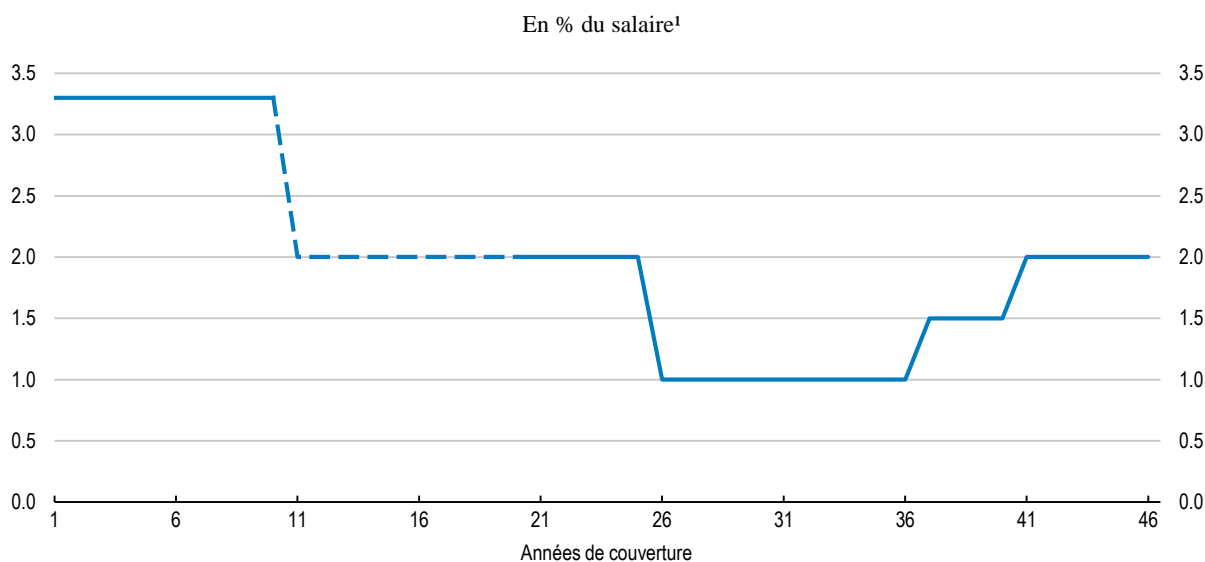
1. Prestations de retraites servies par les régimes de retraite publics et privés obligatoires.

Source : OCDE (2017), Panorama des pensions 2017 : Indicateurs de l'OCDE et du G20, Éditions OCDE, Paris.

À compter de 2019, les retraités actifs et leurs employeurs vont être exonérés de toutes les cotisations de sécurité sociale. Néanmoins, des mesures supplémentaires s'imposent pour favoriser la poursuite de l'activité. Ainsi, les salariés du secteur public devraient être autorisés à bénéficier de la surcote. Le fait qu'il soit quasiment impossible pour les travailleurs de calculer leurs prestations de retraite futures est aussi un problème. L'acquisition des droits à retraite n'est pas linéaire, les taux d'acquisition étant élevés en début et en fin de carrière et faibles le reste du temps (graphique 37). Un système linéaire d'acquisition des droits fondé sur le taux moyen actuel serait plus transparent et offrirait de meilleures incitations à exercer une activité. Le problème de la valorisation des salaires antérieurs, qui repose sur une évolution des salaires éminemment cyclique et se traduit par une forte variation des prestations de retraite des travailleurs ayant effectué des carrières similaires, mais prenant leur retraite à des époques différentes, doit aussi être résolu. Ce serait possible en indexant les retraites sur les salaires. Une solution partielle et moins coûteuse consisterait à fonder la valorisation sur une moyenne mobile des hausses de salaire des dernières années.

Outre le système par répartition, les retraites pourraient aussi être financées par un régime par capitalisation obligatoire (de type deuxième pilier). Toutefois, un régime de ce type a déjà été supprimé en 2010 en raison, notamment, de coûts d'exploitation importants. De plus, une telle option nécessiterait des taux de cotisation élevés. Les calculs de l'OCDE fondés sur un ensemble d'hypothèses prudentes indiquent que dans un tel système, les taux de cotisation devraient représenter pas moins de 9 % à 11 % des salaires pour couvrir le déficit de financement des retraites en 2070, entamant ainsi la compétitivité des coûts salariaux. De plus, d'un point de vue intergénérationnel, l'introduction d'un système relevant du deuxième pilier impliquerait que la génération actuelle de travailleurs devrait financer la retraite de la génération actuelle de retraités, et la sienne (en partie). Des incitations économiques renforcées, en particulier pour les employeurs, dans le cadre du troisième pilier, à savoir l'épargne-retraite facultative, pourraient aussi encourager le préfinancement privé, qui viendrait s'ajouter aux stratégies de préfinancement public. De telles mesures pourraient comprendre notamment des subventions forfaitaires et un abondement de l'État sur les cotisations (Italie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Turquie) (OECD, 2016c). Elles occasionnent souvent des coûts budgétaires substantiels, mais l'enjeu pour les retraites est tel que les pouvoirs publics doivent intervenir précocement en prenant différents types de mesure.

Graphique 38. Taux d'acquisition des prestations de retraite en fonction des années de couverture



1. La retraite liée à la rémunération correspond à 33 % du salaire moyen pour les dix premières années de cotisation, auxquels s'ajoutent, pour chaque année de couverture supplémentaire, 2 % de la 11^e à la 25^e année, 1 % de la 26^e à la 36^e année, 1.5 % de la 37^e à la 40^e année, et 2 % au-delà. Vingt années d'activité sont requises pour avoir droit à la retraite liée à la rémunération et à la retraite minimum.

Source : OCDE (2017), Panorama des pensions 2017 : Descriptifs pays - Hongrie, Éditions OCDE, Paris.

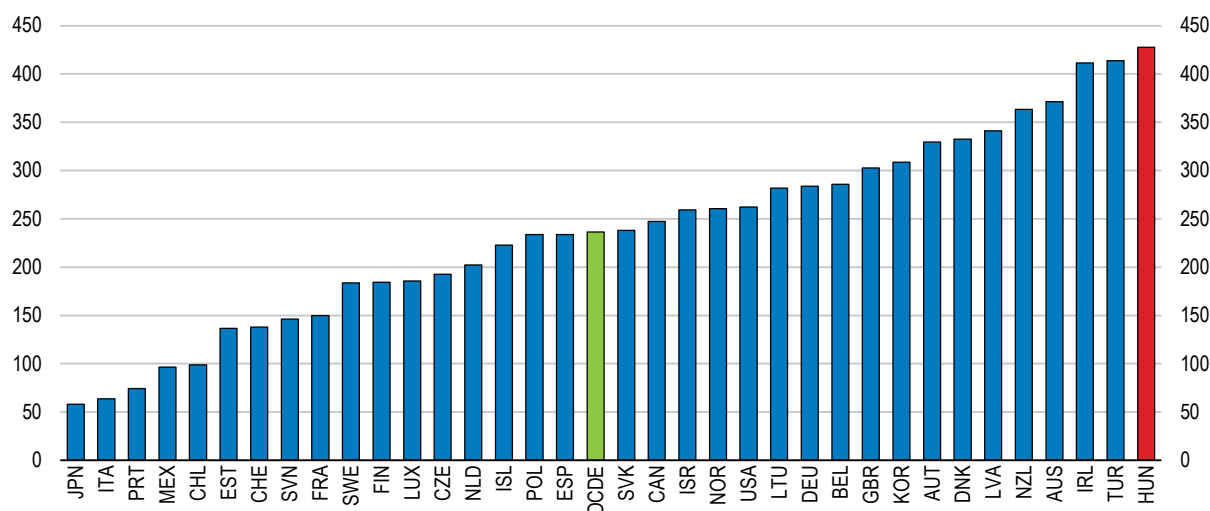
La pression qui pèsera à l'avenir sur les dépenses liées au vieillissement sera probablement plus forte dans les secteurs des soins de santé et des soins de longue durée si l'allongement de l'espérance de vie estimé à 10 ans, ce qui conduirait à une convergence avec les chiffres de l'UE, se concrétise. Dans les autres pays européens, les gains d'espérance de vie sont bien moindres, mais pour les soins de santé et les soins de longue durée, les prévisions font état de dépenses moyennes supérieures de 3.6 points à celles de la Hongrie.

Le système de soins de santé est extrêmement centralisé et recourt massivement à la planification, et très peu aux signaux de prix. Depuis leur introduction au milieu des années 1990, les groupes homogènes de malades (GHM) n'ont pas été révisés régulièrement pour rendre compte de l'évolution des coûts, ce qui les rend inefficaces en tant qu'instrument de pilotage. Au lieu de quoi, le ministère des Ressources humaines impose des contraintes budgétaires globales, mais comme il éponge aussi systématiquement la dette des hôpitaux, il s'agit désormais d'une contrainte budgétaire modérée. Un autre problème se pose à cet égard : les dirigeants des hôpitaux ne sont pas récompensés en cas d'amélioration de l'efficacité, si bien qu'ils hésitent à imposer un strict contrôle des coûts.

Seuls quelques hôpitaux ont été transformés en établissements de soins de longue durée, de sorte que les soins de santé en Hongrie sont essentiellement assurés par les hôpitaux. De plus, la durée moyenne des séjours hospitaliers a augmenté, contrairement à l'évolution observée dans d'autres pays, et le taux d'admissions hospitalières évitables est l'un des plus élevés parmi les pays de l'OCDE (graphique 38), signe que le secteur hospitalier est relativement inefficace. De plus, l'émigration du personnel de santé a entraîné des pénuries, et donc une inégalité d'accès aux soins, incitant le gouvernement à revoir à la hausse la rémunération des médecins, comme le recommandaient les *Études* précédentes (tableau 12). Les généralistes accomplissent de nombreuses tâches qui, dans d'autres pays, sont accomplies par des infirmières agréées. Les généralistes subissant une lourde charge de travail, un grand nombre de patients sont orientés vers des spécialistes, mais sans qu'il existe de système d'orientation digne de ce nom, si bien que les généralistes jouent un rôle modeste en tant que médecin référent et coordinateur de soins, et que le recours aux spécialistes est inefficace.

Graphique 39. Le nombre d'admissions hospitalières évitables est élevé

Taux standardisés selon l'âge et le sexe pour 100 000 habitants, 2015 ou dernière année disponible¹



1. Année 2012 pour la Hongrie. Les données correspondent au nombre d'admissions hospitalières, pour un diagnostic primaire d'asthme ou de bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO), de personnes âgées de 15 ans et plus pour 100 000 habitants. Les taux sont standardisés selon l'âge et le sexe en fonction de la population de l'OCDE de 2010 âgée de 15 ans et plus. Pour l'asthme et les BPCO, les données factuelles établissent clairement que les traitements sont efficaces et qu'ils peuvent être en grande partie administrés dans le cadre des soins primaires.

Source : OCDE (2017), *Panorama de la santé 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

Tableau 12. Recommandations passées sur les soins de santé

Recommandations figurant dans les <i>Études précédentes</i>	Mesures prises
Augmenter les salaires des médecins et du personnel médical	Depuis 2016, le salaire du personnel médico-social a été augmenté de plus de 50 %.
Améliorer les conditions de travail et remplacer les équipements médicaux archaïques en augmentant les dépenses d'investissement dans les soins de santé.	En 2018, un projet financé par l'UE (25 millions EUR) vise à améliorer les équipements médicaux des établissements.

À l'avenir, le système de soins de santé doit gagner en efficacité et mieux s'adapter à l'évolution de la demande de services de santé, ce qui passe par des hôpitaux moins nombreux, mais plus spécialisés et mieux équipés. Pour ce faire, les signaux de prix doivent jouer un rôle nettement plus important dans l'allocation des ressources. Les GHM incitent à faire une utilisation plus efficace des ressources hospitalières (OECD, 2016f). Toutefois, ils doivent être mis à jour régulièrement pour rendre compte de l'évolution du coût des traitements des patients. En parallèle, l'autonomie des hôpitaux, au regard de la définition de leurs besoins en termes d'approvisionnement et d'investissements, doit aussi être élargie. Dans le même temps, les soins ambulatoires, y compris les soins de jour, devraient être renforcés. De plus, il faut inciter davantage les généralistes à faire office de médecin référent en accroissant la part de la rémunération aux résultats (OECD/European Observatory on Health Systems and Policies, 2017)(OECD, 2016f). L'efficacité des soins primaires pourrait aussi être améliorée en favorisant plus avant l'installation des généralistes dans des cabinets de groupe (OECD/EU, 2016). Ces mesures permettront de renforcer l'efficacité, mais elles ne seront pas suffisantes pour financer l'allongement de l'espérance de vie. Il faut améliorer l'accès aux soins en actualisant et en définissant

clairement un programme de soins de santé de base ne nécessitant pas de participation financière informelle.

L'organisation des soins de longue durée pour les personnes âgées est fragmentée entre les systèmes de soins de santé et d'aide familiale, avec une nette division entre les soins de santé et l'assistance pour les activités quotidiennes, et des règles parallèles de financement et d'admission. De plus, la plupart des soins de longue durée dispensés en établissement sont fournis par l'administration centrale et des ONG, tandis que les collectivités locales fournissent l'essentiel des soins à domicile. Or, cette organisation ne prend pas suffisamment en compte les chevauchements de fonctions, conduisant à des inefficiences et à un accès réduit, ce qui devrait être résolu en créant un système de soins de longue durée intégré (Czibere and Gal, 2010). Le gouvernement est en train de mettre en place des établissements d'un nouveau type qui offrent des soins plus intégrés. L'accès aux soins à domicile, qui sont bien souvent plus efficaces, est limité par des pénuries de main-d'œuvre dans les soins infirmiers à domicile et par des critères d'admission plus stricts et un financement réduit pour les aides ménagères à domicile. En conséquence, les prestations tendent à être assurées par des aidants informels ou par des établissements de soins de longue durée plus coûteux. L'offre d'options de soins de longue durée peut être développée en introduisant un système de prestations en espèces (sous conditions de revenu) et l'offre d'établissements de soins avec hébergement de qualité en créant un système de chèques-santé, permettant aux bénéficiaires de choisir entre des établissements concurrents.

Rendre la croissance plus verte impose de réduire les émissions de particules fines

Ces 20 dernières années, les émissions de CO₂ ont été considérablement réduites, d'où une intensité CO₂ relativement faible de la production (graphique 39, partie A). Cette diminution tient principalement à la restructuration de l'économie, en particulier la réduction d'échelle des industries lourdes. Elle s'explique aussi par le développement des énergies renouvelables (la biomasse, principalement), qui représentent 11 % des approvisionnements en énergie primaire en 2015 (graphique 39, partie B). Néanmoins, le potentiel d'utilisation de la biomasse atteint ses limites, nécessitant un report sur d'autres sources d'énergie renouvelable comme les technologies solaire, géothermique ou éolienne. En 2017, un nouveau dispositif d'aide aux énergies renouvelables (METÁR) a remplacé le précédent système des tarifs d'achat, en associant des tarifs d'achat, des primes d'achat et une procédure d'appel à la concurrence en fonction de la capacité des nouvelles centrales, ainsi que le recommandait l'*Étude* précédente (tableau 13) (OECD, 2018d). Les investissements dans la production d'énergies renouvelables pourraient être stimulés plus avant en supprimant les obstacles non financiers en place, comme des spécifications techniques strictes, ou en améliorant l'intégration de la production de ces énergies dans le réseau électrique.

Tableau 13. Recommandations passées sur la croissance verte

Recommandations figurant dans les <i>Études</i> précédentes	Mesures prises
Recourir davantage aux tarifs d'achat et organiser des adjudications sur offres concurrentes pour les projets relatifs aux énergies renouvelables.	Le nouveau dispositif d'aide aux énergies renouvelables (METÁR) a été introduit en 2017, en associant des tarifs d'achat, des primes d'achat et une procédure d'appel à la concurrence.
Taxer plus lourdement la consommation d'énergie, consacrer davantage d'efforts à l'installation de compteurs individuels et au contrôle de la consommation et sensibiliser les consommateurs aux avantages des investissements dans les économies d'énergie.	Depuis 2017, les fournisseurs d'énergie ont droit à un abattement fiscal pour l'installation de bornes de recharge électrique.

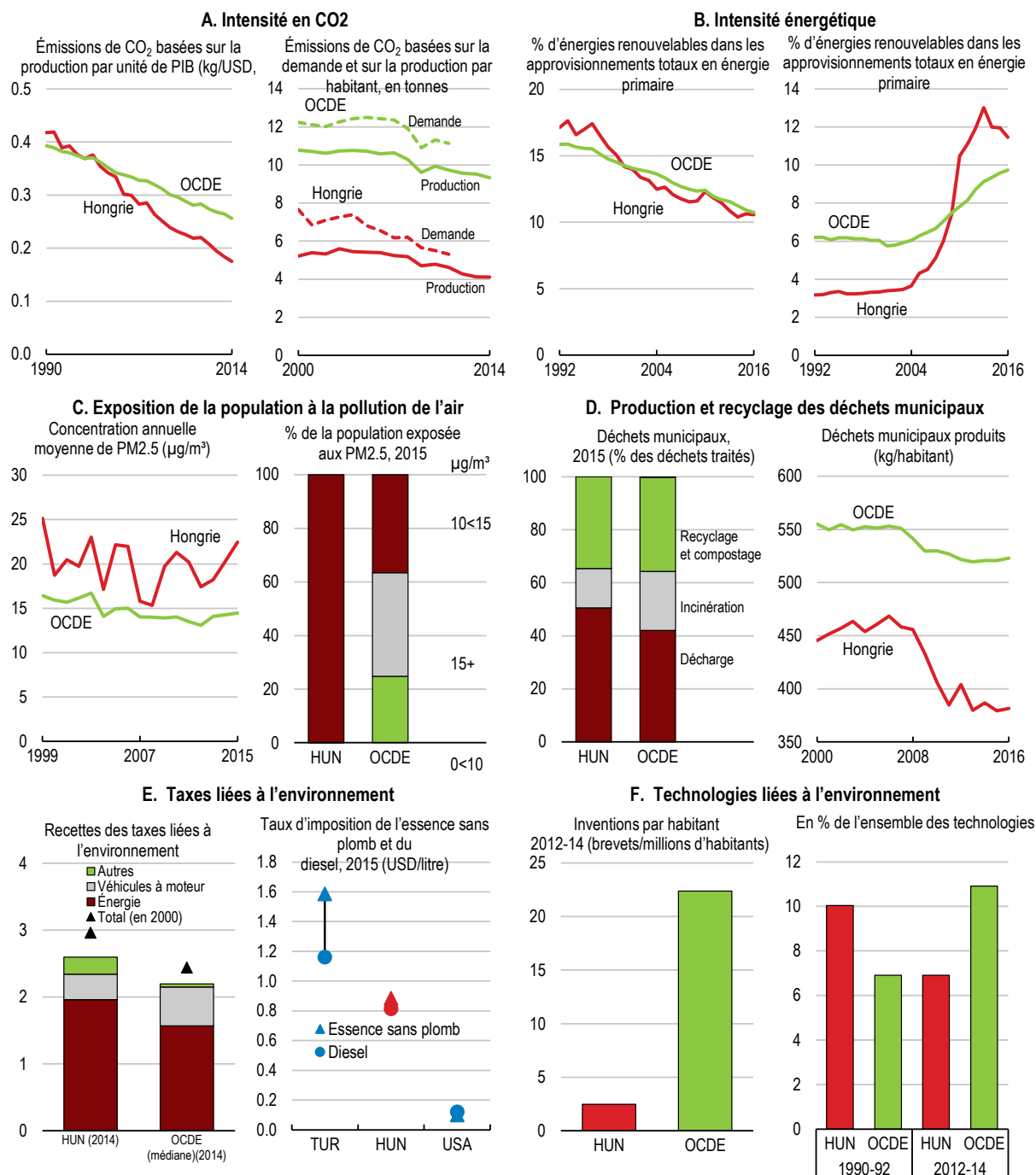
On observe une évolution inquiétante, à savoir le niveau important et croissant des émissions de particules fines, qui ont de lourdes répercussions sur la santé (graphique 39, partie C). En effet, le taux de mortalité dû en Hongrie à l'exposition à la pollution de l'air est parmi les plus élevés au sein de l'OCDE, le nombre de décès prématurés imputables à la pollution de l'air extérieur étant estimé à 9 000 environ par an, ce qui alourdit les dépenses de soins de santé (OECD, 2018) (OECD, 2014d). La baisse de la productivité de la main-d'œuvre et des rendements agricoles compte aussi parmi les effets négatifs de la pollution de l'air extérieur (OECD, 2016e).

L'augmentation des émissions de particules fines résulte de l'expansion de la flotte de véhicules anciens (l'âge moyen des véhicules est de près de 15 ans), la plupart des nouvelles acquisitions concernant des voitures usagées importées, et de la progression du transport routier de marchandises. Le Programme 2015 pour la mobilité électrique promeut l'utilisation des véhicules électriques, mais bénéficie essentiellement aux ménages dont les revenus sont relativement élevés. Pour favoriser le renouvellement de la flotte, le programme devrait être complété par des péages routiers et des taxes prenant en compte les performances environnementales des véhicules. Des initiatives visant à réduire les embouteillages dans le centre-ville, y compris l'introduction de péages de congestion, ainsi que de nouvelles mesures destinées à renforcer les transports publics et encourager les modes de transport doux réduiraient la pollution de l'air et doperaient la productivité (OECD, 2015d).

Les systèmes de chauffage obsolètes installés dans quelque 80 % des bâtiments existants constituent également un facteur de risque en termes d'émissions de particules (OECD, 2018d). De plus, de nombreux ménages – pauvres, en particulier – utilisent illégalement des déchets ménagers pour se chauffer et pour cuisiner, un tiers de ces déchets étant utilisés à de telles fins selon les estimations (OECD, 2018d) (Ministry of Human Resources, 2017) (Mihalicz, 2016). Le gouvernement devrait adopter des mesures ciblées pour réduire sensiblement les émissions de particules dues au chauffage résidentiel, par exemple en accélérant et en élargissant le remplacement des systèmes de chauffage inefficients et à fortes émissions en octroyant des subventions aux ménages défavorisés.

Graphique 40. Indicateurs de croissance verte : Hongrie

Graphique 0.41. Green growth indicators: Hungary



Source : OCDE (2018), Indicateurs de croissance verte (base de données). On trouvera les métadonnées détaillées à l'adresse suivante : <http://stats.oecd.org/wbos/fileview2.aspx?IDFile=7ad102dd-e16d-4da0-a20c-624582b9984e>.

Références

- Ahrend, R. et al. (2017), *What Makes Cities more Productive? Agglomeration economies and the role of urban governance: Evidence from 5 OECD Countries*, OECD Publishing, Paris.
- APS Investment (2017), *Az APS felvásárolja a Mark Zrt-t a Magyar Nemzeti Banktól*, <http://global.aps-holding.com/hu/2017/04/10/aps-will-acquire-mark-zrt-central-bank-hungary-2/>.
- Avlijas, S. (2016), “Vicious and virtuous cycles of female labour force participation in post-socialist Eastern Europe”, *LSE Europe in Question Discussion Paper Series*, Vol. 119/2016, <http://www.lse.ac.uk/europeanInstitute/LEQS%20Discussion%20Paper%20Series/LEQSPaper119.pdf>.
- AWG (2018), *Ageing Report: Economic and budgetary projections for the 28 Member States (2016-2070)*.
- Baláz, É. and P. Gal (2016), “The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework”, *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2016/1.
- Baláz, É. (2017), *The quantification of structural reforms: taking stock of the results for OECD and non-OECD countries*.
- Bania, A. et al. (2017), “Impact evaluation of EU subsidies for economic development on the Hungarian SME sector”, *MNB Working Papers* 8.
- Bartolini, D., S. Stossberg and H. Blöchliger (2016), “Fiscal Decentralisation and Regional Disparities”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1330, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jlpq7v3j237-en>.
- Bisnode (2017), *Lassuló növekedés a női vezetők és tulajdonosok arányában 2017-ben*, <https://www.bisnode.hu/tudastar/gondolatok/lassulo-novekedes-a-noi-vezetok-es-tulajdonosok-aranyaban/>.
- Bisztray, M. (2016), “The effect of FDI on local suppliers: Evidence from Audi in Hungary”, *Centre for Economic and Regional Studies - HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES*, Vol. MT-DP - 2016/22/Discussion Papers, <http://www.econ.core.hu/file/download/mtdp/MTDP1622.pdf>.
- Broadway, R. and S. Dougherty (2018), *Decentralisation in a Globalised World: Consequences and Opportunities*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/22265848>.
- Brosses, M. (2012), *Work-Family Balance. Good practices from France*, <http://www.un.org/esa/socdev/family/docs/egm12/PAPER-DESBROSSES.pdf>.
- Central Bank of Hungary (2018), *Considerations behind the launch of the Funding for Growth Scheme Fix (FGS Fix) an.*

- Central Bank of Hungary (2018), *Future Strategic Framework for the set of unconventional monetary policy instruments affecting short-term yields*.
- Central Bank of Hungary (2018), *Inflation Report June 2018*.
- Central Bank of Hungary (2018), *Press release on the Monetary Council meeting of 18 September 2018*.
- Cseres-Gergely, Z. (2017), “Expenditure responses, policy interventions and heterogeneous welfare effects in Hungary during the 2000s”, *Institute of Economics, Centre for Economic and Regional Studies, Hungarian Academy of Sciences MT-DP-2017/4*.
- Czibere, I. (2014), “The Disadvantages of Women on the Labour Market in Hungary”, *International Journal of Gender and Women's Studies*, Vol. 2/3, pp. 37-47.
- Czibere, K. and R. Gal (2010), “The long-term care system for the elderly in Hungary”, *European Network of Economic Policy Research Institutes*, Vol. ENEPRI Research Report No. 79, June, <http://www.ancienlongtermcare.eu/sites/default/files/ENEPRI%20RR%20No%2079%20Hungary.pdf>.
- Égert, B. (2018), “The quantification of structural reforms”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1482, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/6d883be1-en>.
- Endresz, P. and P. Bauer (2017), “Corporate Investment in Hungary -- Stylised Facts on Micro Data”, *MNB Occasional Papers* 131.
- European Commission (2018a), *Assessment of the 2018 Convergence Programme for Hungary*.
- European Commission (2018b), *The 2018 Ageing Report*.
- European Commission Staff Working Document (2018), *Assessment of progress on structural reforms, prevention and correction of macroeconomic imbalances, and results in the in-depth reviews under Regulation (EU) No1177/2011*.
- European Union, D. (2018), *Study and Reports on the VAT gap in the EU-28 Member States: 2018 Final Report*, https://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/2018_vat_gap_report_en.pdf.
- Eurostat (2018), *Job Vacancy Statistics*, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Job_vacancy_statistics (accessed on 2 July 2018).
- Eurostat (2018), *The extent of contingent liabilities and non-performing loans in the EU Member States*, <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/8624398/2-29012018-AP-EN.pdf/ee504046-6ccc-4b79-8dfb-7a5e1d38328f>.
- Fall, F. and J. Fournier (2015), “Macroeconomic uncertainties, prudent debt targets and fiscal rules”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1230, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jrxv0bf2vmx-en>.

- Gábos, A. (2017), *Country Notes: Hungary*, http://www.leavenetwork.org/fileadmin/Leavenetwork/Country_notes/2017/Hungary.FINAL_9_may2017.pdf.
- Government of Hungary, M. (2017), *Convergence Programme of Hungary 2017-2021*.
- Guillemette, Y. and D. Turner (2018), “The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060”, *Economic Policy Paper N° 22 (forthcoming)*, Authorised for publication by Alvaro Pereira, Acting Chief Economist.
- Hajnal, G. and M. Ugrosdy (2015), “Use and Utilization of Performance Information in Hungary: Exemplary Cases from the Local-Government and the Higher-Education sectors”, *NISPAcee Journal of Public Administration and Policy*, Vol. 8/No. 2, pp. 23-48.
- Hermann, P., V. Bobkov and J. Csoba (2014), *Labour Market and Precarity of Employment: Theoretical Reflections and Empirical Data from Hungary and Russia*.
- Hoffman, I. (2014), “The Changes of the Roles for the Hungarian Counties: Towards a One and a Half-Tier System”, *Lex Localis - Journal of Local Self-Government*, Vol. 12/No. 3, pp. 393-415.
- Humphrey, J. and H. Schmitz (2002), “How does insertion in global value chains affect upgrading in industrial clusters?”, *Regional studies*, Vol. 36/9, p. 1017–1027, <http://dx.doi.org/10.1080/0034340022000022198>.
- Hungarian Central Bank (2018), *Inflation report June 2018*, Magyar Nemzeti Bank.
- ILO (2016), *Women at Work. Trends 2016*.
- IMF (2018), *Hungary - 2018 Article IV Consultation - press release and staff report*, International Monetary Fund, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/08/03/Hungary-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-46151>.
- Jirasavetakul, L. and J. Rahman (2018), “Foreign Direct Investment in New Member States of the EU and Western Balkans: Taking Stock and Assessing Prospects”, *IMF Working Paper*, Vol. WP/18/187.
- Johansson, A. (2016), “Public Finance, Economic Growth and Inequality: A Survey of the Evidence”, *OECD Economics Department Working Paper N° 1346*.
- Kinloch, E. (2015), *The economic case for female labour market participation*.
- Kovacs, I. (2015), *AER Study on the state of regionalism in Europe - Country report on Hungary*, Institute for Regional Studies, Centre for Economic and Regional Studies, Department for Political and International Studies of the University of Pecs, Hungary.
- Magyar Nemzeti Bank (2017a), “KAMATKONDÍCIÓK” , <https://www.mnb.hu/letoltes/kv170919.pdf>.

- Magyar Nemzeti Bank (2017b), “75 milliárd forintra csökkent az MNB három hónapos betéti állománya”, <https://www.mnb.hu/sajtoszoba/sajtokozlomenyek/2017-evi-sajtokozlomenyek/75-milliard-forintra-csokkent-az-mnb-harom-honapos-beteti-allomanya>.
- Magyar Nemzeti Bank (2017c), Aranykönyv, 2016, <https://www.mnb.hu/letoltes/aranykonyv-2016.xls>.
- Magyar Nemzeti Bank (2017d), Túlteljesítették kkv-hitelezési vállalásaikat a Piaci Hitelprogramban résztvevő bankok, <https://www.mnb.hu/sajtoszoba/sajtokozlomenyek/2017-evi-sajtokozlomenyek/tulteljesitettek-kkv-hitelezesi-vallalasaikat-a-piaci-hitelprogramban-resztvevobankok>.
- Magyar Nemzeti Bank (2018a), Financial Stability Report (May 2018), <http://www.mnb.hu/letoltes/stability-report-may-2018-eng.pdf>.
- Magyar Nemzeti Bank (2018b), Hitelintézetek összesen, <http://www.mnb.hu/letoltes/hitelintezetek-osszesen.xls>.
- Magyar Nemzeti Bank (2018c), Trends in Lending, <http://www.mnb.hu/letoltes/hitelezesi-folyamatok-2018-marcius-en.PDF>.
- Magyar Nemzeti Bank (2018d), 180 lépés a magyar gazdaság fenntartható felzárkózásáért, <http://www.mnb.hu/letoltes/mnb-180-pontja.pdf>.
- McGowan, M. (2015), *Labour Market Mismatch and labour Productivity: Evidence from PIAAC data*, OECD Publishing, <https://www.oecd.org/eco/growth/Labour-Market-Mismatch-and-Labour-Productivity-Evidence-from-PIAAC-Data.pdf>.
- Mihalicz, C. (2016), *Mérgező füstökben úszik a vidék*, http://hvg.hu/gazdasag/20160312_fustkod_szmog_mergezo_hulladek_egetes.
- Ministry for National Economy (2017), *Macroeconomic and Budget Outlook 2017-2021*, Ministry for National Economy.
- Ministry for the National Economy (2018), *Convergence Programme of Hungary 2018-2022, April 2018*.
- Ministry of Human Resources (2017), *Az illegális hulladékégetés humán- és környezetegészségügyi kockázatai*, https://www.antsz.hu/data/cms83917/Tajekoztato_illegalis_hull_egetesrol_20171213.pdf.
- Morrison, A., C. Pietrobelli and R. Rabellotti (2008), “Global Value Chains and Technological Capabilities: A Framework to Study Learning and Innovation in Developing Countries”, *Oxford Development Studies*, Vol. 36/1, pp. 39-58, <http://dx.doi.org/10.1080/13600810701848144>.
- OECD (2018a), *OECD Economic Surveys: Euro Area 2018*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-euz-2018-en.
- OECD (2018b), *OECD Energy Prices and Taxes*, OECD Publishing.

- OECD (2018c), *OECD Employment Outlook 2018*.
- OECD (2018d), *OECD Environmental Performance Reviews: Hungary 2018*.
- OECD (2017a), *Hungary -- Trade and Investment Statistical Note*, <http://www.oecd.org/investment/trade-investment-gvc.htm> (accessed on 5 July 2018).
- OECD (2017b), *OECD Employment Outlook 2017*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2017-en.
- OECD (2017c), *OECD Skills Outlook 2017: Skills and Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264273351-en>.
- OECD (2017d), *A Guide to Fiscal Decentralisation: Which Powers to Sub-National Government?*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017e), “Country Profile Hungary”, in *Pensions at a Glance 2017*, OECD Publishing, <https://www.oecd.org/els/public-pensions/PAG2017-country-profile-Hungary.pdf>.
- OECD (2017f), *Preventing Ageing Unequally*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264279087-en>.
- OECD (2016a), “Economic Survey Hungary 2016”, in *OECD Economic Surveys: Hungary 2016*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016b), *Be Flexible! Background brief on how workplace flexibility can help European employees to balance work and family*.
- OECD (2016c), *OECD Pension Outlook 2016*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016d), *Better Ways to Pay for Health Care*, OECD Health Policy Studies, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264258211-en>.
- OECD (2016e), *The Economic Consequences of Outdoor Air Pollution*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264257474-en>.
- OECD (2015a), *The Future of Productivity*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264248533-en>.
- OECD (2015b), *Governing the City*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264226500-en>.
- OECD (2014a), *The distributional effects of consumption taxes*, OECD Publishing.
- OECD (2014b), *Tourism and the Creative Economy*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2014c), *The Cost of Air Pollution: Health Impacts of Road Transport.*, OECD Publishing.
- OECD (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en>.

- OECD (2012a), *Reducing income inequality while boosting economic growth: Can it be done?*, OECD Publishing.
- OECD (2012b), *Closing the Gender Gap - Act Now*.
- OECD (2011), *Taxation and Employment*, *OECD Tax Policy Studies*, No. 21, OECD Publishing.
- OECD (2010), *Growth-oriented tax policy reform recommendations*, OECD Publishing.
- OECD/EU (2016), *Health at a Glance: Europe 2016: State of Health in the EU Cycle*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264265592-en>.
- OECD/European Observatory on Health Systems and Policies (2017), *Hungary: Country Health Profile 2017*, State of Health in the EU, OECD Publishing, Paris/European Observatory on Health Systems and Policies, Brussels, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264283411-en>.
- Palócz, É. et al. (2016), *Survey and Study Paper on the Hungarian Investment Environment*.
- Palotai, D. and B. Virag (2016), *Competitiveness and Growth - the Road to Sustainable Economic Convergence*, Magyar Nemzeti Bank.
- Pavlínek, P. (2015), “Foreign direct investment and the development of the automotive industry in central and eastern Europe”, in Galgóczi, B., J. Drahokoupil and M. Bernaciak (eds.), *Foreign investment in eastern and southern Europe after 2008: Still a lever of growth?*, ETUI, Brussels.
- Phillips, L. (2018), “Improving the Performance of Sub-national Governments through Benchmarking and Performance Reporting”, *OECD Working Papers on Fiscal Federalism*, Vol. No. 22, <https://doi.org/10.1787/22265848>.
- PwC (2018), *Hungarian Automotive Supplier Survey 2018*, <http://www.pwc.com/hu/en>.
- Rawdanowicz, Ł., E. Wurzel and A. Christensen (2013), “The Equity Implications of Fiscal Consolidation”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1013, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k4dlvx2wj0-en>.
- Society, R. (ed.) (2011), “Tax policy for economic recovery and growth”, *The Economic Journal*, Vol. 121, pp. F59-F80
- Sik, E., D. Csaba and A. Hann (2013), *A férfiak és a nők közötti jövedelemegyenlőtlenség és nemi szegregáció a mai Magyarországon*.
- Szabó, Z. (2017), *Szomorú statisztika: ennyire becsülik meg a női menedzserek munkáját*, https://www.napi.hu/nemzetkozi_gazdasag/szomoru_statisztika_ennyire_becsulik_meg_a_noi_menedzserek_munkajat.631036.html.
- Századvég (2016), *Bölcsőde és óvodafejlesztések értékelése*, <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=2ahUKEwiQsbPT4tXaAhUMDMAKHQEFAPeQFjAAegQIABAu&url=https%3A%2F%2Fwww.palyazat.gov.hu%2Fdownload.php%3FobjectId%3D71205&usg=AOvVaw0iWTsLWNzYLgNG6JHHL320>.

- Thomas, T. (2016), “Reconsidering Remedy of Gender Quotas”, *Harvard Journal of Law and Gender*, Vol. 11, <http://harvardjlg.com/2016/11/reconsidering-the-remedy-of-gender-quotas/>.
- United Nations (2016), *UN Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice finalized country mission to Hungary*, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20027&LangID=E>.
- United Nations Development Fund for Women (2006), *The Story Behind the Numbers: Women and employment in Central and Eastern Europe and the Western Commonwealth of Independent States*.
- Unterhofer, U. and K. Wrohlich (2017), “Fathers, Parental Leave and Gender Norms”, *DIW Discussion Papers* N.o. 1657, Berlin.
- Varga, V. (2016), *Nehezebb, mint bejuttatni a Yale-re - átalakul az óvodai és bölcsődei rendszer*, <http://nol.hu/belfold/gyerekes-dolgaink-1612561>.
- Virág, B. and M. Nagy (2016), *The Bank’s unconventional easing is a success*, <https://www.mnb.hu/letoltes/marton-nagy-barnabas-virag-the-bank-s-unconventional-easing-is-a-success.pdf>.
- Wade, P. et al. (2010), *Key Stage 2 career-related learning pathfinder evaluation*, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/182663/DFE-RR116.pdf.

Annexe A. Progrès des réformes structurelles

L'objectif de cette annexe est de passer en revue les mesures prises depuis les principales recommandations de l'Étude précédente.

Recommandations figurant dans les <i>Études précédentes</i>	Mesures prises depuis mai 2016
A. Recommandations sur les politiques macroéconomiques	
Diminuer les dépenses publiques pour réduire encore le déficit structurel.	Aucune mesure prise.
Mettre en œuvre une stratégie afin que la société de gestion des actifs accélère le rythme auquel elle se défait des actifs improductifs.	Début 2017, la société à responsabilité limitée chargée de la gestion et de la restructuration de la dette (MARK, <i>Magyar Reorganizációs és Követeléskezelő Zrt</i>) a été rachetée par un investisseur privé, de sorte qu'il n'existe plus de plateforme de négociation officielle pour la vente des créances dépréciées.
Revoir à la hausse les exigences supplémentaires de fonds propres appliquées aux créances improductives détenues par les banques au-delà d'un certain délai.	Depuis 2017, les banques doivent satisfaire à des exigences de fonds propres plus strictes, si leur stock de créances dépréciées pour le financement de projets dépasse 30 % des exigences nationales de fonds propres au titre du premier pilier.
Poursuivre la lutte contre la fraude à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).	Depuis 2017, l'obligation d'utiliser des caisses enregistreuses connectées à des boîtes noires est étendue à certains secteurs de services et à partir de 2018, l'utilisation du système de facturation en ligne est obligatoire. En 2018, le taux de la TVA a été de nouveau réduit sur certains produits.
Faire une plus large place aux taxes sur la consommation n'ayant pas d'effet de distorsion.	En 2016-17, les droits d'accise sur les produits de tabac ont été relevés, et ceux appliqué à l'essence, au GPL et au diesel indexés sur le cours mondial du Brent (pétrole brut).
Céder des participations dans les banques publiques.	En 2016 et 2017, les participations de l'État dans MKB et Gránit Bank ont été vendues ; il reste désormais Budapest Bank (8 ^e place) détenue à 100 % par l'État, Erste bank (5 ^e place) à 15 %, et FHB (11 ^e place) à 7.3 %.
B. Recommandations visant à renforcer l'investissement privé et à améliorer l'environnement des entreprises	
Améliorer la transparence, la stabilité et la formulation des dispositions réglementaires, et poursuivre les efforts de simplification des formalités administratives.	Depuis 2017, de vastes registres et systèmes publics ont été connectés, ce qui a conduit à une accélération des procédures et facilité la communication des données. En 2017, le Programme de simplification des formalités administratives a été poursuivi dans le cadre de la Réforme de l'État II. Ce Programme vise à améliorer l'efficacité de l'administration ainsi que la compétitivité des entreprises.
Supprimer les dérogations sectorielles et procéder à un examen des fusions susceptibles de réduire la concurrence.	Aucune mesure prise.
Introduire une tarification de l'énergie qui reflète les prix du marché et ouvrir des segments du marché à la concurrence.	Aucune mesure prise.
Faciliter les entrées dans le secteur de la vente au détail.	Aucune mesure prise.
Stimuler l'investissement dans les télécommunications.	Aucune mesure prise.
Recourir davantage aux tarifs d'achat et organiser des adjudications sur offres concurrentes pour les projets relatifs aux énergies renouvelables.	Le nouveau dispositif d'aide aux énergies renouvelables (METÁR) a été introduit en 2017, en associant des tarifs d'achat, des primes d'achat et une procédure d'appel à la concurrence.
Favoriser la création d'une bourse régionale pour promouvoir les marchés financiers dans la région.	La Bourse de Budapest (BÉT) a continué d'organiser des tournées conjointes à Londres, Paris, Varsovie et Zagreb.
Faciliter l'introduction et l'adoption de nouvelles technologies financières.	En mars 2018, la banque centrale a lancé sa Plateforme pour l'innovation, afin d'identifier les obstacles juridiques qui surgissent dans les faits.
Appliquer les AIR à toutes les initiatives publiques importantes, et introduire des consultations publiques obligatoires.	Toutes les mesures législatives sont soumises à une AIR et à une évaluation <i>ex post</i> depuis la fin 2016.
Créer une commission chargée des analyses d'impact de la réglementation (AIR).	Aucune mesure prise.
Renforcer les procédures de passation des marchés publics à travers un système électronique plus efficace.	Depuis avril 2018, l'utilisation d'un système central de passation des marchés par voie électronique, nouvellement créé (EKR), est obligatoire.
Créer un organisme spécifiquement chargé de lutter contre la corruption.	Aucune mesure prise.

C. Recommandations visant à améliorer les compétences pour stimuler la croissance

Améliorer la réintégration des participants aux programmes de travaux d'intérêt public.	Depuis début 2018, des ONG coopérant avec le Service public de l'emploi (SPE) proposent des services de conseil et de mentorat, ainsi que des prestations financières pour les demandeurs d'emploi défavorisés afin de faciliter leur retour sur le marché du travail.
Durcir les conditions d'accès aux programmes de travaux d'intérêt public en mettant en place un système de profilage de manière efficiente.	Un nouveau système de profilage des bénéficiaires mis en place en 2016 contribue à un meilleur ciblage des programmes de travaux d'intérêt public.
Améliorer l'évaluation de l'efficience des programmes de formation existants pour mieux apparier différentes catégories de participants à des programmes de formation spécifiques.	Depuis 2016, le SPE crée des plans d'action individuels pour tous les demandeurs d'emploi inscrits en fonction d'un profilage des bénéficiaires.
Créer une panoplie d'instruments pour favoriser la formation tout au long de la vie.	Aucune mesure prise.
Continuer d'intégrer les programmes de formation professionnelle dans les établissements d'enseignement secondaire professionnel.	Aucune mesure prise.
Améliorer les résultats scolaires et réduire les inégalités en augmentant les ressources allouées aux établissements défavorisés.	Depuis 2016, plusieurs programmes ainsi que des projets financés par l'UE aident les étudiants issus de milieux défavorisés, en leur proposant des heures de tutorat, des manuels scolaires gratuits, des bourses d'études et une participation financière aux frais de scolarité. De nouvelles procédures d'examen ont été élaborées pour ces élèves et le nombre d'enseignants spécialisés a augmenté.
Continuer de renforcer l'orientation professionnelle pour améliorer la réactivité de l'enseignement supérieur aux besoins du marché du travail.	Depuis 2017, une journée d'orientation professionnelle, pleinement consacrée au choix d'une profession et à l'enseignement supérieur, est organisée dans les établissements scolaires.
Améliorer les conditions de travail des enseignants en augmentant encore leurs salaires et en allégeant les tâches administratives inutiles.	En 2017-2018, les salaires ont été revalorisés de près de 5 % dans l'enseignement supérieur. Les tâches administratives sont allégées par un nouveau système d'administration en ligne, « KRÉTA », mis en place en 2016.
Retarder l'orientation des élèves et allonger l'instruction obligatoire dans le secondaire pour améliorer les compétences générales.	Aucune mesure prise.
Développer l'accueil des jeunes enfants.	Depuis janvier 2017, toutes les collectivités locales sont tenues d'organiser la mise en place de crèches lorsque de tels services sont exigés.
Réduire la durée effective du congé parental et promouvoir le congé de paternité.	Aucune mesure prise.

D. Recommandations passées sur l'éducation

Recommandations figurant dans les <i>Études précédentes</i>	Mesures prises
Améliorer les compétences générales des élèves et leur capacité d'adaptation future à des changements d'emploi.	Aucune mesure prise.
Améliorer les résultats scolaires et réduire les inégalités en augmentant les ressources allouées aux établissements défavorisés.	Depuis 2016, plusieurs programmes ainsi que des projets financés par l'UE aident les étudiants issus de milieux défavorisés, en leur proposant des heures de tutorat, des manuels scolaires gratuits, des bourses d'études et une participation financière aux frais de scolarité. De nouvelles procédures d'examen ont été élaborées pour ces élèves et le nombre d'enseignants spécialisés a augmenté.
Améliorer les conditions de travail des enseignants en augmentant encore leurs salaires et en allégeant les tâches administratives inutiles	En 2017-2018, les salaires ont été revalorisés de près de 5 % dans l'enseignement supérieur. Les tâches administratives sont allégées par un nouveau système d'administration en ligne, « KRÉTA », mis en place en 2016.
Continuer de renforcer l'orientation professionnelle pour améliorer la réactivité de l'enseignement supérieur aux besoins du marché du travail.	Depuis 2017, une journée d'orientation professionnelle, pleinement consacrée au choix d'une profession et à l'enseignement supérieur, est organisée dans les établissements scolaires.
Créer une panoplie d'instruments pour favoriser la formation tout au long de la vie.	Aucune mesure prise.

Études économiques de l'OCDE

HONGRIE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)

L'économie a connu une croissance robuste au cours des cinq dernières années. En 2017, le taux de croissance a dépassé 4 % et ce rythme s'est maintenu en 2018. La croissance a d'abord été tirée par les exportations puis par l'investissement. À la faveur de l'embellie de l'emploi, la reprise a gagné les secteurs de la consommation privée et de l'investissement résidentiel, une tendance encore renforcée par la croissance à deux chiffres des salaires. Qui plus est, l'économie rencontre des contraintes de capacités croissantes, synonymes de hausse des importations et d'érosion de l'excédent de la balance courante.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/247ba9ac-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2019/2
Janvier 2019

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2019
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-75667-0



9 789264 756670